

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

6  
9 mai 2022

# SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

page\*2:  
Editions Page deux

EDITIONS  
SYLÉPSE



### *Les Cahiers de l'antidote*

Après les Gilets jaunes, la pandémie du Covid, la Colombie et la Birmanie, les éditions Syllepse poursuivent la publication d'ouvrages accessibles à tous et toutes qui éclairent sur les enjeux des convulsions d'un monde qui n'en finit pas de semer la misère, la souffrance et la guerre.

Les éditions Syllepse se sont associées pour cette série sur l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine aux éditions Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal) et Spartacus (Paris), aux revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), aux sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, ainsi qu'au blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris), au Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et au Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

#### BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

*À l'encontre*: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: [www.cetri.be/](http://www.cetri.be/)

*ContreTemps*: [lesdossiers-contretemps.org](http://lesdossiers-contretemps.org)

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: [www.editions-spartacus.fr](http://www.editions-spartacus.fr)

Éditions Syllepse: [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

*Entre les lignes, entre les mots*: <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>

*Europe solidaire sans frontières*: [www.europe-solidaire.org](http://www.europe-solidaire.org)

*Les Utopiques*: [lesutopiques.org](http://lesutopiques.org)

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

*New Politics*: [newpol.org/](http://newpol.org/)

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: [laboursolidarity.org](http://laboursolidarity.org)

LES CAHIERS DE L'ANTIDOTE, « SPÉCIAL UKRAINE », N° 6, 9 MAI 2022

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES – 75020 PARIS

ISBN: 979-10-399-0063-8

Illustrations: DR; p. 94: d'après une image de L'Atelier au fond à gauche, 2021.

Images: DR

# TABLE DES MATIÈRES

NOTRE SOUTIEN À L'UKRAINE MORAL, POLITIQUE ET STRATÉGIQUE	5
PARIS AVEC LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE	7
<b>PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES</b>	
RUSSIE	
PROTESTER EN SILENCE	10
RUSSIE	
LA CONFÉDÉRATION DU TRAVAIL DE RUSSIE DÉCLARE SON SOUTIEN AU CONGRÈS BÉLARUS DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES	14
BÉLARUS	
ATTAQUE CONTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL INDÉPENDANT	15
GÉORGIE	
LA CAMPAGNE ANTISYNDICALE DU RÉGIME PRO-RUSSE DE LOUKATCHENKO	16
UKRAINE	
LA KVPV DEMANDE LA LIBÉRATION DES SYNDICALISTES DU BÉLARUS	17
INTERNATIONALISME	
MAINTENIR ET RENFORCER L'INTERNATIONALISME	18
SOUDAN	
LES OPPRESSEURS SOUTIENNENT LES OPPRESSEURS	21
BÉLARUS	
LA PEINE DE MORT POUR LES PARTISAN·ES-CHEMINOT·ES	22
LOUKACHENKO VEUT LA PEAU DES ANARCHISTES	24
DOCKERS	
LES DOCKERS NÉERLANDAIS ET SUÉDOIS REFUSENT DE DÉCHARGER UNE CARGAISON DE FUEL RUSSE	25
ÉTAT ESPAGNOL	
L'HISTOIRE D'UNE CARAVANE DE SOLIDARITÉ ANTIRACISTE À LA FRONTIÈRE UKRAINIENNE	26

ÉTATS-UNIS

SYNDICALISTES AVEC LA RÉSISTANCE

29

LIGNES DE FRONT

31

SUISSE

POUR LE DROIT D'ASILE DES DÉSERTEURS ET DES RÉFRACTAIRES RUSSES EN SUISSE!

36

ALLEMAGNE

LA RÉALITÉ DES PRATIQUES ADMINISTRATIVES ACTUELLES À L'ÉGARD DES DÉSERTEURS RUSSES

37

**LA PAROLE À SOTSYALNYI RUKH**

DÉFENSE ET POTENTIEL SCIENTIFIQUE: CE QUE NOS ENNEMIS N'ONT PAS PRIS EN COMPTE

39

« LA LUTTE DES CLASSES N'EST PAS TERMINÉE DANS LA GUERRE EN COURS »

41

LE TRAITEMENT DES RÉFUGIÉS UKRAINIENS EN EUROPE EST-IL RACISTE ?

46

AUTODÉTERMINATION ET GUERRE EN UKRAINE

49

COMMENT LES CHANGEMENTS AFFECTENT LES EMPLOYÉS DE LA CENTRALE DE TCHERNOBYL

54

**PRISES DE POSITION**

DES UKRAINIENNES VICTIMES DE VIOLENCES, DE VIOL PUIS DE LA LOI ANTI-IVG EN POLOGNE

57

UNE SÉVÈRE CRITIQUE DE LA POSITION DE CHOMSKY SUR L'UKRAINE

63

QUE FAIRE ?

68

LES FÉMINISTES UKRAINIENNES SOUS LES YEUX DE L'OCCIDENT

71

DÉCOLONISER LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

77

RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

79

**LA BOTTE POUTINIENNE ET LE LIVRE**

83

**BOÎTE ALERTES**

86



## NOTRE SOUTIEN À L'UKRAINE: MORAL, POLITIQUE ET STRATÉGIQUE

DAN LA BOTZ<sup>1</sup>

Nous soutenons le peuple ukrainien et l'Ukraine parce que c'est une nation indépendante et souveraine victime de l'agression de la Russie. Nous soutenons le droit des Ukrainiens à se défendre et, pour ce faire, à se procurer des armes partout où ils le peuvent. Notre soutien à l'Ukraine est fondé sur des principes moraux et politiques ainsi que sur une analyse stratégique.

Ma mère, une femme de la classe ouvrière, m'a appris dès mon plus jeune âge qu'il fallait prendre le parti de l'opprimé: de l'enfant qui est brutalisé, de la femme qui est maltraitée, du travailleur qui est sous-payé et exploité, de la personne noire qui est discriminée. Et à plusieurs reprises, je l'ai vue prendre leur défense. Si je n'étais jamais devenu socialiste, ces raisons suffiraient à faire de moi un défenseur de l'Ukraine. Vladimir Poutine détruit l'infrastructure industrielle du pays et rend impossible les semailles et les moissons. Il bombarde immeubles, habitation, écoles et hôpitaux. La Russie a tué des milliers de milliers d'Ukrainiens – hommes, femmes et enfants –, en a déplacé des millions et a forcé plus de 5,5 millions d'entre eux à fuir vers d'autres pays. Donc, comme n'importe quel enfant peut le constater, nous devons être aux côtés du maltraité, de l'Ukraine, contre la brute.

Devenu adulte et socialiste, j'ai été convaincu par les arguments marxistes selon lesquels il fallait soutenir le droit des nations à l'autodétermination, comme le Vietnam qui luttait alors pour son indépendance. J'en suis venu à croire que nous devons nous opposer à toutes les puissances impérialistes. L'impérialisme, c'est la tentative de soumettre une nation à une autre sur le plan économique, politique ou militaire. Il était clair que mon pays, les États-Unis, était une puissance impériale, mais il en était de même de l'Union soviétique qui dominait l'Europe de l'Est.

J'en suis venu à croire que les nations coloniales et néocoloniales, quel que soit leur gouvernement, méritaient notre soutien dans la lutte contre l'empire. J'ai appris que dans l'histoire de la lutte contre l'empire, les socialistes avaient soutenu l'État éthiopien, malgré son monarque réactionnaire, contre l'Italie fasciste (1935-1937), la République bourgeoise espagnole contre la Phalange fasciste de Franco (1936-1939) et le gouvernement nord-vietnamien, malgré sa politique stalinienne, dans sa guerre contre les États-Unis (1955-1975). (Cependant, nous n'avons pas soutenu les talibans dans leur lutte contre l'occupation américaine, car ils menaient simultanément une guerre réactionnaire contre une grande partie de la population afghane. Il en est de même en Irak où Saddam Hussein était engagé dans une guerre d'oppression contre la population kurde et était rejeté comme oppresseur par une grande partie de la population arabe).

Alors comment pourrais-je aujourd'hui, avec de tels principes, ne pas soutenir l'Ukraine, l'ancienne

---

1. Syndicaliste, cofondateur de Teamsters for a Democratic Union, journaliste et auteur d'ouvrages sur le mouvement syndical américain, il est membre du comité de rédaction de la revue new-yorkaise *New Politics*.

colonie russo-soviétique? Oui, il y a de la corruption dans le gouvernement, oui, il y a un petit mais dangereux mouvement néonazi dans le pays, et Zelensky lui-même est un néolibéral. Mais un anticolonialisme authentique et l'autodétermination signifient que les Ukrainiens doivent faire face à ces problèmes eux-mêmes – avec notre solidarité, bien sûr. En tant que socialistes, notre soutien s'adresse principalement à la gauche ukrainienne, aux socialistes, aux anarchistes et aux membres de la gauche indépendante qui combattent la Russie tout en s'opposant à la politique néolibérale de Zelensky.

Nous soutenons également l'Ukraine pour des raisons stratégiques plus larges et à plus long terme. Des gouvernements autocratiques et autoritaires, dont certains ont des ambitions impériales, existent aujourd'hui dans de nombreux pays, non seulement en Russie, mais aussi en Chine, en Inde, en Turquie, en Syrie, en Arabie saoudite, en Iran ou encore en Hongrie. L'extrême droite menace la démocratie dans d'autres pays, aux États-Unis, en France, au Brésil ou encore au Bélarus. La défense de l'Ukraine est aussi une défense stratégique de la démocratie contre l'autoritarisme. Malgré tous les problèmes que nous pose le gouvernement ukrainien, les perspectives de la démocratie en Ukraine seront bien meilleures si le pays n'est pas conquis par un agresseur réactionnaire, meurtrier et autocratique.

Les idées morales, politiques et stratégiques qui sous-tendent notre soutien à l'Ukraine nous rendent également méfiants à l'égard des États-Unis, de l'Union européenne et de l'OTAN. Notre soutien à l'Ukraine est fondé sur son indépendance politique, qui pourrait être remise en cause par sa dépendance militaire à l'égard des États-Unis et des nations européennes. Si la dépendance conduit à un contrôle de la guerre par les États-Unis, cela pourrait conduire à

une guerre par procuration menée par les États-Unis, augmentant le danger d'une troisième guerre mondiale, une guerre nucléaire. Poutine, dans le même temps, menace d'une guerre génocidaire pour anéantir l'Ukraine et s'il ne peut pas, alors il prévoit de la démembrer, ayant déjà saisi la Crimée et annexant maintenant Donetsk, Louhansk et la côte de la mer Noire. Pour toutes ces raisons, nous devons continuer à soutenir l'Ukraine et renforcer sa capacité à rester politiquement et militairement indépendante.

Nous sommes pour la victoire de l'Ukraine et la défaite de la Russie. Nous sommes aux côtés de la gauche ukrainienne, des militants antiguerre russes et de l'opposition démocratique et soviétique russe. Nous sommes solidaires de l'Ukraine. Victoire à l'Ukraine!



Denis Veretyokha,  
membre du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine,  
mort au combat contre les troupes russes.

## PARIS AVEC LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

DARIA SABUROVA & HANNA PEREKHODA<sup>1</sup>

Le 24 février, Poutine a envahi l'Ukraine. Depuis deux mois, les populations civiles subissent des frappes aériennes quotidiennes. La ville de Marioupol est en ruines. Selon les estimations des autorités ukrainiennes, 20 000 personnes y ont déjà perdu leur vie. Les morts sont enterrés dans des fosses communes, dans les cours et les jardins, voire restent ensevelis sous les débris. Ce qui se passe à Marioupol est une tragédie immense. Et cette tragédie risque de se reproduire encore et encore. Pendant l'occupation de la région de Kyiv, l'armée russe a perpétré d'innombrables violences gratuites, des pillages, des tortures et des viols. Aujourd'hui, c'est l'est du pays qui s'apprête à subir le même sort.

Mais depuis deux mois, également, le peuple ukrainien résiste courageusement à cette attaque impérialiste d'une brutalité extrême. La résistance se déploie dans les zones de combat et dans les villes déjà occupées, mais aussi dans les hôpitaux, les chemins de fer, les services publics, dans les champs et dans les usines, partout où les travailleurs et les travailleuses ukrainien·nes continuent aujourd'hui à risquer leur vie.

Nous n'avons aucune illusion concernant l'État capitaliste ukrainien. En Ukraine, comme en France, les classes dominantes s'approprient les richesses produites par les exploités. Mais l'émancipation sociale et politique en Ukraine ne va pas commencer sous

occupation militaire. L'État russe est un état capitaliste ultralibéral, chapoté par une élite corrompue et réactionnaire. Il repose sur un racisme systémique, sur l'oppression des femmes et des personnes LGBTQ+, sur la répression violente de tout mouvement de contestation. Depuis plus de vingt ans, il se nourrit de la guerre: la guerre en Tchétchénie, en Géorgie et en Syrie, et maintenant en Ukraine. Contre la logique coloniale de l'agression russe, le peuple ukrainien défend aujourd'hui son droit à l'existence. Contre la perspective d'un régime autoritaire et militariste, il défend les droits démocratiques comme condition de la lutte pour les droits sociaux. La solidarité concrète avec les travailleuses et les travailleurs ukrainien·nes passe aujourd'hui par le soutien de leur résistance armée et non armée face à la Russie.

Appuyer le soutien armé et non armé à la résistance ukrainienne, soutien dont elle a besoin et qu'elle a tout le droit d'exiger, cela ne veut pas dire être complices de l'impérialisme occidental. Car nous ne sommes pas dupes non plus à l'égard des intérêts des États capitalistes occidentaux. Nous savons très bien que les puissances occidentales sont elles-mêmes responsables de multiples guerres d'agression et de soutien apporté aux régimes criminels partout dans le monde. Elles sont aussi responsables de la guerre en Ukraine. En 2014, l'Union européenne a décidé l'embargo sur la vente des armes à la Russie, à la suite de l'annexion de la Crimée et de l'intervention militaire de la Russie dans le Donbass. Malgré cela, les pays européens ont continué à fournir des armes à la Russie, des armes qui aujourd'hui tuent les populations civiles en Ukraine.

---

1. Chercheuses ukrainiennes, membres du Réseau européen Ukraine Solidarity.

Les mêmes pays sont responsables du financement continu de la machine de guerre russe. Depuis le 24 février, l'Europe a versé près de 40 milliards d'euros à la Russie pour l'achat des combustibles fossiles. Cette dépendance des hydrocarbures russes est doublement meurtrière. Pour l'avenir de l'Ukraine, mais aussi pour l'avenir de la planète, nous devons exiger le désengagement total de l'Union européenne dans l'achat des énergies fossiles provenant de la Russie. La guerre en Ukraine a aussi rappelé les dangers immenses du nucléaire. On ne peut pas permettre aux puissances nucléaires, quelles qu'elles soient, de mener des guerres d'agression dans une impunité totale.

L'accueil des réfugié·es ukrainien·nes est une obligation pour les États occidentaux, ainsi que l'accueil de toutes les personnes fuyant les guerres, quelle que soit leur nationalité ou leur couleur de peau. Nous ne pouvons pas tolérer la sélection aux frontières de l'Europe. Nous devons exiger le droit à la libre



circulation des personnes et leur droit à s'installer dans les pays de leur choix et dans des conditions dignes. Les femmes sont particulièrement exposées, car la guerre exacerbe les violences sexistes et sexuelles qu'elles subissent déjà quotidiennement. Nous devons nous assurer que l'accueil des femmes réfugiées leur procure la sécurité et l'accès immédiat aux soins dont elles ont besoin.

Mobilisons-nous partout pour la paix en Ukraine! Ensemble, nous pouvons faire pression sur nos gouvernements et apporter de l'aide concrète au peuple opprimé. Mais il ne peut y avoir de paix sans justice. La paix en Ukraine ne peut pas signifier le démembrement du pays et la violation des droits et des libertés politiques élémentaires. Nous exigeons le retrait immédiat des troupes russes de l'Ukraine.

À bas Poutine! Non à la guerre! Vive la résistance!

DÉCLARATION LUE À L'OCCASION DE LA  
MANIFESTATION PARISIENNE DU 23 AVRIL 2022





**PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES**

## RUSSIE

### PROTESTER EN SILENCE

Un mouvement de désobéissance civile clandestin proteste en silence dans les rues de Russie. Le *Guernica* de Picasso, des billets de banque comportant des messages pacifistes, des rubans verts accrochés aux lampadaires et des mangeoires antiguerre pour les oiseaux sont autant de formes de protestation dans des villes comme Saint-Petersbourg et Moscou.

VANESA RODRÍGUEZ<sup>1</sup>



Une femme marche avec une reproduction du *Guernica* de Picasso sous le bras. Dans les magasins russes, des billets de banque et des pièces de monnaie circulent avec des phrases appelant à la fin de la guerre. Il y a des petits graffitis et des autocollants avec le symbole de la paix sur les murs. Il y a des rubans verts attachés aux lampadaires, des personnes portant des tracts avec des slogans anti-Poutine et des jouets auxquels sont accrochés des messages rappelant les victimes civiles de l'invasion...

La Russie a détenu des centaines de militants depuis le début de la guerre en Ukraine et, si les manifestations de masse ne sont plus visibles dans les rues des grandes villes, un autre type de protestation silencieuse et clandestine se répand dans le pays.

Plusieurs groupes d'activistes ont tissé un réseau qui tente de coordonner les actions individuelles et de protéger leurs participants. L'un d'eux est le mouvement Vesna («Printemps»), un groupe de jeunes pro-démocratie basé à Saint-Petersbourg et fondé en

2013. Vesna organise des manifestations, fournit des affiches et encourage les citoyens à manifester leur mécontentement à l'égard du Kremlin et de la guerre avec un simple ruban vert ou avec n'importe quel message. Avec sa chaîne Telegram Visible Protests, le groupe diffuse les photos qu'il reçoit de ceux qui ont réalisé des actions. Beaucoup osent se montrer, mais le groupe propose quelques «règles de base» sur la manière de protester silencieusement contre la guerre sans être arrêté par les forces de sécurité:

- Ne participez pas à des campagnes avec des inconnus, ne participez pas à des réunions avec des «chatrooms» non contrôlés, ne faites pas état de vos projets dans celles-ci.

- Réfléchissez à un itinéraire pour éviter de passer sous les caméras et couvrez votre visage autant que possible pour que les caméras ne vous reconnaissent pas.

- Portez des vêtements neutres et discrets qui compliquent votre identification.

- Faites les graffitis la nuit, rentrez chez vous par un chemin différent et restez sur vos gardes.

- Coupez votre téléphone, n'utilisez pas votre voiture et gardez à portée de main les contacts des militants des droits humains.

### LES PRIX DES ÉTIQUETTES REMPLACÉS PAR LE NOMBRE DE CIVILS TUÉS

Une autre action promue par Vesna, appelée «piquets individuels», vise à «rendre le travail de la police plus difficile, à réduire les risques pour les

1. Journaliste.



<p>ОСТАВЬТЕ ВОЙНУ В УКРАИНЕ!</p> <p><b>10 00</b> Р/шт</p> <p>РОССИЙСКИМИ ВОЙСКАМИ РАЗРУШЕНО БОЛЕЕ 20 МЕДИЦИНСКИХ УЧРЕЖДЕНИЙ В УКРАИНЕ.</p>	<p>НАШИХ ДЕТЕЙ.</p> <p><b>500 90</b> Р/шт</p> <p>РОССИЙСКАЯ АРМИЯ РАЗВОБИЛА ХУДСКОЛУ В МАРИУПОЛЕ. ОКОЛО 400 ЧЕЛОВЕК ПРЯТАЛИСЬ В НЕЙ ОТ ОБСТРЕЛОВ.</p>	<p>НАШИХ СЫНОВЕЙ БУДЕТ НА ЭТОТ РАЗ.</p> <p><b>0 00</b> Р/шт</p> <p>РОССИЙСКИМИ ВОЙСКАМИ РАЗРУШЕНО 80% ГОРДА МАРИУПОЛЯ. РАДИ ЧЕГО?</p>
<p>ОТ РУК НАЦИСТОВ ВО ВТОРОЙ МИРОВОЙ ПОГИБЕЛО 8-10 МЛН. УКРАИНЦЕВ. СКОЛЬКО ПОГИБНЕТ ОТ РУК РОССИЯН?</p> <p><b>20 90</b> Р/шт</p>	<p>ОСТАВЬТЕ ВОЙНУ! В ПЕРВЫЕ ТРИ ДНЯ ПОГИБЛИ 4300 РОССИЙСКИХ СОЛДАТ. ПОЧЕМУ ОБ ЭТОМ МОЛЧАТ НА ТЕЛЕВИДЕНИИ?</p> <p><b>400 90</b> Р/шт</p>	<p>ЕСЛИ МЫ НЕ ОСТАВИМ ВОЙНУ, НА 43% ПОДРОЖАЕТ БЫТОВАЯ ХИМИЯ И ТОВАРЫ ДЛЯ ГИГИЕНЫ</p> <p><b>80 00</b> Р/шт</p>
<p>ВО ВРЕМЯ АФГАНСКОЙ ВОЙНЫ ПОГИБЕЛО 28 000 НАШИХ СОЛДАТ. СКОЛЬКО ПОГИБНЕТ, ЕСЛИ МЫ НЕ ОСТАВИМ ВОЙНУ В УКРАИНЕ?</p> <p><b>10 90</b> Р/шт</p>	<p>МОЙ ПРАДЕД УЧАСТВОВАЛ В ВЕЛИКОЙ ОТЕЧЕСТВЕННОЙ 4 ГОДА НЕ ДЛЯ ТОГО, ЧТОБЫ РОССИЯ СТАЛА ФАШИСТСКИМ ГОСУДАРСТВОМ И НАПАЛА НА УКРАИНУ</p> <p><b>4300 00</b> Р/шт</p>	<p>У МЕНЯ НЕТ СВЯЗИ С СЕСТРОЙ ИЗ УКРАИНЫ 9 ДНЕЙ. Я НЕ ЗНАЮ, ЧТО С НЕЙ. ОСТАВЬТЕ ВОЙНУ</p> <p><b>43 00</b> Р/шт</p>
<p><b>26 ТЫС</b> Р/шт</p>	<p><b>4 00</b> Р/шт</p>	<p><b>8 00</b> Р/шт</p>

participants et à toucher le public le plus large possible». L'action consiste à se tenir seul à n'importe quel arrêt de métro à 19 heures avec une pancarte antiguerre, ou dans un quartier animé de la ville s'il n'y a pas de métro. «Ne restez pas trop longtemps debout, conseille-t-on, aux heures de pointe, un quart d'heure suffit pour que des centaines de personnes vous voient.»

L'art est une autre arme utilisée pour appeler à la paix en Russie. Le 10 avril, une militante a parcouru les rues de la ville russe de Kazan avec une reproduction de *Guernica* sous le bras. Le tableau de Picasso est un hommage aux civils attaqués dans la ville basque bombardée par les troupes allemandes et italiennes pendant la guerre civile. La propagande fasciste a ensuite tenté de convaincre la population que l'attaque avait été perpétrée par l'armée républicaine.

Le média russe indépendant *OVD-Info* rapporte qu'au moins 20 procédures pénales de vandalisme à la suite de ces graffitis antiguerre ont déjà été entamées à travers la Russie. Plusieurs autres ont également été entreprises pour «atteinte à l'image des forces armées» à la suite d'autres manifestations symboliques et ce que le gouvernement considère comme la diffusion de *fake news*.

Une des dernières personnes arrêtées pour ces actions est Sasha Skochilenko, un militant de Saint-Petersbourg jugé pour avoir remplacé les étiquettes de prix dans un supermarché par des étiquettes antiguerre. S'il est reconnu coupable, il risque jusqu'à dix ans de prison. Sur les autocollants, les prix figurant sur les étiquettes ont été remplacés par des chiffres faisant allusion aux civils tués pendant la guerre, et la description des produits remplacée par les actions des troupes du Kremlin.

Selon le média russe indépendant *Mediazona*, l'action «a été un succès» et ces étiquettes ont commencé

à apparaître dans les supermarchés. Mais les forces de sécurité ont commencé à infliger des amendes et à procéder à des arrestations.

### WOMEN IN BLACK: LA RESISTANCE FÉMINISTE

L'initiative visant à modifier les étiquettes des prix a été lancée par un autre groupe qui organise ce type de protestation de guérilla: la Résistance féministe antiguerre. Le 8 mars, lors de la Journée internationale des droits des femmes, des passantes vêtues de noir ont porté et déposé des bouquets de fleurs au pied des monuments de 94 villes russes, dont Moscou et Saint-Petersbourg. La police a procédé à plusieurs arrestations, dont 60 à Moscou.

Depuis, l'action se poursuit chaque vendredi sous le hashtag [#women\\_in\\_black](#). Le collectif, qui compte plus de 30 000 *followers* sur Telegram, appelle les femmes, non seulement de Russie mais dans le monde entier, à descendre dans la rue vêtues de noir et avec des roses blanches pour protester contre la guerre. Sur leurs réseaux sociaux, il invite également à des actions de rue. «Je me demande s'il existe une ville en Russie où il n'y a encore aucune trace de résistance à la guerre», écrivent-elles. Et elles donnent également des conseils sur la manière de distribuer leurs messages: «Scooter électrique pacifique. Sur les nouveaux modèles rouges, il y a de la place pour coller un autocollant. Lorsque les gens les ramasseront, ces affiches circuleront dans la ville.»

### «NOURRISSONS LES OISEAUX, PAS LA GUERRE»

Les protestataires appellent aussi à installer des mangeoires pour oiseaux dans les parcs: «On a le sentiment que l'hiver en Russie ne se terminera pas avant la fin de la guerre, donc les mangeoires pour



oiseaux sont toujours utiles. Nourrissons les oiseaux, pas la guerre!», proclament-ils, en demandant de placer ces messages antiguerre dans des parcs «où il n'y a pas de surveillance vidéo mais où beaucoup de gens se promènent le week-end».

Plusieurs de ces protestations ont été réalisées simultanément par les deux collectifs. C'est le cas de la campagne pour demander des arrêts maladie pour protester entre le 18 et le 24 avril.

Juliane Fürst, directrice du département Communisme et société du Centre d'histoire contemporaine de Potsdam, en Allemagne, a analysé dans un récent article publié dans *ElDiario.es* le comportement particulier des jeunes Russes et leurs formes de protestation «à l'arrière-garde», et l'a associée à «la soif d'évasion» des hippies pendant l'ère soviétique, qui s'est aujourd'hui «traduite par un exode de nombreux jeunes intellectuels russes vers l'Occident et les pays voisins».

«Certains jeunes Russes sont à la recherche de pratiques alternatives, de héros alternatifs, de canaux d'information alternatifs, de sujets de conversation alternatifs, de manières alternatives de voir le monde et d'entrer en relation avec l'Occident. Les jeunes féministes sont devenues l'une des forces motrices de la résistance organisée. De jeunes informaticiens créent de nouvelles entreprises dans les anciennes Républiques soviétiques. De jeunes journalistes écrivent depuis Riga, Tallinn et Berlin. Lorsque le régime de Poutine prendra fin, il existera déjà un petit monde russe alternatif. Et les historiens écriront alors à propos des noyaux de changement qui avaient été vus pour la première fois à l'apogée du régime de Poutine», dit-il.

En Russie, depuis sa fondation, Vesna a mené de nombreuses actions de protestation contre Poutine. L'une des plus médiatisées a été une «fête» organisée

en octobre 2020 près de l'ancienne résidence de Poutine à Saint-Petersbourg pour «célébrer» l'anniversaire [du président]. À la fin de l'action, les participants sont tombés de leur chaise, dans une allusion à la tentative d'empoisonnement d'Alexei Navalny, figure de l'opposition, peu de temps auparavant.

Vesna fait la promotion d'une nouvelle campagne pour le 9 mai, jour de la victoire en Russie, qui commémore la signature de la reddition des troupes nazies face à l'Armée rouge soviétique. Des défilés militaires dans tout le pays rendront hommage aux morts de cette guerre-là. L'action de protestation consistera à porter la photo d'un membre de la famille mort pendant la Seconde Guerre mondiale avec un slogan antiguerre: «Il s'est battu et pas pour ça»; «Il rêvait de la paix dans le monde» et «il n'est pas mort pour une nouvelle guerre»: voilà quelques-uns des slogans proposés.

Les protestations silencieuses se multiplient dans toute la Russie, alors que dans les chaînes de télévision du Kremlin on continue de soutenir en vociférant l'invasion. «Chaque jour, nous recevons des centaines de photos de ta résistance quotidienne et des commentaires sur la façon dont tu as reçu un billet antiguerre dans un magasin, comment as-tu trouvé un ruban vert quand tu t'apprêtais à en coller un autre ou lorsque tu as vu des autocollants sur ton chemin. Nous sommes l'avenir et nous allons gagner», écrivent les Féministes contre la guerre sur leur groupe Telegram.

24 AVRIL, *EL DIARIO.ES*

Traduction Mariana Sanchez (les intertitres sont de la rédaction). Cliquez sur l'article pour découvrir les photos de tous les «trucs» utilisés pour déjouer la censure et la répression poutiniennes, [www.eldiario.es/.../guerrilla-clandestina-toma...safe\\_image.php.jpg](http://www.eldiario.es/.../guerrilla-clandestina-toma...safe_image.php.jpg)

## RUSSIE

# LA CONFÉDÉRATION DU TRAVAIL DE RUSSIE DÉCLARE SON SOUTIEN AU CONGRÈS BÉLARUS DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES

COMITÉ EXÉCUTIF DE LA CONFÉDÉRATION DU  
TRAVAIL DE RUSSIE

Le 19 avril 2022, les organes chargés de l'application de la loi de la République du Bélarus ont arrêté les dirigeants du Congrès bélarus des syndicats démocratiques et de ses branches: Aliaksandr Yaroshuk, Siarhei Antusevich, Iryna But-Gusaim, Aliaksandr Evdokimchyk, Vital Chichmarem, Yana Malash, Mikhaïl Hromau, Vasil Beresneu, Gennady Fedynich, Dzmitry Barodka, Vatslav Oreshko, Mikola Sharakh et Aliaksandr Bukhvostau. Auparavant, Volha Britykova, Zinaïda Mikhniuk, Yury Shcherbakou ont été détenus. Toutes ces personnes sont toujours maintenues dans des centres de détention provisoire. Un certain nombre d'autres militants détenus ont été libérés en contrepartie de leur engagement de ne rien divulguer. Le contact avec certains membres des syndicats a été perdu et leur sort est inconnu. La plupart des détenus font actuellement l'objet de poursuites pénales assorties de longues peines de prison, selon les informations reçues par le KTR.

Le travail du BKDP, en tant que centrale syndicale nationale, est complètement paralysé.

Le comité exécutif de la Confédération du travail de Russie constate que cette façon de faire, un cas sans précédent de persécution massive et violent de citoyens en rapport avec l'exercice de leur droit à

l'activité syndicale indépendante, a été permise dans la République du Bélarus.

Les syndicats russes et bélarus ont des décennies de coopération étroite et fructueuse dans le domaine de la protection des droits sociaux et du travail et des intérêts des travailleurs des deux pays. La formation, le développement et les activités du Congrès bélarus des syndicats démocratiques et de ses affiliés sectoriels ont évolué sous nos yeux. Nous sommes convaincus que ces activités, dans chacune de ses manifestations, ont un caractère pacifique, légal et positif, et qu'elle est menée dans l'intérêt des citoyens travailleurs de la République du Bélarus. Pendant de nombreuses années, le BDKP a mené à bien sa mission de développement d'institutions démocratiques, de relations humaines et équitables dans la sphère nationale du travail et dans l'ensemble de la société bélarus, dans des conditions difficiles pour lui-même, à savoir une pression constante sur l'activité syndicale, et la lutte pour la reconnaissance de son droit à représenter et à défendre les intérêts des travailleurs ordinaires. C'est pourquoi la centrale syndicale indépendante du Bélarus jouit d'une grande autorité dans le mouvement syndical mondial.

La Confédération du travail de Russie considère que l'usage d'une répression dure et ouverte contre les dirigeants du mouvement syndical de la République du Bélarus est inacceptable. Nous



appelons les autorités biélorusses à prendre des mesures urgentes pour libérer les dirigeants et les militants détenus des organisations syndicales, et à garantir les conditions nécessaires à la poursuite intégrale des activités légitimes du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques.

La Confédération du travail de Russie déclare son soutien et sa participation à la vaste campagne

publique internationale pour la défense du Congrès des syndicats démocratiques du Biélorus, de ses dirigeants et de ses militants.

28 AVRIL 2022

Publié par KTR

Traduction Patrick Le Tréhondat

### BÉLARUS

## ATTAQUE CONTRE LE MOUVEMENT SYNDICAL INDÉPENDANT

CONGRÈS BÉLARUS DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (BKDP)

Le 19 avril 2022, une attaque contre le mouvement syndical indépendant a eu lieu. Les perquisitions ont été menées au siège du Congrès biélorusse des syndicats démocratiques (BKDP) et dans les bureaux de ses affiliés – le Syndicat libre biélorusse (SPB), le Syndicat libre des métallurgistes (SPM), le Syndicat biélorusse des travailleurs de l'industrie radio et électronique (REP) à Minsk et dans d'autres régions, ainsi qu'aux domiciles de dirigeants et de militants syndicaux.

À la suite de ces perquisitions, des ordinateurs personnels, des cartes mémoire flash, des documents personnels, des passeports, des cartes bancaires appartenant notamment à des membres de la famille de militants syndicaux, des cartes SIM, des drapeaux syndicaux, des appareils numériques et des documents syndicaux ont été saisis. Des dirigeants et des

militants de syndicats indépendants du Biélorus ont été placés en détention.

Au moins 14 personnes n'ont plus donné de nouvelles depuis le 19 avril. Une seule d'entre elles, le vice-président du Congrès des syndicats démocratiques du Biélorus, Siarhei Antusevich, a appelé chez lui à minuit le 20 avril et a déclaré qu'il était détenu dans le centre de détention provisoire du KGB (Comité de sécurité d'État de la République du Biélorus) à Minsk. Selon le syndicat indépendant biélorusse, le président du BKDP Aliaksandr Yarashuk et la comptable du syndicat Irina But-Gusaim sont également détenus dans le centre de détention provisoire du KGB, ainsi que le président du syndicat libre biélorusse Nikolai Sharakh, le vice-président du syndicat libre des métallurgistes Aliaksandr Evdokimchik et le représentant du REP Gennady Fedynich. Les militants syndicaux Vitaly Chichmarev, Aliaksandr Bukhvostov ont également été arrêtés. Yana Malash, Anna Dus, Vasily Beresnev, Dmitry Borodko, Mikhail

Gromov, Vadim Payvin, Yuri Belyakov n'ont pas donné signe de vie. Le président adjoint du Syndicat libre des métallurgistes (SPM), Igor Komlik, a été arrêté puis relâché après avoir été interrogé par le Comité d'enquête.

La base juridique exacte des accusations criminelles portées contre les syndicalistes est également inconnue. Le mandat de perquisition aurait énuméré environ 10 articles du Code pénal de la République du Bélarus.

La persécution des syndicats indépendants et des dirigeants syndicaux est récemment devenue systémique. Ainsi, le 7 avril, les organes de l'État ont annoncé par une décision extrajudiciaire du Comité de sécurité de l'État de la République bélarus (KGB) déclarer le syndicat bélarus des travailleurs de l'industrie radio et électronique (REP) «formation extrémiste». C'est la première fois qu'une association officiellement enregistrée et fondée sur la libre adhésion est incluse dans une telle liste de «groupes extrémistes». Des arrestations répétées de représentants de syndicats indépendants et de militants d'organisations syndicales régionales ont eu lieu entre février et avril 2022.



La pression exercée sur le mouvement syndical indépendant est contraire aux obligations internationales et à la législation nationale de la République du Bélarus. La nécessité de reconnaître le principe de la liberté d'association est énoncée dans le préambule de la charte de l'Organisation internationale du travail (OIT). La déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998 énumère la liberté d'association comme l'un des quatre droits fondamentaux que les États membres de l'Organisation internationale du travail doivent respecter du fait même de leur adhésion à l'OIT. Le droit de former des syndicats, la protection contre la discrimination liée à l'exercice du droit à la liberté d'association sont garantis par la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (n° 87) et la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (n° 98), ratifiées par le Bélarus le 6 novembre 1956. La liberté d'association, y compris le droit d'adhérer à des syndicats, est garantie par les articles 36 et 41 de la Constitution de la République du Bélarus.

25 AVRIL 2022

Publié par BKDP

Traduction Patrick Le Tréhondat

## GÉORGIE

# LA CAMPAGNE ANTISYNDICALE DU RÉGIME PRO-RUSSE DE LOUKATCHENKO

La Confédération géorgienne des syndicats exprime sa solidarité avec les syndicats indépendants du Bélarus et qualifie d'effroyable l'arrestation de la

direction du BKDP par les services de sécurité de l'État. Nous exprimons notre solidarité avec les syndicats indépendants du Bélarus, en particulier lorsque



les dirigeants des syndicats ont critiqué le président du Bélarus, Alexandre Loukachenko, pour son soutien à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Nous protestons et trouvons consternant qu'en plus de toute cette série d'arrestations, les locaux du Congrès des syndicats biélorusses (BKDP) à Minsk, du Syndicat libre du Bélarus (SPB), du Syndicat libre des travailleurs du métal (SPM) et du Syndicat des travailleurs de la radio-électronique (REP) aient également été perquisitionnés.

«Nous pensons que ces attaques sont un exemple de la campagne antisyndicale en cours du régime présidentiel du Bélarus, qui s'est intensifiée en raison des critiques formulées à l'encontre du président Loukachenko», a déclaré Irakli Petriashvili, président de la Confédération des syndicats géorgiens.

La Confédération géorgienne des syndicats se déclare prête à s'engager dans des discussions à tous les niveaux pour soutenir les frères et sœurs biélorusses.

### UKRAINE

## LA KVPU DEMANDE LA LIBÉRATION DES SYNDICALISTES DU BÉLARUS

MYKHAILO VOLYNET<sup>1</sup>

La KVPU demande la libération des dirigeants et des militants des syndicats indépendants biélorusses qui ont été détenus et arrêtés.

La KVPU exige la libération immédiate des dirigeants et militants des syndicats indépendants du Bélarus détenus par le KGB et emprisonnés illégalement.

Le 19 avril, le président du Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie (BKDP) Aliaksandr Yarashuk, le vice-président du BKDP Sergey Antusevich, le président du Syndicat libre des travailleurs de la métallurgie (SPM) Aleksandr Bukhlostov, le président du Syndicat libre biélorusse SPB Nikolay Sharakh ont été arrêtés. En outre, de

nombreux autres collègues ont été arrêtés, notamment Yana Malash, Vitaliy Chichmarev, Anna Dus, Vadim Paivin, Mikhail Gromov, Igor Komlik, Vasiliy Beresnev, Gennadiy Fedynich, Dmitri Borodko et Irina But-Gusaim. Plusieurs autres sont encore injoignables et leur localisation n'est pas connue.

Les locaux syndicaux du BKDP à Minsk et ceux du Syndicat libre des métallurgistes (SPM) et du Syndicat des travailleurs de la radio-électronique (REP) ont été perquisitionnés. Les forces de sécurité ont également fouillé les domiciles de nombreux dirigeants et permanents syndicaux. À la suite de ces perquisitions, de nombreux objets ont été saisis, notamment des ordinateurs, des flashcards, des documents personnels, des passeports, des cartes bancaires – y compris celles de membres de la famille –, des cartes SIM de téléphones mobiles et du matériel syndical.

Dans la soirée du 21 avril, nous avons été informés d'une autre détention: la secrétaire internationale

---

1. Président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU).

du syndicat indépendant biélorusse (BNP) Elizavetta Merlyak a été arrêtée.

Auparavant, le 13 avril, la dirigeante du syndicat indépendant biélorussien de Naftan, Olga Britikova, n'avait toujours pas été libérée du centre de détention provisoire et a été arrêtée [en détention] pour la quatrième fois consécutive pendant quinze jours. Selon ses collègues, elle a été condamnée pour son post «Non à la guerre!» sur sa page personnelle d'un réseau social.

Le Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP), les dirigeants et les militants de

ses organisations se sont publiquement opposés à la guerre et à l'invasion criminelle de l'Ukraine par la Russie, malgré les menaces du régime dictatorial du Bélarus. Nous sommes reconnaissants à nos frères et sœurs biélorusses courageux et dotés de principes pour leur position, leur soutien constant et leur solidarité.

Nous demandons la libération des dirigeants et des militants des syndicats indépendants de Biélorussie!

21 AVRIL 2022

Publié par KVPU

Traduction Patrick Le Tréhondat

## INTERNATIONALISME

# MAINTENIR ET RENFORCER L'INTERNATIONALISME



### LE RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a participé au convoi d'aide des travailleurs à la résistance ukrainienne qui est arrivé dans le pays, précisément à Lviv, le vendredi 29 avril dernier.

Cette initiative émane des membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes. Depuis leur arrivée, se sont rencontrés des syndicalistes et des militants de plusieurs pays comme le Brésil (CSP Conlutas), la France (Solidaires), l'Italie (ADL Cobas), la Lituanie (G1PS), la Pologne (IP-Inicyatywa Pracownicza) et l'Autriche (RCIT), ainsi que des résistants d'Ukraine.

Le 29 avril, environ 800 kg de dons destinés à la population de cette région ont été remis directement

au président du syndicat indépendant des métallurgistes et des mineurs de la ville de Kryvyi Rih, le militant Yuri Petrovich. L'initiative, soutenue logistiquement par l'organisation Sotsyalnyi Rukh [Mouvement social], a été considérée comme un succès.

Le convoi a suivi les conseils de l'organisation de résistance des travailleurs de Kryvyi Rih et a donné la priorité à l'envoi de produits d'urgence tels que des médicaments, des trousseaux de premiers secours, des aliments secs, des aliments pour bébés prêts à l'emploi, ainsi que des batteries et des générateurs, ressources nécessaires dans une situation de pénurie critique de l'approvisionnement en nourriture et en médicaments, ainsi qu'en électricité et en chauffage.

Kryvyi Rih est le centre industriel du pays et comptait environ 615 000 habitants. Actuellement, la

ville se trouve à 60 km des troupes russes. Selon M. Petrovich, plus de 3 000 membres du syndicat se sont enrôlés dans les forces de résistance.

Comme nous l'avons déjà signalé, «de nombreuses femmes sont restées dans le pays parce qu'elles ont décidé de ne pas abandonner leur conjoint ou de s'occuper des personnes âgées ou des enfants restés au pays. Ce sont des mères, des sœurs ou des filles, qui survivent difficilement dans des conditions de pénurie dans la distribution de nourriture, de médicaments, d'eau, d'énergie et de gaz».

Et ce soutien doit être non seulement maintenu, mais aussi de plus en plus renforcé.

Le Service national des gardes-frontières de l'Ukraine a indiqué que le nombre de civils qui rentrent aujourd'hui dans le pays s'élève à environ 30 000 par jour. En raison de la contrainte militaire, presque tous ceux qui franchissent la frontière sont des femmes et des enfants. Ils représentent 90 % des réfugiés du pays.

En raison de ce mouvement de retour, nous devons renforcer, toujours plus, la nécessaire coopération

de classe au-delà des expressions publiques et des motions de soutien.

Avec le convoi, nous affirmons une solidarité internationaliste pratique et concrète et nous continuerons à faire campagne pour la défense de ces travailleurs, qui avec peu de ressources ont opposé une ferme résistance aux envahisseurs russes.

### UN 1<sup>ER</sup> MAI INTERNATIONALISTE

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes a marqué le 1<sup>er</sup> Mai aux côtés de la délégation internationale qui composait le convoi.

En raison de la loi martiale en vigueur dans le pays, la manifestation de la Journée internationale de lutte de la classe ouvrière s'est déroulée à huis clos. L'événement a eu lieu au Hhat Khotkevych Lviv, le palais municipal de la culture de Lviv.

Plus de 50 personnes ont participé à l'évènement. Parmi elles, 19 étrangers ont participé à l'initiative de solidarité internationale. Ils venaient d'Autriche (RCIT), du Brésil (CSP-Conlutas), de France



(Solidaires), d'Italie (ADL Cobas), de Lituanie (G1PS) et de Pologne (IP-Inicyatywa Pracownicza).

Plusieurs questions ont été abordées, telles que la réforme du travail, l'impact de la guerre sur les personnes et les problèmes mentaux, le stress et la dépression, la situation des femmes, ainsi que la situation des travailleurs.

Lors de la rencontre, les travailleurs des mines de la ville de Kryvyi Rih ont participé par vidéoconférence aux débats et ont pu dialoguer et remercier cette expression de la solidarité internationale de classe.

Nous avons célébré le 1<sup>er</sup> Mai à Lviv et nous nous sommes réjouis de la réussite de ce convoi en soutien à la résistance ouvrière ukrainienne.

Vive la lutte internationaliste!



### LA RÉGION DE KRYVYI RIH

La ville où s'est rendu le convoi est considérée comme stratégique et est dans le collimateur de l'armée du Kremlin depuis un certain temps.

Non seulement parce qu'il s'agit d'un important centre industriel minier et sidérurgique, proche de territoires pris par l'armée de Vladimir Poutine, comme la région de Kherson, mais aussi en raison du symbole et de la victoire politique que constitue la conservation de la ville. Kryvyi Rih est la ville natale de Zelensky et permet l'accès à la région d'Odessa tant désirée par le Kremlin.

Le chef de l'administration militaire de Kryvyi Rih, Oleksandr Vilkul, a déclaré le 24 avril que l'ennemi «prépare une attaque offensive dans notre direction. Dans les jours à venir, nous nous attendons à une éventuelle action offensive».

Au cours des trois derniers jours, Kyvy Rih a évacué plus de 5000 résidents venant de la région de Kherson vers différents endroits.

Au total, plus de 100 000 migrants sont passés par Kryvyi Rih et 50 000 sont restés dans la ville, selon les autorités locales.

Jusqu'à présent, l'invasion russe a forcé 5,4 millions d'Ukrainiens à quitter leur pays et plus de 7,7 millions ont fui et sont déplacés à l'intérieur du pays, selon les chiffres officiels des Nations unies.

Source: Réseau syndical international de solidarité et de luttes



## SOUDAN

### LES OPPRESSEURS SOUTIENNENT LES OPPRESSEURS

Alors que le vice-président de l'armée soudanaise Hemetti affiche sa collaboration avec la Russie en pleine invasion de l'Ukraine, des militant·es soudanais·es manifestent leur solidarité avec les Ukrainien·nes. Ils et elles rappellent que leur pays est, lui aussi, victime de la prédation de l'État russe, notamment à cause des milices Wagner qui s'installent au Soudan.

Au moment où la Russie est en proie à la condamnation de la communauté internationale suite à son invasion militaire de l'Ukraine, le général soudanais Hamdan Dogolo (connu sous le nom de Hemetti) a effectué une visite officielle à Moscou jeudi 24 février, accompagné du ministre des finances du gouvernement militaire soudanais. L'objectif de cette visite était de renforcer la coopération entre les deux États dans divers domaines, et d'officialiser la relation avec Moscou. Concernant la situation en Ukraine, Hemetti a déclaré aux médias que la Russie a le droit de «défendre ses terres», indiquant ainsi qu'il soutient l'invasion militaire de l'Ukraine.

Cette rencontre a suscité la colère des Soudanais·es qui ont immédiatement dénoncé la présence russe en Ukraine comme au Soudan, ainsi que les manigances du gouvernement militaire soudanais contre lequel ils et elles luttent depuis novembre dernier. De nombreux·ses révolutionnaires ont exprimé leur solidarité avec le peuple ukrainien en utilisant le hashtag #Hemetti\_ne\_nous\_représente\_pas (#يتميمح (#انلشمي) (#Hemetti\_La\_Yemsilna).

Sur les réseaux sociaux, les militant·es qui utilisent ce hashtag ont manifesté leur solidarité face à des oppresseurs qui collaborent entre eux. L'un d'entre eux, M. écrivait le 26 février: «Le fait que quelqu'un comme Hemetti se soit rendu en Russie en visite officielle et soutienne tranquillement les décisions [de la Russie] vous montre les fautes graves [du régime soudanais]. Encore une fois vous nous prouvez que seuls les oppresseurs soutiennent les oppresseurs. Et si vous êtes l'un des partisans de la Russie après tout ce qui se passe, alors sans le moindre doute, vous êtes pareil qu'eux et même pire qu'eux.»

Un autre membre des comités de résistance actif sur les réseaux sociaux, C., publiait le 25 février: «Aujourd'hui, nous aimerions avoir un drapeau ukrainien et une grande affiche [sur lesquelles écrire]: #StandWithUkraine et en dessous #Hemetti\_ne\_nous\_représente\_pas, parce que quelque que soit la guerre dont se mêle Hemetti, elle nous concerne directement, et menace l'unité de la nation.» Il ajoutait dans les hashtags: «Nous sommes avec vous», «Nous sommes conscients et nous irons jusqu'au bout», appelant dans le même temps à la «millioneya» (manifestation d'un million de personnes) du 26 février. Durant cette manifestation, plusieurs manifestant·es arboraient en effet des banderoles de solidarité avec l'Ukraine.

Dans différentes villes d'Europe également, des membres de la diaspora soudanaise sont allés manifester leur soutien aux Ukrainien·nes victimes de cette guerre. N., membre du réseau des activistes



soudanais de Lyon témoigne sur les réseaux sociaux : «Lors de la manifestation, j'ai rencontré un certain nombre de citoyen·nes ukrainien·nes et j'ai échangé avec eux. Je leur ai dit que cette place connaissait bien la communauté soudanaise de Lyon, car nous nous sommes réunis à plusieurs reprises pour protester contre la douleur infligée à notre pays, et que nous connaissons la brutalité de Poutine qui s'immisce dans les conflits de plusieurs pays, dont le nôtre. J'ai dit aux Ukrainien·nes que nous, peuple soudanais, continuons à mener une glorieuse révolution contre l'injustice et la dictature, et que nous sommes avec eux en tant que peuple ukrainien». [...]

1<sup>ER</sup> MARS 2022

PUBLIÉ PAR SUDFA MEDIA



## BÉLARUS

# LA PEINE DE MORT POUR LES PARTISAN·ES-CHEMINOT·ES

PATRICK LE TRÉHONDAT

Face aux multiples sabotages ferroviaires contre les transports de matériel militaire russe, le Bélarus a décidé mercredi de rendre «les tentatives d'actes de terrorisme» passibles de la peine de mort.

Fin avril, le *Washington Post* indiquait que «dès les premiers jours de l'invasion, en février, un réseau clandestin de cheminot·es, de pirates informatiques et de forces de sécurité dissidentes s'est mis en action pour désactiver ou perturber les liaisons ferroviaires reliant la Russie à l'Ukraine par le Bélarus, causant ainsi la pagaille sur les lignes d'approvisionnement

russe... Les saboteurs des chemins de fer bélarus peuvent au moins revendiquer un rôle dans le chaos logistique qui a rapidement submergé les Russes, laissant les troupes bloquées sur les lignes de front sans nourriture, carburant et munitions, quelques jours après l'invasion».

Marina Lenchevskaya, membre du Comité permanent de la sécurité nationale bélarus, considère que le recours à la peine de mort contre toute tentative d'attentat terroriste est «tout à fait justifié». «Cela semble probablement dur, mais toute tentative [de saboter les chemins de fer] est un crime. La personne doit comprendre quelles conséquences peuvent en

découler. Et elles peuvent être redoutables: mort massive de personnes, et avec des conséquences des plus graves», a ajouté la députée.

Le 27 avril, les députés de la Chambre des représentants de l'Assemblée nationale ont adopté un projet de loi portant modifications du Code pénal en faveur de l'instauration de la peine de mort. Désormais, le document doit être approuvé par le Conseil de la République, puis il doit être signé par Alexandre Loukachenko. Les amendements au Code pénal entreront alors en vigueur dix jours après la publication officielle des amendements.

Au moins 26 prisonniers politiques sont sous le coup des articles sur le terrorisme (article 289: «Acte de terrorisme»). Trente-six personnes sont accusées d'«activités terroristes».

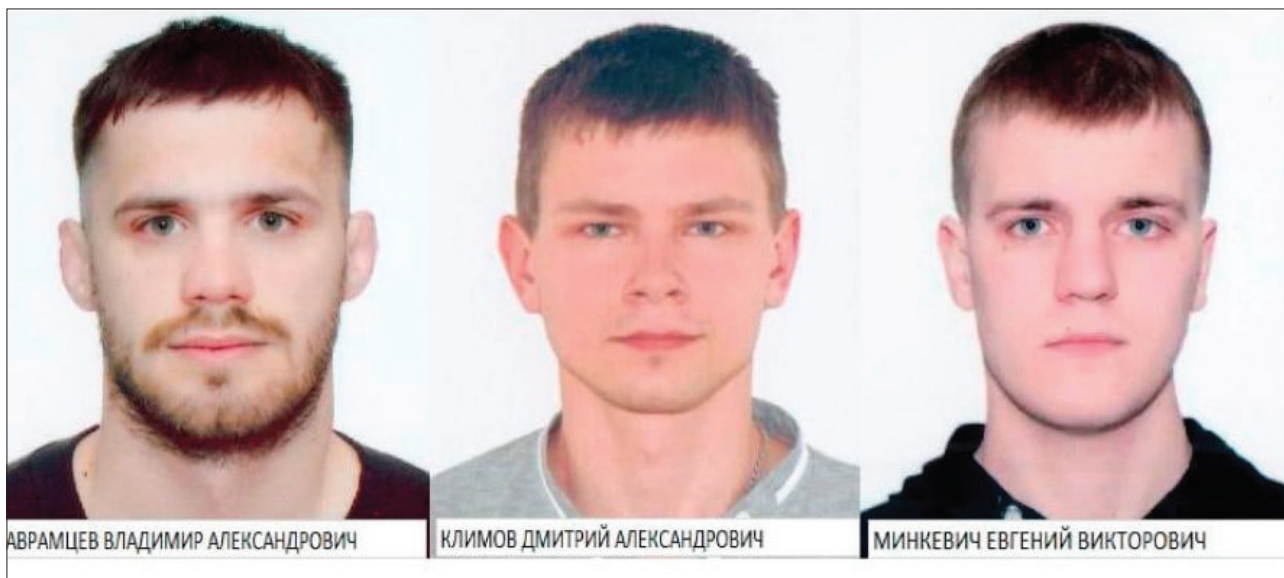
Des personnes ont déjà été jugées. Ruslan Slutsky, un résident de Novopolotsk, a été condamné à onze ans de prison pour avoir dispersé des «hérissons» le

long du parcours du rassemblement pro-gouvernemental (ainsi que pour avoir tenté de rendre des voies de chemins de fer inutilisables).

Récemment, trois «guérilleros ferroviaires», Vladimir Avramtsev, Dmitry Klimov et Evgeny Minkevich, ont été transférés à la prison n° 4 de Mogilev.

4 MAI 2022

Pour plus d'informations voir «Sabotages ferroviaires: les cheminot·es du Bélarus entrent en action», *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine* n° 4, 23 avril 2022.



## LOUKACHENKO VEUT LA PEAU DES ANARCHISTES

FLORÉAL

A Minsk, capitale du Bélarus, le grand procès contre les anarchistes a commencé. Il y a quatre jours, à 10 h 30, au tribunal de la ville de Minsk (St. Dunina-Martsinkevich) a eu lieu la première audience dans l'affaire de l'«organisation criminelle internationale d'anarchistes». Selon l'enquête, les

Ilya quelques jours, dans un climat de terreur policière, la Cour suprême a confirmé les peines (dix-huit-vingt ans de prison) des anarchistes Igor Olinevich, Dmitry Dubovsky, Dmitry Rezanovich et Sergei Romanov. Et dans un autre procès sur l'affaire dite «Pramen» (un blog d'information anarchiste), les anarchistes Alexander Belov, Evgeny Rubashko, Artem (Dmitrievich) Solovey ont été condamnés à cinq ans de



Maria Rabkova, Alexander Frantskevich, Akihiro Gayevskij-Khanada, Andrey Chepyuk, Pavel Shpetny, Alexander Kozlyanko, Andrey Marach, Alexey Golovko, Nikita Dranets, Daniel Chul.

militants de REV DIA (Action révolutionnaire) en Biélorussie, REV DIA (Action révolutionnaire) en Ukraine et autodéfense du peuple en Russie ont créé une organisation criminelle internationale pour faire tomber les régimes dictatoriaux au Bélarus et en Russie. Des militants de Minsk, Brest et Grodno ont été arrêtés au Bélarus. Certains des accusés risquent jusqu'à quinze ans de prison.

prison chacun, Artem (Sergeevich) Solovey à quatre ans et demi. L'essence même de l'accusation est totalement inconnue, car le procès s'est déroulé à huis clos. Et quelques-uns se demandent pourquoi les anarchistes ukrainiens, biélorusses et russes (en exil) combattent l'agression impérialiste de Poutine!

Source: [Infos Anarchist Black Cross Belarus](#)





## DOCKERS

# LES DOCKERS NÉERLANDAIS ET SUÉDOIS REFUSENT DE DÉCHARGER UNE CARGAISON DE FUEL RUSSE

PATRICK LE TRÉHONDAT

En cette veille de 1<sup>er</sup> Mai 2022, les dockers suédois et néerlandais font preuve d'un bel esprit internationaliste. Ils ont refusé de décharger un pétrolier chargé de fuel russe, le *Sunny Liger*, dans le port d'Amsterdam. La veille, une action similaire des dockers avait empêché le vendredi 29 avril le navire d'entrer dans le port de Rotterdam. Les dockers suédois, de leur côté, avaient déjà refusé quelques jours auparavant de décharger ce pétrolier, qui avait ensuite mis le cap sur les Pays-Bas.

Le *Sunny Liger* était toujours au mouillage au large d'Amsterdam le 5 mai, tandis que les sociétés portuaires réfléchissaient à sa possible entrée dans le port de la capitale néerlandaise.

«Tard hier soir [samedi 30 avril], nous avons demandé à toutes les parties du port d'Amsterdam de ne pas laisser le navire accoster et de ne pas (le) traiter... La Russie finance la guerre en Ukraine avec sa cargaison... Des choses étranges ont eu lieu avec ce bateau. Ce matin, il a été retiré de la liste des arrivées, mais il y est à nouveau. Nous ne savons tout simplement pas où va aller exactement le navire», a déclaré le syndicat FNV (Fédération des syndicats néerlandais) dans un communiqué, remerciant les dockers suédois d'avoir boycotté le navire. «Le navire n'entrera pas dans le port d'Amsterdam», a ajouté la fédération dans un tweet. Parti il y a une semaine

de Primorsk, près de Saint-Petersbourg (Russie), le pétrolier battant pavillon des îles Marshall avait pour destination finale Amsterdam, selon le site MarineTraffic.com.

Niek Stam, représentant du FNV, n'exclut pas la possibilité d'une manifestation sur le port si le bateau accoste. L'agitation autour de la présence du navire pourrait amener des manifestants à sauter dans l'eau pour bloquer son entrée s'inquiètent des marins des remorqueurs. De son côté, l'ambassade d'Ukraine aux Pays-Bas a exigé auprès du gouvernement néerlandais le «départ immédiat» du navire.

L'Ukraine a également lancé un appel aux dockers d'Amsterdam et des Pays-Bas: «Imitez vos collègues suédois. Ne vous approchez pas du *Sunny Liger*... Refuser de décharger sa cargaison. Ne devenez pas complice d'un commerce immoral qui finance les meurtres de femmes et d'enfants ukrainiens innocents.» La municipalité d'Amsterdam a déclaré qu'elle préférerait ne pas voir le navire accoster.

5 MAI 2022

PS: Nous apprenons que le pétrolier *Sunny Liger* a levé l'ancre vendredi soir 6 mai et pourrait naviguer vers Gibraltar. De son côté, Niek Stam, responsable du FNV a déclaré qu'il informerait les employés du port de Gibraltar de l'arrivée du navire et de l'origine de sa cargaison.

## ÉTAT ESPAGNOL

# L'HISTOIRE D'UNE CARAVANE DE SOLIDARITÉ ANTIRACISTE À LA FRONTIÈRE UKRAINIENNE

SARAH BABIKER<sup>1</sup>

Une délégation du collectif d'Afrodescendants Uhuru, une organisation antiraciste de Valence, s'est rendue à la frontière ukrainienne. Elle a tenté de documenter le racisme dans l'accueil des personnes fuyant la guerre et d'apporter une aide directe à ceux qui, en raison de leur race ou de leur origine, auraient été laissés hors du circuit de la solidarité.



C'étaient les premiers jours de la guerre en Ukraine et des milliers de personnes fuyaient le pays – selon l'ONU, plus de cinq millions déjà ont traversé les frontières, dont trois millions vers la Pologne. À partir de ce moment-là, même si personne n'en parle à la télévision ni dans les principaux journaux, des vidéos ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux montrant le traitement différencié des personnes fuyant le conflit, basé essentiellement sur la couleur de la peau. Dans le même temps, tout observateur averti des politiques d'asile et d'accueil des réfugiés de ces dernières années appliquées à des millions de personnes fuyant d'autres guerres ou la pauvreté, pouvait constater que les réticences à l'heure d'accueillir des personnes dans l'UE ont disparu pour

les Ukrainiens. Dès les premiers jours qui ont suivi le déclenchement de la guerre, des discours se faufilaient dans les médias prônant une réponse différente aux besoins de la population ukrainienne, car «ils sont comme nous».

«NOUS SOMMES SATURÉS D'IMAGES DE PERSONNES NOIRES PRÉSENTÉES COMME DES VICTIMES»

Le racisme évident qui se cache sous de telles logiques a fait l'objet de débats et de controverses dès les premières semaines de la guerre. À ce moment-là, Lamar Bailey, Gus Epam et Estela Tukú, un groupe d'Afrodescendants organisé autour du collectif valencien Uhuru, ont décidé de dépasser ce débat et d'agir. Si les personnes racisées étaient négligées et discriminées à la frontière, en plus de le dénoncer, Uhuru voulait de s'y rendre directement. [Ces représentants] ne cherchaient pas seulement à répondre à ce seul problème, ils voulaient casser l'image des Noirs qui recevaient tous des aides.

«Collectivement, nous voulions répondre à ce récit plutôt paternaliste de l'aide humanitaire, de la coopération. Nous sommes saturés d'images de personnes noires présentées comme des victimes, se noyant en Méditerranée. Et toujours la même rengaine : des Noirs, ces pauvres petits Noirs, n'ont rien et ont besoin d'aide», explique Lamar, à propos de leurs motivations pour aller à la frontière ukrainienne et être ceux qui apportent de l'aide.

1. Sarah Babiker est journaliste, diplômée en anthropologie sociale et politique, elle collabore régulièrement au média *El Salto*.

C'est ainsi qu'un groupe de sept personnes a commencé à préparer le voyage, à collecter toutes sortes d'aides et à réfléchir à la manière de les distribuer, en particulier aux personnes racisées dont personne ne s'occupait aux frontières. Parmi elles, la militante pour l'asile et les réfugiés Ana Isabel Martínez, qui travaille depuis des années à différentes frontières et qui a pu apporter son expérience dans la préparation de la première caravane racialisée qui a quitté Valence le 31 mars.

Ana Isabel rejoint l'analyse de Lamar: d'une part, elle dénonce le contraste entre ce qui se passe aux frontières où elle s'est rendue et l'assistance et la solidarité constatées à la frontière polonaise; d'autre part, elle dénonce le racisme à cette même frontière tout en remettant en cause la place subalterne donnée aux Noirs comme objets de salut. «Un cas qui illustre parfaitement cette situation est l'image de l'accolade entre une salariée de la Croix-Rouge et un jeune Africain à Ceuta. Tout le monde parlait de l'étreinte de Luna, mais qu'en est-il d'Abdou? Personne ne parlait de lui.» Lorsque la caravane racialisée est arrivée à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine, elle a découvert que le racisme qu'elle voulait documenter finirait par toucher ses membres également.

### CE QUI ÉCHAPPE AUX PHOTOS

Lamar raconte que lorsqu'ils sont arrivés à Medika (une ville à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine), il y avait un déballage d'aide qui l'avait consternée, toutes sortes d'organisations et de volontaires distribuaient des jouets, des cartes SIM, de la nourriture aux personnes qui arrivaient, «tout était très bien organisé», affirme-t-elle. Tout en expliquant que les membres de la caravane sont immédiatement partis à d'autres endroits parce qu'ils ont compris qu'ils n'avaient pas grand-chose à faire là. Ana Isabel, qui

a vécu d'autres situations comparables, parle d'une débauche d'ONG, «ce qui, certes, était très beau, très bien, mais aussi scandaleux: la solidarité ne peut pas être motivée par le journal télévisé et canalisée selon la couleur de la peau», dit-elle irritée [...].

Durant les jours passés à la frontière, la caravane a pu constater, à travers les témoignages des personnes noires interrogées, la discrimination. En revanche, bien qu'ils n'aient constaté aucune différence dans le traitement des Roms, qui sont accueillis avec les mêmes moyens que les Blancs, ils s'étonnent que si peu de Roms aient quitté l'Ukraine, où les discriminations et persécutions historiques dont ils sont victimes se sont aggravées ces dernières années. Dans la caravane, ils se demandent ce qui empêche les Roms de quitter le pays.

Ils ont décidé de laisser une partie de l'aide en Ukraine même, et son entrée dans le pays. Ils ont également consacré leur temps à aider les étudiants africains qui étudient dans les universités ukrainiennes. Lamar raconte que le but de leur voyage n'était pas de voyager puis de partir une fois l'aide déposée, mais de tisser des réseaux, de trouver des espaces pour poursuivre leur action. C'est ainsi qu'ils ont vu comment des centaines d'étudiants noirs traversaient la frontière dans une situation défavorisée: d'une part, leur passage en Pologne était difficile en raison de leur couleur de peau. D'autre part, n'étant ni Ukrainiens ni résidents de longue durée dans le pays, ils étaient écartés des circuits d'accueil. Mais d'autres mécanismes de solidarité ont été mis en place pour les aider.

Lamar affirme que la rencontre avec l'organisation des Africains de Cracovie, dirigée par un migrant congolais appelé Yuga, a été l'une des choses les plus intéressantes qu'ils ont vécues lorsque leur caravane a traversé la Pologne: «Ils ont un réseau très bien

organisé par lequel ils reçoivent ces étudiants et les aident pour tout»: de l'aide aux papiers, au logement jusqu'au soutien pour qu'ils puissent reprendre leurs études malgré le chaos. Voilà le travail du réseau avec lequel la caravane [de Valence] veut poursuivre son soutien à la frontière.

C'est grâce aux témoignages de ces personnes que les membres de la caravane ont entendu parler «des épisodes d'évacuation où les slogans étaient "Only White", ou "Only Ukrainians", où [les Noirs] ont été maltraités, parfois même agressés», note Lamar. Beaucoup ont été contraints de «rejoindre la Pologne après des jours de marche, sans nourriture, dans le froid et sans sommeil».

Après une semaine à la frontière, la caravane racialisée a fait l'expérience directe de ce que signifie être lu comme Noir dans certains contextes de profonde droitisation. Ils avaient prévu de se rendre à la frontière biélorusse et de collaborer avec le groupe polonais de solidarité avec les migrants Granica, avec lequel ils ont eu une première rencontre. «À la fin de la réunion, nous nous sommes arrêtés pour fumer une cigarette et voir où loger. Eh bien, en moins de temps qu'il n'en faudrait pour en griller une, quand elles ont vu Gus, qui est noir, deux personnes se sont approchées de nous et nous ont fait le salut nazi et ont commencé à nous provoquer, alors nous avons dû partir.» Mais ce n'était pas fini. En cherchant où loger, expliquent-ils, ils sont arrivés dans un bar dont ils ont dû s'enfuir en courant. «Quand Gus est entré, les personnes assises à la table principale, avec les cheveux rasés et des vêtements néonazis, se sont automatiquement levées de leurs chaises sans dire un mot.» Leurs intentions, pour Ana Isabel, qui était présente, étaient évidentes. Entre-temps, lors d'un autre incident, une autre collègue, Estela, avait été interpellée avec des insultes racistes.



## BIENTÔT UNE CARAVANE DE GITANS

Malgré ces mauvais souvenirs, à Valence, ils se préparent déjà à poursuivre l'initiative: «Nous ne voulons pas aborder notre voyage comme: "nous y sommes allés, nous avons vu, nous avons aidé, nous sommes revenus", mais comme une activité qui se poursuit dans le temps, parce que nous voulons aussi remettre en question la façon dont les ONG travaillent quand elles arrivent, apportent de l'aide et puis disparaissent», explique Lamar.

Grâce à la lumière apportée à leur initiative par certains médias, ils ont réussi à monter un réseau: «Dès que nous sommes passés dans la presse, d'autres mouvements africains en Europe, en France, en Suisse et d'autres pays [nous ont contactés]. Nous avons commencé à travailler ensemble, à nous coordonner au niveau européen à partir de la communauté africaine vivant en Suisse», expliquent-ils. Des organisations gitanes ont également commencé à se mobiliser pour préparer une autre caravane. Pour Lamar, l'objectif a été largement atteint. La caravane a remis en question «les récits paternalistes autour de l'aide et a contribué à montrer comment les Noirs, nous nous mobilisons également pour nous aider eux-mêmes.»

EL SALTO

1<sup>er</sup> mai 2022

Traduction Mariana Sanchez (les intertitres sont de la rédaction)

[www.elsaltodiario.com/racismo/historia-caravana-solidaridad-antirracismo-frontera-ucraniana](http://www.elsaltodiario.com/racismo/historia-caravana-solidaridad-antirracismo-frontera-ucraniana)

## ÉTATS-UNIS

# SYNDICALISTES AVEC LA RÉSISTANCE

Motion adoptée par la section CWA 7250 de Communications Workers of America de Minneapolis (Minnesota), qui organise principalement les travailleurs des télécommunications en Amérique du Nord.

Attendu que l'Ukraine a longtemps été sous la domination des tsars russes, de l'Union soviétique, et maintenant de Poutine;

Attendu que cela a signifié la destruction de la culture ukrainienne, l'exploitation des travailleurs et le pillage de la terre et des ressources;

Considérant que le peuple ukrainien a continuellement lutté pour la liberté et l'autodétermination, y compris avec la révolution de la dignité de 2014 qui a renversé un gouvernement fantoche russe oppressif;

Considérant que l'invasion et l'occupation sanglante de l'Ukraine par l'armée russe en cours depuis 2022 est une tentative injustifiée, injuste et immorale d'écraser l'Ukraine indépendante, qui rappelle les tentatives du gouvernement américain de dominer des pays plus petits et plus pauvres dans le monde;

Considérant que cette invasion a déjà tué des milliers de civils, détruit des villes et des infrastructures, et créé des millions de réfugiés;

Considérant que la résistance populaire héroïque du peuple ukrainien a fait échouer les plans de la Russie et a inspiré la classe ouvrière du monde entier;

Et puisqu'un mouvement antiguerre courageux et audacieux a émergé en Russie, qui montre que le peuple russe n'est pas notre ennemi mais un allié important.

Il est résolu que le CWA 7250 appelle le mouvement ouvrier et les travailleurs du monde entier à apporter leur pleine solidarité à la résistance du peuple ukrainien et à exiger le retrait des troupes russes maintenant!

Il est en outre résolu que nous chercherons à offrir un soutien matériel (aussi modeste soit-il) aux syndicats ukrainiens et aux organisations de travailleurs impliqués dans la lutte.

Il est en outre résolu que nous demandons à tous les pays d'ouvrir leurs frontières aux réfugiés de guerre d'Ukraine, de Syrie, d'Afghanistan et autres.

Il est en outre résolu que nous demandons aux États-Unis et au FMI d'annuler la totalité de la dette extérieure de l'Ukraine, qui s'élève à quelque 125 milliards de dollars – ces ressources devraient être utilisées pour combattre l'invasion et reconstruire le pays après sa dévastation, et non pour payer des intérêts aux grandes banques.

Il est en outre résolu que nous soutiendrons la communauté ukrainienne locale, les syndicats et les militants qui organisent des rassemblements de solidarité ici.

Et enfin, il est résolu que, puisque nous ne sommes pas hypocrites, nous devons nous exprimer et nous opposer à tout impérialisme – y compris celui des États-Unis – parce que tous les peuples méritent d'être libres et de déterminer leur propre destin.

5 MAI 2022

Traduction Patrick Le Tréhondat



Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes en Ukraine avec le convoi d'aide aux travailleurs, à Lviv, le 1<sup>er</sup> mai.

## LIGNES DE FRONT

PATRICK SILBERSTEIN

Il va sans dire que les difficultés multiformes de l'armée russe – alimentées par la résistance ukrainienne – sont un élément central qu'il nous faut prendre en compte dans la réflexion sur le cours (et l'issue?) de la guerre d'agression que l'impérialisme russe a engagé contre l'Ukraine indépendante.

Dans une note intitulée «Évaluations des capacités militaires russes», Frederick W. Kagan, et ses collègues écrivent qu'après le retrait de Kiyv et la prise de Marioupol, il s'agit désormais pour la Russie de regrouper suffisamment de forces pour contrôler les oblasts de Donetsk et de Luhansk. Cependant, écrivent-ils, «il existe de bonnes raisons de s'interroger sur la capacité des forces armées russes à y parvenir [et] sur leur aptitude à utiliser efficacement la puissance de combat régénérée, malgré la simplification de la structure de commandement russe».

Les auteurs estiment ainsi que la Russie aura des difficultés à rassembler suffisamment d'unités mécanisées «aptes au combat» pour opérer dans le Donbass «au cours des prochains mois». S'il peut toutefois y avoir, écrivent-ils, un «coup de théâtre», il faut s'attendre à une longue guerre. La Russie continuera, selon eux, «probablement à lancer des unités gravement affaiblies», «partiellement reconstituées» dans des attaques qui, de ce fait, seront meurtrières pour elles. Toujours prudents dans le maniement des pronostics dans l'art de la guerre, il est malgré tout très possible, nuancent-ils, que l'armée russe parvienne à encercler ou à épuiser les forces ukrainiennes, notamment par d'insenses pilonnages d'artillerie. De son

côté, le département d'État américain de la défense annonçait que l'armée russe aurait perdu 15 à 20 % de sa capacité de combat. Il me semble intéressant ici de citer longuement les chercheurs de l'ISW. Leur analyse éclaire avec un certain esprit matérialiste la contradiction entre la force matérielle (en nombre d'hommes et en équipements) de l'armée russe et ses faibles résultats dans la conquête de l'Ukraine (on ne parle évidemment pas ici ni des destructions massives ni des crimes de guerre)<sup>1</sup>.

La déclaration [du département d'État] est quelque peu (involontairement) trompeuse car elle utilise l'expression *capacité de combat* de manière vague. [Elle] semble se référer au pourcentage de soldats mobilisés pour l'invasion qui sont en principe encore disponibles pour le combat, c'est-à-dire qui sont encore en vie, pas gravement blessés et toujours avec leurs unités. Mais une *capacité de combat* est bien plus que cela. La doctrine de l'armée américaine définit la *capacité de combat* comme «l'ensemble des moyens de destruction, de construction et d'information qu'une unité ou une formation militaire peut mettre en œuvre à un moment donné». La doctrine identifie huit éléments pour évaluer la *capacité de combat*: «Le leadership, l'information, le commandement et le contrôle, le mouvement et la

---

1. Conseillers officiels de Washington, ils font preuve d'une liberté de ton qui leur permet, tout en s'excusant de leurs remarques, de critiquer les services américains qui n'ont pas su apprécier correctement le tigre russe en le surestimant. Voir Patrick Silberstein, «L'armée russe est un tigre de papier et le papier est maintenant en feu», dans *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine*, n° 2, [www.syllepse.net/syllepse\\_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-2.pdf](http://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/liberte---et-de--mocratie-pour-les-peuples-dukraïne-2.pdf); Dan La Botz et Patrick Silberstein, «La Russie et l'Ukraine: impasse ou tournant?», *Liberté et démocratie pour les peuples d'Ukraine*, n° 4.

manœuvre, le renseignement, le feu, le maintien en puissance et la protection.»

Nos auteurs soulignent que la contradiction évoquée plus haut permet de comprendre «pourquoi les forces russes ont obtenu des résultats si médiocres malgré leur important avantage numérique» et que cette compréhension doit éclairer «l'évolution de la prochaine phase de la guerre». En effet, notent-ils à l'appui de leurs remarques, si la Russie conservait 80 à 85 % de sa capacité de combat d'origine, cela voudrait dire qu'elle disposerait encore d'une «énorme puissance» à aligner contre l'Ukraine. Mais, disent-ils, on ne peut compter comme cela. Une observation correcte doit porter sur chacune des unités de combat (brigades, etc.): «La réalité, écrivent-ils, comme le montrent clairement les documents du département d'État et d'autres sources, est plus compliquée et brosse un sombre tableau pour les commandants russes qui envisagent de reprendre des opérations offensives majeures.» En effet, les nombreuses formations qui ont subi 15 à 20 % de pertes n'ont plus le même caractère opérationnel, ce qui réduit globalement la capacité offensive russe.

C'est à ce stade de la démonstration que la description que les auteurs font de l'état des forces russes prend toute son importance: «Les unités russes qui ont combattu en Ukraine ont subi des dommages effrayants.» Certaines unités auraient été «éradiquées» (elles auraient perdu plus de 30 % de leurs effectifs), d'autres sont dispersées ou ne disposent «peut-être que de quelques véhicules». Il va falloir reconstituer des unités ou réaffecter les hommes et le matériel à d'autres unités.

Selon les auteurs de la note, des unités ayant subi de telles pertes restent inaptes au combat tant qu'elles ne sont pas reconstituées et rééquipées. Pour ce faire, il faut incorporer des nouvelles recrues mais il faut

du temps pour les intégrer et les entraîner correctement. Car, rappellent-ils, «la capacité de combat d'une unité résulte en grande partie de sa capacité à fonctionner *comme un ensemble cohérent* plutôt que comme un groupe d'individus».

Enfin, les mêmes rappellent que les hommes qui sortent de telles batailles ont «besoin de temps pour retrouver leur moral et leur volonté de combattre, deux facteurs gravement détériorés par l'humiliation de la défaite, le stress et les dommages psychologiques liés aux pertes subies».

A propos du renouvellement des effectifs, la Russie a déclenché son processus annuel d'incorporation des nouveaux appelés du contingent: 130 000 jeunes hommes sont ainsi habituellement attendus dans les casernes à cette période de l'année pour répondre à leurs obligations militaires (un an). D'autre part, le rappel de 60 000 réservistes a également été déclenché<sup>1</sup>. Mais, note l'ISW, la Russie a probablement «déjà épuisé» le contingent de réservistes récemment libérés du service militaire; la jeunesse de ces hommes étant une qualité qui les «rend susceptibles d'être plus efficaces au combat». En revanche, les réservistes plus anciens sont non seulement plus âgés mais surtout «loin de leur expérience militaire» et «leurs compétences et habitudes militaires sont probablement sérieusement dégradées». Il faudra donc plusieurs semaines, voire plus, pour les «réintégrer dans des unités» aptes au combat. Faute de quoi, peut-on lire dans la note de l'ISW, ces réservistes et ces conscrits «n'apporteront probablement qu'une capacité de combat relativement faible aux unités

1. Sans oublier le recrutement de mercenaires de toutes sortes. Dans sa note du 11 avril, l'ISW fait état de la mise en place de dispositifs d'élargissement de la conscription à des jeunes auparavant réformés ou sursitaires, voire à des travailleurs des «industries protégées». La police établirait des barrages routiers pour délivrer des avis de mobilisation.





qu'ils rejoindront. [...] Les envoyer de toute urgence dans des unités de première ligne au cours des prochains mois n'en fera que de la chair à canon». Ce qui n'effraie sans doute pas l'état-major russe mais qui pourrait avoir des conséquences politiques redoutables. Michel Goya, le commentateur de BFM et rédacteur du site *La voie de l'épée*, va dans le même sens : «Amener des renforts individuels directement pour compléter des sections en première ligne sans aucun lien social est généralement une catastrophe.»

Le moral, rappellent les chercheurs de l'ISW, est un élément clé de la *capacité de combat*. Ils rapportent quelques informations sur le bas moral de certaines unités d'élite russe :

Un nombre croissant de parachutistes ont refusé de combattre. Les familles de certains soldats auraient fait appel aux tribunaux pour contraindre l'armée à accepter les ruptures de contrat. [...] 60 parachutistes auraient refusé de se battre. Le dirigeant de l'organisation russe de défense des droits humains, Agora, rapporte que des membres de la Rosgvardia ont refusé de se rendre en Ukraine et que ceux qui y étaient partis avaient refusé de retourner au combat.

De leur côté, les services ukrainiens (GUR) annoncent que 80 % des effectifs de certaines unités russes auraient refusé de retourner au front. Ce qui serait le cas pour une unité russe ayant combattu en Syrie et qui ayant subi des pertes importantes à Marioupol aurait refusé les ordres. Selon le GUR, on observe également des cas de mutilation volontaire parmi les soldats russes et des plaintes pour le manque de nourriture.

Les auteurs de l'ISW notent que si la plupart de ces rapports établis par le GUR sont à la fois «anecdotiques» et non confirmés, «le tableau qu'ils

dressent est cohérent et concordant» avec d'autres observations.

Si, comme les divers commentateurs l'affirment, l'objectif de Poutine est de s'offrir un triomphe de tsar, le 9 mai prochain, en faisant défiler une armée victorieuse occupant l'est et le sud de l'Ukraine, il y a loin de la coupe aux lèvres. C'est ce que nous dit Michel Goya :

Au bout du compte, on ne voit pas comment les groupements tactiques russes, même bénéficiant de la supériorité des feux d'appui, pourraient dépasser en gamme tactique sur les points de contact les bataillons ukrainiens dans le Donbass, usés, mais en posture défensive solide<sup>1</sup>, sans aucun doute de meilleur moral, et possiblement renforcés. Et même si les Russes parviennent à être supérieurs, on ne voit pas comment ils pourraient créer suffisamment de points de contact victorieux pour l'emporter dans cette offensive du printemps.

SOURCES : ISW, CNN, LA VOIE DE L'ÉPÉE, THE GUARDIAN.

### RAPPEL DES RÉSERVISTES

Selon la chaîne Telegram *Важные истории*, les réservistes russes, notamment les officiers, auraient commencé à recevoir leur ordre de mobilisation.

### REFUS D'OBÉISSANCE

*Meduza*, fait état, au début du mois d'avril, d'une soixantaine de soldats de Pskov ayant refusé leur ordre de mobilisation et ayant demandé le statut d'objecteurs. Ils sont soutenus par un avocat, Maxim Grebenyuk<sup>2</sup>, lui-même ancien officier et défenseur institutionnelle des soldats. Après avoir

---

1. Sur l'armement et la structuration de l'armée ukrainienne, voir notamment *Le Monde*, 10-11 avril 202.

2. Voir l'entretien complet avec Maxil Grebenyuk, <https://meduza.i>.

démissionné de son poste d'assistant du procureur militaire, «qui au lieu de protéger les personnels militaires et leurs droits a comme priorité la défense des intérêts de l'État», il a créé une structure baptisée Military Ombudsman («Médiateur militaire»), laquelle reprend un mode de défense des personnels militaires existant dans les pays scandinaves. «Oui, je pense que nous ne devrions pas envoyer des soldats mourir là-bas, déclare-t-il, c'est mon opinion personnelle. Mais en tant qu'avocat, je soutiens [la loi] et ces soldats qui ont suivi les ordres et sont allés là-bas.» Il a ainsi publié des témoignages faisant état de la distribution de rations alimentaires de combat périmées, de blessés et de traumatisés «réparés» et renvoyés au combat.

Maxim Grebenyuk raconte s'être rendu dans la région de Bryansk et avoir convaincu un commandant d'unité de ne pas engager un appelé dans l'«opération spéciale en Ukraine», en s'appuyant sur un décret interdisant l'envoi de conscrits : «Il est donc possible de faire un travail et de libérer individuellement des soldats de l'emprise de la mère patrie.»

L'avocat fait état de plusieurs dizaines de conscrits qui ont pris contact avec lui pour pouvoir accéder au statut d'objecteur. Et pour une prise de contact, dit-il, «il y a tout un groupe avec lequel il partage l'information après m'avoir consulté».

Tout en mentionnant que des officiers lui ont également demandé de l'aide, à la question «Quelles sont les caractéristiques des soldats qui refusent d'aller en Ukraine?», il répond : «Je ne peux pas vous répondre car je suis en Russie et je ne veux pas «discréditer» les forces armées de la Fédération de Russie.»

Les Ukrainiens, conclut-il, «savent pour quoi ils meurent, c'est dans cela que s'enracine leur intrépidité. Quand nos grands-pères se sont battus, ils savaient pourquoi ils mouraient. Mais aujourd'hui,

nos soldats ne comprennent pas pourquoi leur mort est nécessaire.»

## DISPARUS AU COMBAT

«Mon fils est-il mort?», c'est la question que posent les mères des appelés du contingent qui étaient affectés sur le *Moskva*, le navire-amiral russe coulé par l'armée ukrainienne et sur lequel il y aurait eu entre 200 et 300 appelés du contingent. Alors que le chiffre de plusieurs dizaines de marins tués circule parmi les familles, Moscou continue de prétendre que «tout l'équipage est sain et sauf». Pourtant, des dizaines de familles sont sans nouvelles.

*Meduza*, le journal russe en exil à Riga, s'est entretenu avec les mères de deux membres de l'équipage. Nous en reproduisons ici quelques extraits.

Tatyana Yefremenko a demandé par téléphone aux autorités militaires s'il y avait des blessés hospitalisés qui seraient frappés d'amnésie. «Ils m'ont dit qu'il n'y en avait pas», puis raconte Tatyana Yefremenko, «la connexion a été coupée et je n'ai plus réussi à les joindre».

Elle a alors appelé le ministère de la défense de Sébastopol où on lui a répondu que son fils était «porté disparu». Même scénario : le numéro est devenu «indisponible». Elle a donc décidé d'aller sur place chercher des nouvelles. Elle a constitué un dossier avec les photos des disparus qu'elle a trouvées sur les réseaux sociaux. «Je les ai imprimées et étiquetées et je vais faire le tour des hôpitaux. Si je ne retrouve pas mon fils, je retrouverai au moins quelqu'un d'autre et j'aiderai d'autres mères», a-t-elle déclaré à *Meduza*.

«Les officiers disent tous la même chose, qu'il est porté disparu au combat, mais ils ne disent pas où il a disparu? En mer? Sur terre? Personne n'explique



les circonstances, personne ne dit combien il y a de blessés, combien il y a de disparus.»

Nikita Yefremenko, a 19 ans, il faisait son service militaire à bord du *Moskva*, où il avait été affecté en novembre dernier. «Mon fils ne m'a rien dit. Une fois, il a dit qu'ils avaient un entraînement et qu'ensuite ils iraient en mer. C'était avant les opérations militaires» Sa mère n'a aucune nouvelle. Dans une lettre, il disait à sa mère qu'il ne «voulait plus signer de contrat à la fin de son service». Sans dire pourquoi.

Yulia Tsyvova est la mère d'Andrey Tsyvov, 19 ans, lui aussi appelé du contingent. «Je ne peux obtenir aucune information sur mon fils, déclare-t-elle à *Meduza*. Personne ne dit rien, tout le monde se tait. Nous avons appelé le bureau de recrutement et le ministère de la défense...» Elle raconte que le 16 avril, la télévision russe a montré des images des «marins alignés» devant le commandant en chef de la marine russe. «Nos enfants n'étaient pas là. J'ai regardé les photos postées dans les groupes, où les gens recherchent les disparus – il y en a déjà plus de dix.»

Vivant en Crimée, elle s'est également déplacée jusqu'aux bureaux de la marine à Sébastopol où on lui a montré une liste d'une trentaine de disparus. «Je leur ai demandé de m'expliquer ce que signifie "disparu au combat". Est-ce que ça veut dire que mon fils est mort?» La réponse a été rien moins que claire: «Non il n'est pas mort, mais il n'est simplement ni en service actif ni à l'hôpital.» Mais où est-il, interroge Yulia Tsyvova?

SOURCE: *MEDUZA*

<https://meduza.io/en/feature/2022/02/26/i-panicking-where-is-my-child>

ANTIMILITARISTES,  
PACIFISTES, OBJECTEURS,  
INSOUMIS, RÉFRACTAIRES,  
SYNDICALISTES AUX ARMÉES,  
NOUS SOUTENONS LES  
RÉFRACTAIRES À L'ARMÉE RUSSE

Le 24 février, l'armée russe a envahi le territoire ukrainien. Depuis, la population ukrainienne subit les bombes, tirs d'artillerie, chars, qui tuent, mutilent, détruisent. Ils et elles résistent aux attaques décidées par le régime dictatorial de Poutine. Comme dans toute guerre, ce sont les peuples qui sont les premières victimes. Des témoignages montrent des refus d'obéissance au sein de l'armée russe. Des soldats désertent. Nous devons leur apporter notre solidarité! C'est aussi un moyen de soutenir ceux qui, en Russie, s'opposent à Poutine et à son régime. Nous sommes pour le droit à l'objection de conscience dans tous les pays et toutes les circonstances.

Anciens déserteurs, réfractaires à la guerre d'Algérie et d'autres guerres plus récentes, objecteurs de conscience, insoumis au service militaire, antimilitaristes, nous sommes solidaires des réfractaires, insoumis, objecteurs et déserteurs de l'armée russe qui refusent de participer à la guerre menée en Ukraine. Ils doivent être accueillis dans le pays de leur choix, en tant que réfugiés politiques!

Pour soutenir cet appel: [refractairesolidaires@gmail.com](mailto:refractairesolidaires@gmail.com)

La liste des signataires est disponible sur le site de [Cerises la coopérative](#).

## SUISSE

# POUR LE DROIT D'ASILE DES DÉSERTEURS ET DES RÉFRACIAIRES RUSSES EN SUISSE!

Depuis le déclenchement de la guerre d'agression de la Russie contre l'État souverain qu'est l'Ukraine et contre son peuple, l'immense élan de solidarité qui s'est manifesté dans la population suisse a amené notre gouvernement à ouvrir largement les portes de notre pays, à accorder sans restriction l'asile à des dizaines de milliers d'Ukrainiennes et Ukrainiens victimes de cette agression. Nous nous en réjouissons.

Toutefois, nous considérons que le droit à l'asile doit aussi être garanti à d'autres victimes de l'agression et du pouvoir dictatorial de Vladimir Poutine que la Suisse devrait publiquement s'engager à accueillir.

Il s'agit avant tout des jeunes soldats que l'ordre militaire poutinien transforme, bien malgré eux, en tueurs au service d'une barbare guerre d'agression.

Pour nombre d'entre ces garçons, âgés de 18 à 20 ans, la perspective que peut représenter cette guerre qu'ils n'ont pas choisi de faire, c'est de mourir au combat.

D'autres, que la logique de guerre amène à tuer, si ce n'est à pratiquer des exactions, voire des crimes de guerre, sont condamnés par cette guerre à un avenir de cauchemars hallucinés, de troubles psychologiques majeurs.

Ils risquent de connaître le dramatique retour à la vie civile qu'ont connu nombre de conscrits étasuniens après avoir sévi et tué au Vietnam ou plus récemment en Irak.

À l'intérieur de la Russie même, des centaines de milliers d'autres jeunes risquent eux aussi d'être

mobilisés, d'être envoyés au front pour y accomplir de basses besognes.

Comme leurs aînés qui y sont déjà, ils n'ont pas le choix, sauf un, celui de désertir, de se soustraire à l'obligation militaire, de désobéir, au risque de lourdes peines, voire de la cour martiale.

En Russie, le durcissement des peines contre qui oserait parler de guerre et non pas d'«opération spéciale», la répression brutale de l'opposition à la guerre et les incarcérations mettent les citoyens dans l'impossibilité d'organiser un vaste mouvement contre la guerre.

Dès lors, nous considérons que toutes ces catégories doivent aussi bénéficier du droit d'asile car, elles aussi sont victimes de la logique dictatoriale et impériale de Vladimir Poutine.

Ainsi, nous, soussigné·es, invitons le Conseil fédéral à annoncer publiquement l'octroi du droit d'asile en Suisse à tous les déserteurs russes, à tout jeune russe refusant la conscription et à toute personne habitant en Russie qui, en raison de ses opinions à propos de la guerre, risque la répression et la prison.

La portée d'une telle annonce publique de la part du gouvernement de la Suisse ferait office d'incitation à la désobéissance face à un gouvernement inique.

<https://comite-ukraine.ch/wp-content/uploads/2022/04/Asilepourlesdeserteursrusses.pdf>



## ALLEMAGNE

# LA RÉALITÉ DES PRATIQUES ADMINISTRATIVES ACTUELLES À L'ÉGARD DES DÉSERTEURS RUSSES

Les pratiques restrictives actuelles des autorités allemandes à l'égard des déserteurs les privent de toute protection, contrairement à la décision du parlement fédéral, prise hier, qui ne pourra que décevoir leurs espoirs. C'est pourquoi les deux associations PRO ASYL et Connection e.V., des pacifistes allemands, exigent du ministère fédéral de l'intérieur et de l'office fédéral pour les migrants et les réfugiés (BAMF) de changer urgemment ces pratiques.

Cette décision du Parlement se veut un soutien substantiel à l'Ukraine en appelant, dans son paragraphe 3, les soldats russes à déposer les armes et en soulignant qu'ils bénéficieront des procédures d'asile en Europe et en Allemagne. Or, à l'heure actuelle, compte tenu des pratiques administratives répressives, ces demandes d'asile seront avec une grande probabilité refusées. Inciter à la désertion sans garantir la protection c'est mettre les déserteurs en danger.

Aussi faut-il changer ces pratiques si la décision d'hier doit pouvoir entrer en application. Car les obstacles administratifs ont été trop bétonnés pour pouvoir être surmontés, si bien que rien ne changera malgré la décision d'hier.

Selon la directive de l'Union européenne sur les qualifications (article 9, § 2e), «toute personne qui cherche à se soustraire à des actes contraires au droit international ou à la guerre et qui encourt pour cette raison des sanctions, bénéficie du droit à la protection juridique des migrants.» En effet, l'agression russe contre l'Ukraine est une guerre qui viole le droit

international et la directive de l'Union européenne s'applique donc aux soldats russes.

Hélas, l'expérience montre que les tribunaux et les autorités allemandes posent des exigences de preuves énormes que beaucoup de demandeurs d'asile ne peuvent pas fournir, par exemple des justificatifs d'appel ou d'ordres de combat contraires au droit international, ou encore l'attestation officielle d'une déclaration d'objection de conscience en Russie... Qui peut fournir de tels justificatifs dans la situation actuelle?

Dès fin mars, PRO ASYL et Connection e.V., avec 40 autres organisations, avaient réclamé, dans un appel au Parlement fédéral, d'accorder protection et asile aux objecteurs de conscience russes, biélorusses et ukrainiens.

L'Allemagne et tous les pays de l'Union européenne doivent accueillir sans chicanes bureaucratiques les personnes fuyant l'enrôlement dans les armées en guerre en leur accordant le droit de résidence. Et il convient aussi de tout faire pour la reconnaissance du droit à l'objection de conscience qui est un droit humain inscrit dans la charte des Nations unies.

Texte original complet: <https://de.connection-ev.org/legal.advice.asylum>

# LA PAROLE À SOTSYALNYI RUKH<sup>1</sup>

---

1. Nous publions ci-après divers documents, déclarations, interviews, brèves issues de Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social), organisation anticapitaliste, féministe et écologiste ukrainienne.

## DÉFENSE ET POTENTIEL SCIENTIFIQUE: CE QUE NOS ENNEMIS N'ONT PAS PRIS EN COMPTE

ZAKHAR POPOVYCH

Le récent naufrage du vaisseau amiral de la flotte russe de la mer Noire par des missiles ukrainiens Neptune a forcé le monde à reconnaître la capacité de l'Ukraine à développer, fabriquer et utiliser efficacement les dernières armes de haute technologie. Des partis politiques de premier plan et des personnalités associées, en particulier, aux présidents précédent et actuel de l'Ukraine ont tenté de prouver à l'avance qu'ils avaient joué un rôle clé dans le soutien du projet Neptune, qui a toutefois débuté sous la présidence du fugitif Viktor Ianoukovitch en 2012. .année.

En fait, l'industrie nationale des fusées n'a pas cessé de travailler sous Kravtchouk ou Kuchma, et l'école d'ingénieurs qui a créé Neptune a fait partie du Bureau de conception de Luch pendant des décennies, à partir des années 1970. Il semble que la plupart des politiciens modernes ne comprennent pas que leurs décisions d'allouer des fonds à des projets spécifiques n'ont été efficaces que parce que le pays a et a encore un fort potentiel scientifique, technique et éducatif, dont l'avenir est remis en question par des décisions (prises souvent par les mêmes) sur le financement institutionnel de l'éducation et de la science. Malheureusement, des institutions comme le ministère des finances donnent encore le ton à des personnalités qui, peut-être en raison de leur éducation superficielle, de visions néoclassiques limitées de l'économie ou de conformisme bureaucratique,

pensent que si l'État a peu d'argent, la première chose à épargner est dans l'éducation et la science. Jusqu'à récemment, ces messieurs nous apprenaient très sérieusement que l'Ukraine n'avait pas besoin d'une science aussi puissante. Selon leurs recettes, il fallait construire une superpuissance agraire, et commander tous les produits technologiques (y compris les armes) à l'étranger, car aussi «économiquement efficaces» que l'enseigne la théorie économique néoclassique. Il est maintenant clair pour tout le monde qu'avec une telle approche, si elle avait abouti à une conclusion logique, l'Ukraine en tant qu'État indépendant n'existerait plus, car il s'est avéré que personne n'est pressé de nous fournir des armes technologiques lourdes. Par conséquent, il faut bien comprendre que si ce n'était de ses propres armes de haute technologie et de son propre personnel militaire et d'ingénierie hautement qualifié qui a résisté au coup des premiers jours de la guerre, la fourniture d'armes lourdes adéquates à l'Ukraine ne serait pas ont même commencé. Par conséquent, personne ne défendra l'Ukraine si elle n'est pas d'abord défendue par les Ukrainiens eux-mêmes.

On a beaucoup écrit sur l'évaluation inadéquate par l'armée russe de la situation sociopolitique en Ukraine et des capacités des forces armées, et sur le fait qu'en essayant d'attaquer l'Ukraine de tous les côtés, les Russes n'ont pas réussi à concentrer suffisamment de force sur aucun des domaines. ZSU. Mais il y a des choses qui ne peuvent même pas être expliquées par ces erreurs de calcul évidentes dans la planification de l'invasion.

L'un d'eux est la capacité de survie et l'efficacité du système ukrainien de défense aérienne (ADS). Certains experts occidentaux notent avec une sincère surprise que les anciens systèmes de défense aérienne soviétiques, il s'avère, peuvent être très efficaces, du moins s'ils sont utilisés par les Ukrainiens. Selon certaines estimations, les forces armées ukrainiennes ont établi des records d'efficacité dans l'utilisation de ces systèmes soviétiques, ainsi que des systèmes d'armes provenant de partenaires occidentaux. Une partie de la réponse réside peut-être dans le fait que les Ukrainiens utilisent tous ces outils de manière plus "créative" en combinaison avec des systèmes de communication occidentaux plus efficaces et modernes. Mais, aussi cool soit-il, il s'avère que les Ukrainiens démontrent leur capacité à utiliser de manière très efficace et «créative» une technologie complexe. Et il n'y a qu'une seule explication à cela : l'Ukraine conserve encore un potentiel scientifique, technique et éducatif étonnamment élevé pour un pays aussi pauvre. Bien que presque tous les gouvernements de l'Ukraine indépendante «ont économisé sur la science», même les jeunes soldats et officiers ukrainiens ont une formation mathématique et technique relativement meilleure que les combattants et les commandants de terrain partout en Syrie ou en Afghanistan. Et ils ont pu recevoir une telle formation parce que l'Ukraine a toujours une solide école de sciences naturelles et d'ingénierie de base, et le système d'enseignement supérieur et secondaire de masse fonctionne toujours. Il existe encore des dizaines d'instituts de la NASU et d'universités qui, il y a plusieurs décennies, étaient impliquées dans le développement de nouveaux matériaux, systèmes de contrôle et autres aspects des missiles intercontinentaux, des avions, des porte-avions, des radars, etc. Il ne faut pas oublier qu'au début des années



1990, l'Ukraine était le seul pays post-soviétique, à l'exception de la Russie, qui possédait un potentiel scientifique et technique universel, c'est-à-dire des installations scientifiques, d'ingénierie et industrielles dans tous les domaines technologiques clés. Une grande partie de cela a été perdue. Mais la guerre d'aujourd'hui a prouvé que tout n'est pas perdu. L'Ukraine s'est avérée capable non seulement d'utiliser efficacement et de manière intégrée divers systèmes d'armes sophistiqués, mais aussi de produire ses propres systèmes, notamment le Stugna ATGM et d'autres.

Ainsi, le potentiel scientifique et technologique sauve aujourd'hui l'Ukraine – celle-là même que les néolibéraux tentent de détruire depuis si longtemps, nous disant que «l'Ukraine n'a pas besoin d'une science aussi puissante» et «n'a pas besoin de l'industrie lourde soviétique». C'est notre potentiel scientifique et technique, associé à l'aide occidentale, qui est devenu la base sur laquelle les forces armées ont pu résister à la première vague de l'invasion russe.

Notre fierté nationale, la fusée Neptune, a été créée par le Luch Design Bureau, fondé en 1965 sous la direction d'Oleh Petrovich Korostelov, membre correspondant de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine, et non par des pseudo-experts d'écoles de commerce nouvellement créées. Selon certains députés, le succès de nos missiles à «Moscou» a été possible précisément parce que les anciens spécialistes («les derniers des Mohicans de l'industrie de la défense soviétique») ont pu insister sur des tests de missiles appropriés, ce qui a permis de détecter d'«origine artificielle» et de corriger les réglages et d'atteindre le but avec précision.

Peut-être qu'un diplômé de l'Institut polytechnique de Kyiv, Tymofiy Milovanov, pourrait être plus utile s'il allait travailler au Luch Design Bureau au



lieu d'aller en Amérique à la recherche d'une vie meilleure et ne promouvait pas (peut-être assez sincèrement) le dogme néoclassique à la Kyiv School of Economics, qui engendre maintenant des idiots ennemis utiles de l'économie.

L'avenir de l'Ukraine en tant qu'État indépendant dépendra de notre capacité à reconstruire, préserver et développer ce potentiel scientifique, technique et industriel. Le gouvernement ukrainien doit cesser de réduire les dépenses consacrées à l'éducation et à la science, et dès que la phase active des hostilités est dépassée, élaborer un plan stratégique pour les augmenter considérablement et attirer des ressources supplémentaires vers les développements de haute technologie, en faire une priorité de développement national!

Il est possible qu'une intervention tactique directe de l'OTAN puisse améliorer la situation et empêcher

au moins une partie des bombardements, mais il est bien connu que si des forces étrangères viennent «aider» quelqu'un à contrôler le territoire, il est alors très difficile de s'en débarrasser. De plus, on sait que l'OTAN ne veut pas intervenir directement dans la guerre en Ukraine. Les cieux au-dessus de l'Ukraine devraient être couverts par des systèmes de défense aérienne contrôlés par des spécialistes ukrainiens et, à long terme, ils devraient être des systèmes de production ukrainienne. Les spécialistes militaires ukrainiens et les ingénieurs du complexe militaro-industriel ont une formation et des qualifications suffisantes pour maîtriser rapidement les derniers types d'armes.

L'Ukraine a besoin de systèmes de défense aérienne modernes – fournissez-les!

MOUVEMENT SOCIAL

Traduction: Léonie Davidovitch

## « LA LUTTE DES CLASSES N'EST PAS TERMINÉE DANS LA GUERRE EN COURS »

ENTRETIEN AVEC DENIS PILASH

Juste après l'invasion de l'Ukraine, la plateforme Transnational Social Strike a publié une déclaration intitulée «Non à la guerre. Pour une politique transnationale de paix» qui a connu une large diffusion en Europe, d'Est en Ouest, aux États-Unis et en Amérique latine et a conduit à la création de l'Assemblée permanente contre la guerre, un espace transnational de discussion et d'organisation non seulement pour s'opposer à la guerre, mais aussi pour mettre en actes une politique qui prenne le parti de ceux qui sont touchés

par la guerre en Ukraine, de ceux qui, en Russie, s'opposent à la guerre, et de tous ceux qui luttent pour ne pas être tués, exploités et opprimés et qui subissent les conséquences de la guerre sur leurs conditions de vie et de travail. Afin de soutenir et de donner une visibilité à ce processus d'organisation et de communication, nous avons ouvert un débat à plusieurs voix sur les attentes que suscite la perspective d'une politique de paix transnationale, sur ce que son contenu peut ou doit être, sur les obstacles à sa réalisation et sur les projets de connexions et d'actions qui la rendent possible. Le résultat

est une première série d'entretiens avec des universitaires et des camarades qui, ces dernières années, ont contribué au débat du mouvement sur les questions, les discours et les pratiques qu'une politique de paix transnationale ne peut ignorer. Après les entretiens avec Jeremy Brecher (États-Unis), Ida Dominijanni (Italie), Sasha du Mouvement féministe contre la guerre (Russie), Ranabir Samaddar (Inde), Cinzia Arruzza et Tithi Battacharya (États-Unis), nous publions aujourd'hui un entretien avec Denis Pilash (Ukraine).

Denis Pilash est un militant et un politologue de l'université nationale de Kyiv. Il fait partie du groupe socialiste ukrainien Sotsyalnyi Rukh (Mouvement social) et est membre du comité de rédaction du magazine *Commons*. Il s'est entretenu avec nous depuis l'ouest de l'Ukraine, où il participe à des activités d'organisation, notamment axées sur l'acheminement de l'aide humanitaire et l'accueil des personnes déplacées à l'intérieur du pays depuis d'autres régions d'Ukraine. Dans cet entretien, Denis évoque le rôle de la résistance populaire et l'espace laissé aux mouvements sociaux et à la lutte des classes en Ukraine après le déclenchement de la guerre, le lien entre la guerre et les questions politiques telles que la migration et les droits du travail, ainsi que l'importance de renforcer les liens transnationaux et d'adopter une perspective globale. Sotsyalnyi Rukh collabore avec des syndicats de base à l'étranger pour organiser le convoi international d'aide aux travailleurs qui est en route et va célébrer la journée du travail antiguerre de cette année en apportant sa solidarité aux travailleurs qui s'organisent en Ukraine.



*La guerre dure depuis plus de deux mois et les combats directs se sont maintenant déplacés, au moins temporairement, vers des zones spécifiques. Peux-tu nous dire quelle est la situation de ton point de vue de militant? Comment la société ukrainienne change-t-elle, et quels sont les espaces laissés au mouvement social pour avoir un impact sur la situation actuelle?*

Tout le monde ici a été affecté par la guerre. Des millions de vies sont brisées. Le nombre de personnes déplacées est supérieur à 10 millions: la moitié d'entre elles sont maintenant réfugiées dans d'autres pays, l'autre moitié cherche des endroits relativement sûrs en Ukraine. Les plus grandes villes comme Kyiv, Kharkiv, Lviv, Odessa sont encore bombardées de temps en temps, donc je ne peux pas vraiment dire qu'un endroit est sûr en ce moment. En termes de changements sociaux, il ne s'agit pas seulement des personnes au front qui ont choisi de se battre avec des armes. De nombreuses personnes ont continué à travailler et à faire des heures supplémentaires, au péril de leur vie, et ont accompli un énorme travail humanitaire dans tout le pays. Je pense au personnel soignant, aux infirmières, aux médecins qui continuent à travailler malgré les bombes. Les cheminots aussi apportent une contribution héroïque en aidant les gens à se reloger. Et la liste pourrait s'allonger. Vous trouvez des gens comme ceux à la base qui apportent leur contribution soit en ne quittant pas leur lieu de travail, soit en agissant en tant que volontaires pour aider les gens de toutes les manières nécessaires. Les autorités locales ne sont responsables que d'une partie de l'organisation de l'accueil des réfugiés, mais l'essentiel de l'effort est fourni par des personnes ordinaires qui agissent spontanément et font ce qui leur semble le plus nécessaire: les aider, leur permettre d'atteindre la frontière, et partager les biens disponibles.

Il y a également de nombreux militants qui s'organisent de manière autonome en réseaux pour nourrir les gens, les héberger, distribuer des médicaments, etc. La quasi-totalité d'entre nous [le Mouvement social] est maintenant impliquée dans de telles activités, et est également en contact avec les réseaux de solidarité internationale; nous venons de recevoir le premier convoi de Bosnie et d'autres arrivent avec des militants radicaux et des syndicalistes de France, de Suisse, du Royaume-Uni, du Danemark et de Pologne.

Je voudrais ajouter que dans ce contexte, les droits du travail sont attaqués avec l'excuse de la guerre. Dans notre groupe socialiste, Sotsialnyi Rukh, nous avons organisé une initiative appelée «Défense du travail» afin de recueillir des expériences et de fournir une assistance juridique aux travailleurs dont les droits ont été violés, qui ne reçoivent pas de salaire ou qui sont licenciés. Nous pensons que c'est important aussi à la lumière des récentes décisions des députés néolibéraux au Parlement ukrainien qui font pression pour des réformes visant à libéraliser le marché du travail, ce qui signifie seulement réduire les protections des travailleurs et les droits syndicaux. Nous avons réussi à stopper le projet de loi, qui n'a finalement pas eu assez de soutien pour être adopté, ce qui nous montre que la lutte des classes n'est pas terminée dans la guerre en cours.

*Vous avez dit que les syndicats de base et les mouvements sociaux sont les seuls à s'opposer à la tentative d'adoption de cette loi, qui, nous le savons, fait partie d'une longue vague de libéralisation du marché du travail. Pensez-vous que vous avez réussi à stopper la loi en raison du rôle crucial que jouent les mouvements de base pour aider les gens en ce moment?*

Concernant votre première question: je dirais que notre succès est surtout une heureuse coïncidence.

Le rôle des mouvements sociaux nous a partiellement aidés, mais surtout, ils n'ont pas pu faire passer la loi car le Parlement n'était pas stabilisé à l'époque. Néanmoins, plus nous parviendrons à nous organiser, plus nous aurons de chances de faire pression en faveur d'un agenda politique différent et d'arrêter des lois comme celle-ci à l'avenir.

*Cela nous amène au deuxième point que nous voulions soulever. Ce que vous avez dit précédemment à propos de la lutte des classes est crucial car nous devons trouver des moyens de penser à l'intérieur de la dynamique de la guerre, en allant au-delà de sa logique, sans se laisser piéger par elle. Le récit de la guerre tend à masquer toutes les autres formes de division au sein de la société. Comment associez-vous la poursuite de la lutte des classes à cette situation et quel espace les luttes sociales trouvent-elles en Ukraine en ce moment?*

Je dois commencer par le fait que la résistance ici est vraiment populaire et marque un signe d'union au sein de la société. Tous les habitants de l'Ukraine ressentent désormais cette menace existentielle pour leur vie, ce qui rapproche les gens dans un soutien mutuel. Même les personnes les plus discriminées, comme la communauté rrom, se sont portées volontaires dans les unités de défense territoriale. À ce niveau, la société est unie. Pourtant, en termes de classe sociale, les intérêts sont différents. À la veille de la guerre, la majorité des oligarques ukrainiens ont fui le pays, emportant avec eux autant d'argent qu'ils le pouvaient. Les élites ont quitté le pays en abandonnant sa défense aux gens du peuple. Ils ne font pas partie de la résistance. Nous pensons que dans le meilleur des cas, le mouvement de solidarité construit à partir de la base peut survivre à la guerre et être efficace pour modifier la répartition du pouvoir de classe. Nous devons nous organiser politiquement pour créer une politique progressiste

de la classe ouvrière contre les partis liés aux groupes oligarchiques.

*Dans les grandes villes d'Ukraine, il y a eu des tentatives d'organiser différents types de travailleurs, y compris les coursiers, les travailleurs sociaux, etc. avant la guerre. Ces expériences continuent-elles à susciter des revendications, ou s'orientent-elles vers des objectifs différents? Existe-t-il des luttes syndicales en termes «classiques», même pendant la guerre?*

Oui, il y a eu des initiatives de la part des infirmières et du personnel soignant, mais la plupart des organisations se sont réorientées vers les efforts humanitaires à cause de la guerre. Mais il faut aussi dire que les efforts de la base peuvent être maintenant sapés par les attaques des patrons contre les conditions des travailleurs. Mais il est très dangereux pour eux, en ce moment, de donner l'impression qu'ils veulent saper les gens qui aident à la résistance. Il n'y a pas de grèves ou de manifestations de rue, car les rassemblements de masse sont désormais dangereux, mais le mécontentement peut s'exprimer par d'autres canaux, comme les pétitions collectives. Tout est intense, en ce moment nous n'avons pas le temps de faire autre chose que ce qui est nécessaire pour survivre; mais dans cette expérience, vous pouvez voir des façons d'exprimer le mécontentement et de contrer les attaques contre les travailleurs.

*Dans quelle mesure est-il important pour vous de développer des liens transnationaux en dehors de la dimension urgente de la solidarité internationale?*

Je commencerais par ce que nous faisons déjà en termes de solidarité pratique. Avec des camarades polonais, nous nous organisons pour nous élever contre les violations des droits des réfugiés, en nous emparant de questions comme celle des loyers. Il y a aussi la question des droits des femmes: l'invasion

russe a entraîné un nombre considérable de violences sexuelles à l'encontre des femmes, de nombreuses Ukrainiennes ont été violées. Ces femmes se voient ensuite refuser le droit d'avorter en Pologne en raison de la législation nationale anti-avortement [voir article, page 57]. Nous avons ici une coordination qui vise à aider les femmes qui tentent de rejoindre la Pologne.

Sur le plan politique, promouvoir l'annulation de la dette ukrainienne serait un excellent exemple pour d'autres pays qui sont également pris au piège dans ce cercle infernal de la dette; de nombreux partis de gauche européens soulèvent cette question dans leurs parlements, également en relation avec nos autres revendications, comme celle par exemple concernant la reconstruction du pays. D'énormes investissements seront nécessaires et, généralement, le capital étranger profite de ces situations; nous aurons besoin de plus de droits du travail et de choix plus orientés vers le social dans les politiques qui seront mises en œuvre pour reconstruire l'Ukraine. Il y a aussi la question générale de savoir comment arrêter cette guerre, parmi beaucoup d'autres. Nous nous demandons donc ce qui alimente cette machine de guerre. Si vous allez à la racine de la machine du capital, vous verrez que les actions militaires expansionnistes sont à l'ordre du jour, c'est pourquoi nous avons besoin d'une alternative écosocialiste pour mettre fin au capitalisme des combustibles fossiles et aux régimes autoritaires qui continuent à faire la guerre à d'autres pays, également avec le soutien des grands capitalistes occidentaux. Je considère que tout ceci interconnecte les deux menaces auxquelles l'humanité est confrontée en ce moment: l'extinction par la guerre nucléaire ou par la catastrophe écologique.

*Vous avez participé à la réunion de l'Assemblée permanente contre la guerre promue par Transnational*



*Social Strike. Comme vous le savez, nous avons promu une réflexion collective sur ce que pourrait signifier aujourd'hui une politique de paix transnationale. Elle est censée s'adresser aux mouvements sociaux, et non aux États, aux armées ou à la diplomatie. Lorsque nous l'avons proposé, nous voulions nous distinguer du discours du pacifisme en tant que tel et mettre l'accent sur les différentes luttes dont nous avons également parlé dans cette interview: vous avez mentionné la question de la dette, la question patriarcale, les droits du travail, la crise climatique. Tout cela renvoie à des problèmes qui ne sont pas spécifiques à cette guerre, mais qui sont exacerbés par elle. La guerre elle-même n'est pas un événement isolé. Pensez-vous qu'un appel à une politique de paix transnationale soit utile dans un moment comme celui-ci? Et pensez-vous que les connexions transnationales peuvent également être utiles pour surmonter les discours nationalistes qui sont maintenant légitimés par l'invasion et la nécessité de résister?*

Les grandes puissances tentent à présent de diviser à nouveau le monde en sphères d'influence; dans ce système, vous perdez toute capacité d'action et toute subjectivité. La majorité des gens sont considérés comme des objets; cela met dans la même position tant les Ukrainiens pris pour cible par les Russes que les Palestiniens frappés par les Israéliens, ainsi que les populations des pays d'Amérique latine soumises à l'influence et les interventions des États-Unis. Je pense que les peuples devraient toujours avoir le droit de s'autodéterminer et de résister à toute forme d'agression impérialiste. Je sais que l'aide militaire à l'Ukraine est une question controversée et qui divise; pourtant, aujourd'hui, les armes sont cruciales pour la survie des personnes qui résistent. Nous avons assisté à des exécutions massives par les Russes; faire obstacle à la résistance ne signifie pas arrêter la guerre, cela signifie simplement ouvrir la voie à un régime dictatorial en Ukraine. Les gens

sont opprimés et soumis à la terreur: pour mener des négociations correctes et empêcher la Russie de s'emparer de portions plus importantes de l'Ukraine, nous avons besoin d'une certaine puissance de notre côté. Malheureusement, ce pouvoir repose aussi sur la résistance militaire en ce moment.

Aux camarades qui pensent que c'est mal d'aider la résistance militaire ukrainienne, je leur demande de réfléchir à ce qu'ils feraient dans cette situation. Il est contre-productif d'empêcher l'aide militaire aux Ukrainiens dans cette situation. Mais je voudrais aussi qu'ils considèrent que si cela va contre leurs principes de soutenir la résistance armée, ils peuvent fournir d'autres types d'aide, avec les réfugiés, par exemple, mais aussi en promouvant des initiatives politiques.

Toutes les questions que vous avez mentionnées sont des questions mondiales: justice climatique, droits des femmes et des migrants. Nous devons dépasser les frontières nationales et agir au niveau transnational si nous voulons poursuivre de tels objectifs. La guerre en Ukraine s'inscrit dans une chaîne de guerres impérialistes et nationalistes. La guerre attise inévitablement les sentiments nationalistes, cela arrive à chaque fois. Il est donc très important que nous montrions que la solidarité internationale existe et que notre souffrance actuelle est liée à celle d'autres personnes dans le monde. Des millions de réfugiés cherchent désespérément une place et cela nous rappelle les réfugiés qui sont arrivés ces dernières années de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan, de Somalie, du Soudan, etc. et qui ont été confrontés à des discriminations et des obstacles. Cela doit nous apprendre à traiter les gens humainement et à combattre toutes les discriminations. Nous aimerions changer la façon de penser, pas seulement en ce qui concerne l'Ukraine, nous voulons mettre en lumière

la situation des personnes opprimées et nous devons donc nous connecter au contexte mondial, en particulier aux personnes qui souffrent comme nous d'injustices et d'inégalités. Cela signifie que nous devons mettre en avant des demandes capables de pousser à une vision plus égalitaire du monde.

L'Assemblée permanente contre la guerre a publié un appel à «frapper la guerre» le 1<sup>er</sup> Mai, pour une politique de paix transnationale. Prévoyez-vous une initiative le 1<sup>er</sup> Mai et pensez-vous que le 1<sup>er</sup> Mai peut renforcer la communication entre les mouvements par-delà les frontières?

Nous voulons organiser une sorte d'événement à Lviv pour le 1<sup>er</sup> mai, peut-être dans d'autres endroits également. Nous voulons célébrer la solidarité des travailleurs et inviter des hôtes internationaux; un convoi de solidarité internationale devrait également arriver ce jour-là. Je pense qu'il est important de rester en contact et de renforcer les contacts et la communication.

30 AVRIL 2022

PUBLIÉ PAR [TRANSNATIONAL SOCIAL STRIKE](#)

Traduction Patrick Le Tréhondat

## LE TRAITEMENT DES RÉFUGIÉS UKRAINIENS EN EUROPE EST-IL RACISTE ?



ZAKHAR POPOVYCH

Ce n'est pas la première fois que l'on remarque que les victimes de la guerre en Ukraine reçoivent relativement plus d'attention que les victimes des guerres en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Comment expliquer une telle attitude exclusive de l'Occident? Les facteurs géopolitiques ne fournissent qu'une explication partielle. Un rôle important est joué par la place de l'Ukraine dans la division internationale du travail pour des raisons historiques. La contribution de Zakhar Popovych explique comment réagir aux manifestations de racisme systémique. Beaucoup soulignent à juste titre que les victimes de la guerre d'aujourd'hui en Ukraine reçoivent beaucoup plus d'attention dans les médias mondiaux que les victimes des guerres au Yémen, en Syrie et dans d'autres pays, et que l'Europe accueille les réfugiés d'Ukraine plus que quiconque. Dans ce contexte, le

pape a également récemment mis en garde contre la division des réfugiés en classes et catégories, la condamnant comme une manifestation de racisme.

La raison d'une telle attitude exclusive à l'égard des Ukrainiens est notamment le pragmatisme des élites européennes et américaines, pour qui la guerre en Ukraine est bien plus importante d'un point de vue géopolitique, car elle se déroule en Europe près des frontières de membres clés de l'OTAN.

Mais alors pourquoi la guerre en Syrie était-elle moins importante pour l'OTAN que la guerre en Ukraine? Je vous rappelle qu'Alep est à 50 km de la frontière avec la Turquie, membre de l'OTAN depuis 1952. Pourquoi la guerre en Europe est-elle plus importante que la guerre en Asie, en Afrique ou en Amérique latine? Le fait est que le rôle des pays européens et des pays du «Nord» en général dans le système capitaliste mondial est très différent du rôle des pays périphériques ou du «Sud». Les guerres

en Irak, en Syrie, en Afghanistan et en Afrique ont été et restent des guerres coloniales, où de grandes nations industrialisées s'attaquent à des problèmes locaux de redistribution des sphères d'influence au prix de milliers, voire de millions de vies. De telles guerres, qui sont presque une composante majeure de la géopolitique moderne, déterminent les rapports de force actuels entre les grandes puissances impérialistes, mais sont localisées et ne signifient pas pour autant l'émergence d'une guerre interimpérialiste mondiale globale.

L'attitude des Européens envers les «Aborigènes» d'Ukraine est aussi souvent condescendante. Dans l'Union européenne, nous, les Ukrainiens, sommes souvent perçus comme des citoyens de seconde classe. Mais il y a une différence significative. Les Russes et les Européens de l'Ouest nous incluent symboliquement (contrairement, disons, aux Syriens) dans leur propre communauté symbolique. Le président de la Russie prétend que nous et les Russes sommes «un seul peuple», et le président du Parlement européen ne cesse de souligner que nous sommes des Européens et que nous rejoindrons un jour l'UE.

Ainsi, malgré nos indicateurs économiques proches du «tiers-monde», l'attitude à notre égard, en tant que partie, est que nous faisons partie pour ainsi dire, du «premier monde». Pourquoi est-ce ainsi? En particulier, parce qu'historiquement, l'Ukraine n'a pas été pas réellement une colonie d'outre-mer éloignée, un espace du tiers-monde ou, comme on dit maintenant, du «Sud», mais plutôt un élément de la métropole des empires européens – l'Autriche-Hongrie et la Russie. De plus, dans l'empire russe, elle figurait parmi les régions les plus développées sur le plan industriel et, à l'époque soviétique en général, elle est devenue à tous égards un pays industrialisé, sérieusement comparé à la fin des

années 1980 à la France et à l'Allemagne. Encore une fois, la capacité de se défendre efficacement contre la Russie a prouvé que notre potentiel militaro-industriel et scientifique et technique reste encore important. Bien que l'Ukraine, malgré les souhaits de nos oligarques, ne soit pas devenue impérialiste, et n'ait encore pleinement rejoint aucun bloc impérialiste, elle n'est pas non plus devenue un territoire néocolonial classique. La classe oligarchique ukrainienne a largement conservé son indépendance économique vis-à-vis des capitaux étrangers et n'a pas eu le temps de détruire complètement le potentiel industriel et humain du pays, ce qui a permis de maintenir la défense et la stabilité des institutions du pays.

Dans le même temps, l'impérialisme russe a besoin de l'Ukraine non pas tant comme appendice de matière première, mais comme base industrielle, technologique et humaine, sans laquelle la relance du projet impérial russe semble très problématique. Le nouvel empire russe a besoin des entreprises technologiques, des instituts scientifiques et des universités, des ingénieurs et des scientifiques ukrainiens. La réintégration de l'Ukraine dans l'empire russe semble être presque une dernière chance pour ce projet impérial.

Dans le même temps, les contradictions inter-impérialistes croissantes poussent les impérialistes occidentaux à résoudre leurs problèmes en détruisant l'impérialisme russe en tant qu'acteur impérialiste le plus faible du monde et en redémarrant l'économie mondiale (c'est-à-dire la croissance économique dans les principaux pays impérialistes).

En conséquence, la guerre en Ukraine, bien qu'elle ne soit pas inter-impérialiste, mais une agression impérialiste contre l'Ukraine, est beaucoup plus géopolitique qu'une agression impérialiste dans d'autres parties du monde. Cette guerre est certes beaucoup

plus proche d'un affrontement inter-impérialiste direct que tout ce qui s'est passé dans le monde au cours des dernières décennies, et peut-être depuis la Seconde Guerre mondiale, et elle a de fortes chances de dégénérer en un conflit armé qui pourrait en effet provoquer l'utilisation d'armes nucléaires et se transformer en guerre mondiale.

Plus cette guerre va durer, plus il est probable qu'elle devienne une guerre mondiale. Plus tôt la Russie sera vaincue, ce qui l'empêchera de poursuivre sa guerre d'agression – plus grandes seront les chances de rétablissement au moins partiel d'un certain équilibre sécuritaire dans la région.

Le fait que la vie des Ukrainiens se soit avérée plus importante pour les Européens de l'Ouest et les Nord-Américains que la vie des Syriens ou des Yéménites relève sans aucun doute du racisme. Mais ce racisme est ancré dans le système économique mondial et ne peut pas être simplement aboli en un instant par notre réticence sincère à être raciste. Comme l'a justement souligné Immanuel Wallerstein: «Le concept de race est lié à la division axiale du travail, conformément à la division fondamentale du système capitaliste mondial en centre et périphérie.» L'Ukraine, avec ses centrales nucléaires et ses vestiges d'ingénierie mécanique et de construction aéronautique, malgré la destruction de l'industrie ukrainienne et d'une grande partie de son potentiel scientifique et technologique, se classe toujours beaucoup plus haut dans la hiérarchie capitaliste mondiale que la plupart des pays arabes.

Le racisme systémique contre (disons, les Syriens) ne peut être finalement surmonté qu'en surmontant le système mondial du capitalisme impérialiste avec sa hiérarchie inhérente de division du travail. Il est important que les auteurs progressistes syriens, et généralement arabes, n'accordent pas une attention

disproportionnée à l'Ukraine comme leurs homologues occidentaux, mais, malgré cette attention disproportionnée à l'Ukraine, sympathisent avec la lutte des Ukrainiens contre l'impérialisme russe, parce qu'ils peuvent y voir la possibilité de libération nationale des peuples du Moyen-Orient.

Dans le même temps, les remarques sur la logique raciste qui fait que la guerre en Ukraine est si largement couverte par les médias mondiaux sont souvent cyniquement utilisées pour, sinon justifier, du moins réduire le danger d'agression russe, pour normaliser les crimes de guerre qui semblent arriver partout. En d'autres termes, la critique de la prétendue attention excessive à l'Ukraine résonne également entièrement dans le cadre d'un racisme systémique à propos de tout ce qui se passe en dehors des pays les plus riches du monde. En fait, les médias occidentaux accordent systématiquement que peu d'attention aux atrocités impérialistes dans le monde.

Ce qu'il faut, ce n'est pas déplacer l'attention de l'Ukraine vers le Yémen, mais accorder plus d'attention à la fois à l'Ukraine et au Yémen, et accorder encore plus d'attention aux causes de ces catastrophes humanitaires.

5 MAI 2022

PUBLIÉ PAR SOTSYALNYI RUKHL

<https://rev.org.ua/>

Traduction Léonie Davidovitch





## AUTODÉTERMINATION ET GUERRE EN UKRAINE

TARAS BILOUS<sup>1</sup>

Nous ne pouvons pas savoir comment l'Ukraine évoluera après la guerre. Mais nous savons qu'il y aura d'horribles conséquences si la Russie gagne.

Il y a deux mois, lorsque j'ai écrit «Une lettre à la gauche occidentale depuis Kiev», j'espérais que le choc de l'invasion russe et les voix de la gauche ukrainienne pousseraient les gauchistes occidentaux à reconsidérer leur approche. Malheureusement, trop d'entre eux ne l'ont pas fait. Dans leurs analyses de la guerre, les Ukrainiens ne sont que des victimes ayant besoin d'une aide humanitaire, et non des sujets ayant des souhaits qui devraient être respectés.

Bien sûr, cela ne s'applique pas à tous les partis de gauche, tant s'en faut. Les partis de gauche scandinaves ainsi que ceux d'Europe de l'Est ont écouté les Ukrainiens et soutenu les livraisons d'armes à l'Ukraine. Certains progrès ont lieu parmi les socialistes américains. Mais malheureusement, même une déclaration commune des socialistes ukrainiens et russes n'a pas convaincu suffisamment de personnes pour soutenir l'aide militaire. Permettez-moi d'essayer de m'adresser à la gauche une fois de plus.

### UNE GUERRE JUSTE ?

Commençons par répondre à une question courante : «Pourquoi l'Ukraine fait-elle l'objet d'une telle attention et d'une telle aide alors que d'autres conflits armés dans le monde n'en bénéficient pas ?»

1. Taras Bilous est un historien ukrainien militant de l'organisation Mouvement social. Rédacteur de la revue *Commons : Journal of Social Critique*, il couvre les thèmes de la guerre et du nationalisme.

Tout d'abord, les conséquences potentielles de la guerre ne sont-elles pas une raison suffisante pour y accorder plus d'attention ? À quand remonte la dernière fois où le monde a été aussi proche de la menace d'une guerre nucléaire ? Deuxièmement, je suis d'accord pour dire que les autres conflits ne font pas l'objet d'une attention suffisante. Comme je l'ai déjà écrit, le fait que l'Europe ait tellement mieux traité les réfugiés ukrainiens que leurs homologues syriens et afghans est dû au racisme. C'est le moment de critiquer les politiques migratoires et de souligner que l'aide apportée aux réfugiés ukrainiens devrait être fournie à tous les réfugiés.

Je me souviens d'un autre conflit armé où une partie de la gauche avait ses «bons» (et ses «bonnes») [combattant·es] et leur accordait une attention démesurée par rapport aux autres conflits armés : le Rojava.

L'Ukraine n'est pas le Rojava, et nous pouvons énumérer de nombreuses récriminations concernant les politiques intérieure et étrangère de Zelensky. L'Ukraine n'est même pas une démocratie libérale classique : ici, chaque nouveau président tente d'amasser le plus de pouvoir possible via des mécanismes informels, le parlement adopte des lois anti-constitutionnelles et les droits et libertés des citoyens sont souvent violés. Même pendant la guerre, le gouvernement ukrainien a adopté une loi restreignant les droits du travail. À cet égard, le pays n'est pas très différent du reste de l'Europe de l'Est.

Cela signifie-t-il que les Ukrainiens doivent abandonner la lutte ? Pour moi, la réponse est évidente : j'ai décidé de m'engager dans les forces de défense territoriale au début de la guerre. Mais je suis loin

d'être le seul. Des anarchistes d'Ukraine, du Bélarus, et même quelques-uns de Russie se battent actuellement dans la défense territoriale ou l'aident. Ils n'aiment pas Zelensky et l'État lui-même, ils ont été arrêtés à plusieurs reprises par la police lors de manifestations (comme je l'ai été), et certains anarchistes étrangers ont été confrontés à des tentatives d'expulsion par les services spéciaux. Mais nous sommes quand même entrés en guerre. Vous pouvez penser que ce ne sont pas de «vrais» anarchistes – ou vous pouvez envisager l'idée que nous savons quelque chose sur l'Europe de l'Est que vous ne comprenez pas.

Je suis socialiste, et je ne pense pas que l'on doive défendre son pays dans une guerre défensive. Une telle décision doit dépendre de l'analyse des participants, de la nature sociale de la guerre, des sentiments de la population, du contexte général et des conséquences potentielles des différentes issues. Si l'Ukraine était dirigée par une junte fasciste et que la situation était celle présentée par la propagande russe, je condamnerais quand même l'invasion, mais je ne rejoindrais pas l'armée.

Mener une lutte partisane indépendante serait plus approprié. Il y a d'autres invasions, comme celle des États-Unis en Afghanistan ou en Irak, qui devraient être condamnées, mais aurait-il été juste de se battre pour les régimes des talibans ou de Saddam Hussein? J'en doute. La démocratie ukrainienne, loin d'être parfaite, mérite-t-elle d'être protégée du régime parafasciste de Poutine? Oui.

Je sais que beaucoup n'apprécient pas cette analyse. Après 2014, lorsqu'il est devenu populaire en Ukraine de qualifier Poutine de fasciste, j'ai critiqué ce point de vue. Mais ces dernières années, le régime de Poutine est devenu de plus en plus autoritaire, conservateur et nationaliste, et après la défaite du

mouvement antiguerre, sa mutation a atteint un nouveau niveau. Des intellectuels de gauche russes tels que Greg Yudin et Ilya Budraitskis affirment que le pays se dirige vers le fascisme.

Dans de nombreux conflits armés, il est juste d'en appeler à la diplomatie et au compromis. Souvent, dans le cas de conflits ethniques, les internationalistes ne doivent pas prendre parti. Mais cette guerre ne se présente pas ainsi. Contrairement à la guerre de 2014 dans le Donbass, qui était compliquée, la nature de la guerre actuelle est en fait simple. La Russie mène une guerre impérialiste agressive; l'Ukraine mène une guerre de libération du peuple. Nous ne pouvons pas savoir comment l'Ukraine se développera après la guerre – cela dépend d'une pléthore de facteurs. Mais nous pouvons dire avec certitude que ce n'est que si l'Ukraine gagne qu'il y aura une chance de changement progressif. Si la Russie gagne, les conséquences seront horribles. C'est la principale raison de soutenir la résistance ukrainienne, y compris par une aide militaire.

### L'EXTRÊME DROITE UKRAINIENNE

Ici, certains lecteurs pourraient vouloir poser une autre question: «Qu'en est-il de l'extrême droite ukrainienne?» Dans les débats les plus raisonnables sur ce sujet, une partie insiste toujours sur le faible soutien électoral de l'extrême droite et son manque de représentation au parlement, tandis que l'autre partie souligne que, en raison de l'infiltration des forces de l'ordre et de la participation active aux manifestations de rue, l'extrême droite a eu une influence disproportionnée sur la politique ukrainienne. Ces deux affirmations sont vraies, mais il y a un fait important que les deux parties ignorent généralement: l'influence disproportionnée de l'extrême



droite était fondée en grande partie sur la faiblesse de la société civile et de l'État, et non sur leur puissance.

La présence de l'extrême droite se fait sentir dans toute l'Europe de l'Est, mais la dynamique est différente dans chaque pays. À la fin des années 2000, l'extrême droite russe a semé la terreur dans les rues : attentats à la bombe, pogroms et autres attaques meurtrières. Après l'émeute de la place Manezhnaya en 2010, l'État russe a commencé à sévir, et les membres de l'extrême droite russe ont fui le pays ou ont été emprisonnés. Certains ont trouvé refuge en Ukraine, qui était un endroit sûr, notamment parce que l'appareil répressif de l'État ukrainien est beaucoup plus faible. (La faiblesse relative de l'État a également été la principale raison du succès des manifestations de masse en Ukraine par rapport au Bélarus, où les manifestants ont été confrontés à la détention arbitraire et à la torture, ou au Kazakhstan, où les forces de sécurité soutenues par la Russie ont mené une répression meurtrière).

Ces dernières années, le pouvoir de l'extrême droite en Ukraine a été soumis à de nouveaux défis. Depuis Maidan, le développement de la société civile a modifié l'équilibre des forces dans la politique de la rue. Jusqu'à récemment, il n'y avait pas toujours une ligne claire entre l'extrême droite et les autres forces politiques. Mais cela change progressivement grâce à l'essor des mouvements féministes et LGBT, qui s'opposent aux radicaux de droite. Enfin, grâce à la campagne contre l'expulsion de l'anarchiste biélorusse Aleksey Bolenkov et à la protection du quartier de Podil contre l'extrême droite à Kyiv l'année dernière, on a assisté à une résurgence du mouvement antifa dans les rues.

Depuis 2014, l'extrême droite a compensé ses échecs électoraux en renforçant sa présence dans la rue et en consolidant son alliance avec les libéraux,

qui s'est formée pendant les années de lutte contre le régime de Ianoukovitch. Mais cette alliance a commencé à s'effondrer progressivement après l'arrivée au pouvoir de Zelensky en 2019. L'extrême droite, en particulier le mouvement Azov, était en crise. Et après la démission du ministre de l'intérieur Arsen Avakov, qui était considéré comme le patron d'Azov, l'appareil d'État a commencé à les traiter plus avec plus distance.

Bien sûr, la guerre a tout changé, et la suite des événements dépend de nombreux facteurs. La participation de l'extrême droite ukrainienne à la guerre actuelle est moins perceptible qu'en 2014, à une exception évidente – le régiment Azov. Mais tous les combattants d'Azov ne sont pas aujourd'hui d'extrême droite, et en tant que membres de la Garde nationale et des forces armées, ils exécutent les ordres du haut commandement. Et même Azov ne représente qu'une petite partie de la résistance ukrainienne. Par conséquent, il n'y a aucune raison de supposer que la guerre actuelle poussera la montée de l'extrême droite autant que la guerre de Donbass.

Aujourd'hui, la principale menace pour les citoyens ukrainiens n'est pas l'extrême droite ukrainienne, mais les occupants russes. Ce qui inclut les groupes qui ont souvent été attaqués par l'extrême droite ces dernières années, comme les Roms ou les LGBT, qui sont également actifs dans la résistance ukrainienne. Cela vaut également pour les habitants du Donbass. La propagande russe a hypocritement utilisé les habitants du Donbass pour justifier l'invasion, accusant l'Ukraine de «génocide» alors que l'armée russe rase les villes de la région. Alors que les gens rejoignent d'immenses files d'attente pour s'enrôler dans la défense territoriale en Ukraine, dans la partie du Donbass contrôlée par la Russie, les hommes sont

pris dans la rue, enrôlés de force et jetés au combat, sans formation, comme de la chair à canon.

## CONFLIT INTERIMPÉRIALISTE

Un autre argument courant contre la résistance ukrainienne est qu'il s'agit d'une guerre par procuration entre l'Occident et la Russie. Tout conflit militaire est à plusieurs niveaux, et l'une des composantes de la confrontation actuelle est un conflit interimpérialiste. Mais si cela suffit pour parler de guerre par procuration, presque tous les conflits armés dans le monde sont des guerres par procuration. Au lieu de se disputer sur le terme, il est plus important d'analyser le degré de dépendance de l'Ukraine vis-à-vis de l'Occident, et de comprendre les objectifs des deux camps impérialistes.

L'Ukraine est bien moins un mandataire occidental que les Kurdes syriens n'étaient des mandataires des États-Unis pendant leur lutte héroïque contre l'État islamique. Mais les mandataires ne sont pas des marionnettes. Ce sont des acteurs locaux qui reçoivent un soutien militaire d'autres États. Les premiers comme les seconds ont leurs propres intérêts, qui peuvent ne coïncider que partiellement.

Et tout comme les gauchistes ont soutenu les combattants du Rojava malgré le fait que les Kurdes syriens reçoivent une aide militaire américaine, les gauchistes devraient soutenir le peuple ukrainien. La politique socialiste en matière de conflits armés devrait être basée sur l'analyse de la situation sur le terrain plutôt que sur le fait qu'une puissance impériale soutienne un côté ou l'autre.

Ces derniers mois, certains gauchistes ont utilisé l'histoire de la Première Guerre mondiale pour affirmer que les socialistes ne devraient soutenir aucun des deux camps dans les conflits interimpérialistes. Mais la Seconde Guerre mondiale était également un

conflit interimpérialiste. Cela signifie-t-il qu'aucun des deux camps n'aurait dû être soutenu dans cette guerre? Non, car le conflit interimpérialiste n'était qu'une dimension de cette guerre.

Dans un article précédent, j'ai rappelé que de nombreux représentants des mouvements anticolonialistes n'ont pas voulu se battre pour leurs colonisateurs pendant la Seconde Guerre mondiale, et l'un des dirigeants du Congrès national indien, Chandra Boss, a même collaboré avec l'Allemagne nazie. Mais il convient également de mentionner les paroles de Jawaharlal Nehru: dans le conflit entre le fascisme et la démocratie, nous devons être sans équivoque du côté de cette dernière. Il convient également de mentionner que le plus cohérent des dirigeants de l'INC [Congrès national indien] à soutenir la guerre des Alliés était M. N. Roy, son membre le plus à gauche. Bien sûr, cela ne signifie pas que Roy a soudainement commencé à soutenir l'impérialisme britannique. De même, soutenir la lutte contre l'impérialisme russe n'implique pas un soutien à l'impérialisme américain.

Bien sûr, la situation est différente aujourd'hui. La participation directe d'autres États à la guerre ne fera qu'aggraver la situation. Mais les socialistes devraient soutenir la pression économique sur la Russie et exiger des sanctions plus sévères et des embargos sur le pétrole et le gaz russes. Bon nombre des sanctions actuellement en place sont conçues pour affaiblir l'industrie militaire russe et ainsi entraver la capacité de la Russie à poursuivre le combat. Les gauchistes devraient également soutenir les sanctions sur les importations de pétrole et de gaz en provenance de Russie, ce qui augmentera encore la pression économique sur Poutine pour qu'il mette fin à la guerre.

Les États-Unis ont peut-être appris leur leçon en se déshonorant en Irak et en Afghanistan. La Russie



doit maintenant apprendre sa leçon elle aussi, et plus elle sera dure, mieux ce sera. Les défaites suite à une guerre ont à plusieurs reprises provoqué des révolutions, y compris en Russie. Après que la Russie a perdu la guerre de Crimée en 1856, le servage a finalement été aboli dans l'empire russe. La première révolution russe de 1905 a eu lieu peu après la défaite de la Russie dans la guerre russo-japonaise. Une défaite contre l'Ukraine pourrait déclencher une nouvelle révolution. Avec Poutine toujours au pouvoir, un changement progressif en Russie et dans la plupart des États post-soviétiques est presque impossible.

Les États occidentaux partagent la responsabilité de cette guerre. Le problème est que de nombreux gauchistes radicaux critiquent ces États pour de mauvaises raisons. Au lieu de critiquer la fourniture d'armes à l'Ukraine, ils devraient critiquer le fait que même après l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass, les pays de l'UE ont continué à vendre des armes à la Russie. Ce n'est qu'un exemple. La responsabilité de cette décision incombe aux gouvernements occidentaux, pas à la gauche. Mais plutôt que d'essayer d'améliorer la situation, une grande partie de la gauche essaie bêtement de rendre les choses pires.

Les Ukrainiens savent bien que la guerre est terrible. Ce n'est pas notre première guerre. Nous vivons dans les conditions d'un conflit larvé dans le Donbass depuis des années. Nous subissons des pertes importantes dans cette guerre, et nous continuerons à souffrir si la guerre s'éternise. C'est à nous de décider quels sacrifices nous sommes prêts à faire pour gagner, et quels compromis nous devons faire pour arrêter la mort et la destruction. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement américain est d'accord avec cela, alors qu'une grande partie de la

gauche préfère adopter une approche plus impériale, exigeant que l'Occident décide pour nous.

Jusqu'à présent, le Kremlin n'a pas été disposé à faire de sérieuses concessions. Ils attendent que nous nous rendions. Mais les Ukrainiens n'accepteront pas la reconnaissance de leurs conquêtes territoriales. Certains affirment que la fourniture d'armes à l'Ukraine prolongera la guerre et augmentera le nombre de victimes. En fait, c'est le manque de fournitures qui provoquera cela. L'Ukraine peut gagner, et la victoire de l'Ukraine est ce que la gauche internationale devrait défendre. Si la Russie gagne, elle créera un précédent pour le redécoupage forcé des frontières des États et poussera le monde vers une troisième guerre mondiale.

Je suis devenu socialiste en grande partie sous l'influence de la guerre dans le Donbass et de ma prise de conscience que seul le dépassement du capitalisme nous donnera une chance d'avoir un monde sans guerre. Mais nous ne parviendrons jamais à cet avenir si nous choisissons la non-résistance à l'intervention impérialiste. Si la gauche n'adopte pas une position correcte sur cette guerre, elle se discréditera et se marginalisera. Et nous devons travailler pendant longtemps pour surmonter les conséquences de cette absurdité.

4 MAI 2022

PUBLIÉ PAR [DISSENT](#)

Traduction Léonie Davidovitch

## COMMENT LES CHANGEMENTS AFFECTENT LES EMPLOYÉS DE LA CENTRALE DE TCHERNOBYL

ENTRETIEN D'ALEXANDRA RENOIR (MOUVEMENT SOCIAL) AVEC BOGDAN SERDYUK, SYNDICALISTE

L'article 13 de la loi n° 2136 stipule que si un employeur n'est pas en mesure de fournir à un employé la possibilité de travailler et que celui-ci ne peut accomplir son travail, l'employeur a le droit de suspendre le contrat de travail. Dans le même temps, la relation de travail ne prend pas fin. Comment les travailleurs de Tchernobyl font-ils face à cela? Nous avons interviewé Bogdan Serdyuk, responsable du syndicat local. Lorsque la guerre a éclaté, la station comptait 2700 employés, dont 334 personnes sont parties ou n'ont pas pu se rendre physiquement à la centrale. Le directeur a décidé de profiter de la nouvelle règle pour suspendre leurs contrats de travail. Les nouvelles règles s'appliquent également aux personnes qui n'entrent pas en contact avec l'entreprise. Si une personne retourne en ville ou entre en contact, une disposition distincte se déclenche en même temps par un processus inverse – son contrat de travail est rétabli.

Auparavant, le 24 février, une ordonnance stipulait que presque tous les employés devaient passer en «mode veille». Selon la convention collective, ils ne devaient pas recevoir de salaire, mais une indemnisation d'arrêt de travail. Ainsi, les personnes fuyant la guerre perdent leur salaire mensuel. Les syndicats ont essayé d'intervenir pour atténuer les conséquences pour certaines catégories de personnes. Par

exemple, il y a des employés qui sont restés chez eux, car ils habitent à Tchernihiv. Tant que la ville était occupée, ils ne pouvaient pas venir à la centrale. L'administration a accepté de leur donner la possibilité de prendre des vacances. Avec ce «temps d'arrêt», elles sont parties en vacances indéfiniment. Un autre cas concerne ceux qui étaient en vacances lorsque la guerre a commencé. Que le salarié soit parti ou non, ce congé s'est poursuivi. Si une personne est sous contrat dans les forces armées ou dans le SRO (elle est en service par ordre), elle continuera de recevoir un salaire. L'administration a également le droit de modifier les conventions collectives pendant la loi martiale.

*Que signifie un temps d'arrêt et quelles actions cela exige-t-il de vous? Continuez-vous à aller à la centrale, et si oui, comment ça se passe maintenant?*

Le temps d'arrêt, c'est quand l'entreprise ne peut pas fonctionner pour des raisons indépendantes de la volonté des employés. Maintenant, des actions militaires ont été menées sur notre territoire. Les ponts sur le Dniepr, qui relie Slavutich à la gare, ont explosé. Il était très difficile d'envoyer du personnel à la centrale en quantité suffisante, nous sommes donc passés en mode veille. Mais l'entreprise fonctionne toujours. Même lors du confinement «*kovidny*» [Covid], nous avons travaillé. Nous sommes une installation nucléaire. Par conséquent, il est nécessaire d'avoir du personnel opérationnel à la centrale. Pendant l'épidémie de Covid, le personnel (environ 150 personnes) a fait son travail et a reçu un salaire.



Le personnel d'exploitation s'occupe de la commutation sur les réseaux électriques et la surveillance des rayonnements est également effectuée. Lorsque la guerre a éclaté, les agents étaient au travail. Ils ont été les premiers à entendre les bruits de la bataille à la frontière du Bélarus (apparemment, les gardes-frontières se sont battus). Ensuite, la centrale a été prise par les troupes russes. Comme on dit, ils «ont pris le contrôle de la centrale nucléaire de Tchernobyl». Il n'a été possible de changer d'équipe qu'après vingt-cinq jours. Ceux qui se trouvaient à la station au moment du déclenchement de la guerre étaient en poste pendant 600 heures au lieu des douze heures habituelles. Ils ont été rémunérés pour ce travail en vertu du Code du travail. La première période de travail en temps de paix était payée au taux normal, chaque période de travail suivante au double. Les employés recevaient également une indemnité pour tous les quarts de nuit et de jours fériés.

*SR: Vous avez dit que 334 contrats ont été suspendus. Est-ce que beaucoup de ces personnes sont des professionnels hautement qualifiés?*

Aucune analyse de ce type n'a été effectuée. À ma connaissance, la suspension des contrats de travail a plus ou moins touché toutes les catégories de travailleurs. La haute direction (directeur, ingénieur en chef, chefs de quart) n'est pas partie. Maintenant presque tous les chefs de secteurs (nous avons environ 40 unités) sont ici. Seuls deux ou trois d'entre eux étaient constamment bombardés à Tchernihiv et ne pouvaient pas sortir. L'un des chefs, au début de la guerre, était à l'étranger. Il est retourné à Lviv, mais n'est pas allé plus loin, et maintenant il fait du bénévolat à l'Ouest.

Les lois de la guerre ont suscité beaucoup d'émotions, tant cette attitude envers le personnel est

méprisante. Les gens commenceront à travailler dans de nouveaux endroits pour gagner un revenu là où ils se trouvent, y compris à l'étranger. Nous pouvons perdre ces personnes pour toujours. Ainsi, cette loi comporte certains risques – de la pénurie de personnel – pour la sûreté nucléaire, si des spécialistes sérieux ne reviennent pas.

L'auteur de la loi est Galina Tretyakova, présidente de la commission parlementaire sur la politique sociale. Les syndicats ont combattu ses initiatives, comme le «Code du travail des esclaves» qu'elle avait autrefois défendu. Nous avons maintenant une «version allégée» de ce que le «code esclave» pourrait menacer s'il était adopté.

*L'administration comprend-elle les conséquences de l'application de cette loi?*

L'administration est également otage de cette situation. Le problème n'est pas seulement d'appliquer la loi. L'administration dit qu'il y a en partie une raison économique à la loi. Ces dernières années, Tchernobyl a été financé sur une base résiduelle. Les trois dernières années, le financement est resté le même. En 2019, le financement réel a été de 1,364 milliard de hryvnias. Depuis lors, on nous a reporté ce montant d'année en année et on nous a proposé de «l'intégrer», bien qu'à l'heure actuelle, si le salaire minimum augmente, les prix de l'électricité et d'autres sources d'énergie augmentent. En raison du manque d'argent, nous devons réduire progressivement le nombre d'employés, «serrer» sur d'autres choses. L'arrière-plan de ces actions est financier. Ce n'est pas seulement l'application de la loi, mais aussi un moyen de trouver une opportunité de «rabioter».

26 AVRIL 2022

Traduction Léonie Davidovitch

# PRISES DE POSITION



## DES UKRAINIENNES VICTIMES DE VIOLENCES, DE VIOL PUIS DE LA LOI ANTI-IVG EN POLOGNE

NASTYA PODOROZHNYA<sup>1</sup>

En Pologne, la loi empêche les réfugiées ukrainiennes d'avorter alors que la plupart d'entre elles ont été violées par des soldats russes ou des criminels locaux. Une journaliste a lancé une ligne sur Telegram et Instagram, Martynka, pour leur porter assistance. Elle témoigne dans cet article de la situation de ces femmes et des traumatismes dont souffrent la plupart des réfugié.es. Ainsi que des peines encourues par ceux qui aideraient des femmes à avorter : jusqu'à trois ans de prison.

[...] « J'ai été violée en Ukraine, je suis en Pologne maintenant, et j'ai besoin d'aide. » « Je suis déprimée – clouée au lit après avoir fui la guerre. » « Il me faut une contraception d'urgence, et la liste d'attente à l'hôpital polonais est de deux semaines. Je ne veux pas être enceinte dans un pays étranger pendant la guerre, que dois-je faire ? » J'ai reçu ces messages de personnes qui ont été contraintes de quitter l'Ukraine au cours du mois dernier [mars]. Elles écrivent sur Telegram et Instagram à la ligne spéciale Martynka, que nous avons créée avec des bénévoles.

[...] Une partie de ma famille qui vivait à Kyiv avant la guerre a maintenant déménagé à Cracovie et voit comment la Pologne aide les réfugiés. Ils vivent dans un appartement partagé avec des connaissances ;

1. Journaliste à Zaborona, Nastya Podorozhnyia vit en Pologne depuis plusieurs années. Elle a mis en place une ligne d'assistance, Martynka.

des vêtements et des jouets pour mes nièces ont été collectés par des bénévoles, et j'ai même obtenu gratuitement une connexion wi-fi pour mes proches, à un tarif spécial pour les Ukrainiens, auprès d'une entreprise locale. Je suis infiniment touchée par cette gentillesse – je n'ai probablement jamais dit le mot « merci » aussi souvent qu'au cours du dernier mois et demi.

Mais les réfugié.es ne reçoivent pas seulement de l'aide. Le mois dernier, une Ukrainienne de 19 ans s'est adressée à la police de Wrocław. La jeune fille, qui avait fui la guerre, a déclaré qu'un homme [polonais] de 49 ans lui avait proposé un abri, mais qu'il l'avait ensuite violée. La police et les procureurs ont rassemblé des preuves, procédé à un examen médical et à un interrogatoire, puis annoncé avoir identifié le suspect. Une semaine plus tard, le tribunal a estimé qu'il n'y avait pas eu de violence à l'encontre de la jeune fille car elle n'avait pas assez résisté. Le juge a transformé l'accusation de viol en « exploitation sexuelle dans une situation de dépendance ». La peine encourue est moindre : pour le viol, le condamné risque un maximum de douze ans de prison, pour l'« exploitation sexuelle », trois ans.

Les criminels abusent désormais de la naïveté des réfugiées

Les forces de l'ordre et le système judiciaire polonais tardent à traiter les cas de violence sexuelle. Je le sais par expérience : il y a quatre ans, un homme a essayé de me violer dans les rues de Cracovie. Il m'a jetée à terre, m'a couvert la bouche avec sa main et s'appêtait à me déshabiller, mais il s'est ravisé et

s'est enfui. J'ai retrouvé le délinquant lorsqu'il s'enfuyait, avec la police – sa joue saignait à cause de mes coups de griffe. La police l'a immédiatement relâché: elle a dit qu'il n'y avait pas de crime en tant que tel, car l'homme ne m'avait pas violée. Sur le chemin du retour, les forces de l'ordre ont refusé de poursuivre l'agresseur en justice, car cela m'aurait «épuisée», et ont plaisanté sur le fait que lui et moi nous avions des passeports ukrainiens, en disant que l'homme avait «trouvé une âme sœur».

En 2015, selon les statistiques de la Fondation STER, 55 % des viols en Pologne ont eu lieu à la maison, où on se sent généralement en sécurité. L'activiste polonaise et autrice du livre *Polish Violence*, Maja Stasko, affirme que les criminels abusent désormais de la naïveté des réfugiées: «Voilà pourquoi beaucoup de femmes ne veulent pas parler de viol à la police. Elles sont prêtes à croire en leur propre culpabilité plutôt qu'en celle de la personne qui était censée les aider et leur donner un abri.»



Les criminels qui veulent exploiter les réfugié.es viennent en Pologne et dans d'autres pays d'Europe centrale. C'est ce que m'a appris Thomas Osten-Sacken, directeur de WADI, une association allemande d'aide. En parlant de l'évacuation massive des femmes ukrainiennes, il a utilisé une métaphore qui m'a choquée: «C'est en même temps Noël, Pâques et l'anniversaire pour toutes sortes de salauds.» Selon une autre employée de l'association, Shirin Tinnesand, chargée des questions relatives aux réfugié.es et aux migrations sur le *dark web*, avant même le début de l'invasion russe, des criminels diffusaient des conseils pour attirer les femmes ukrainiennes et les manipuler à l'approche de la guerre.

## «NOUS ENREGISTRONS LA PHOTO DE LA PLAQUE D'IMMATRICULATION DE LA VOITURE»

L'idée de lancer une hot line d'assistance téléphonique pour les réfugié.es ukrainien.nes est née le soir même où j'ai parlé à Thomas et à Shirin. Je voulais créer un «ami» auquel on pourrait écrire, par exemple, si l'on fuit la guerre seul et que l'on veut être en contact avec quelqu'un. Il ne s'agit pas d'un caprice, mais d'une règle de sécurité élémentaire: si quelque chose vous arrive, quelqu'un doit le savoir rapidement. La ligne d'assistance Martynka fonctionne dans Telegram – c'est un chatbot géré par de vraies personnes. Nous partageons des conseils de sécurité lorsqu'une femme ukrainienne se fait prendre en voiture ou qu'un inconnu lui offre où passer la nuit. Nous enregistrons la photo de la plaque d'immatriculation de la voiture afin que les données restent dans le robot en cas de problème. Nous ne faisons que soutenir moralement une personne dans le besoin.

J'ai appris par ma propre expérience combien il est difficile de raconter à la police dans une langue étrangère ce qui vous est arrivé. Martynka a immédiatement annoncé que nos volontaires sont prêts à se rendre au poste de police avec la victime. Et ainsi, nous sommes prêts à traduire ses déclarations en polonais ou simplement à apporter un soutien moral à une personne qui en aurait besoin.

En quelques semaines, à peu près au moment où le monde découvrait les images de Boutcha, Borodyanka et d'autres villes libérées de l'occupation russe, Martynka a commencé à recevoir de plus en plus de questions de réfugiées demandant comment obtenir une contraception d'urgence ou un avortement en Pologne.



Manifestation contre les viols de guerre en Ukraine devant l'ambassade de Russie à Tallin, en Estonie, le 13 avril 2022. © Oleksandra Matviichuk, <https://crownproject.art/>.

## VAGUE D'AVORTEMENTS

La Pologne a l'une des lois anti-avortement les plus strictes. Les IVG ne sont autorisées que dans deux cas : si la grossesse menace la vie de la mère ou s'il y a des raisons de penser que la conception est liée à un viol. En fait, même la menace pour la vie de la mère ne permet pas toujours d'interrompre la grossesse. Les médecins ont peur d'assumer la responsabilité d'une telle décision, car ils risquent de lourdes peines de prison. Par exemple, une Polonaise, Isabella, qui n'a pas subi une IVG à temps dans un hôpital, est décédée : le sac amniotique atteint, l'enfant est mort dans le ventre de la mère et elle a souffert un choc septique.

Même lorsque l'on sait que l'enfant mourra immédiatement après sa naissance, la grossesse doit aller à terme, car la pathologie n'est pas un motif légal d'avortement. Les Polonaises qui souhaitent interrompre une grossesse pour quelque raison que ce soit sont obligées de chercher des moyens de le faire dans d'autres pays, ou demander de l'aide à des associations de bénévoles. L'année dernière, Zaborona avait recensé des organisations qui aident les femmes polonaises à interrompre leur grossesse en Allemagne, en République tchèque, en Autriche et dans d'autres pays voisins de la Pologne. Des représentants de ces organisations qui aident les avortements à l'étranger nous ont déclaré qu'au cours du mois dernier [mars], ils ont reçu davantage de demandes venant de la part d'Ukrainiennes et de Russes.

Mais pour interrompre une grossesse en Pologne, il n'est pas nécessaire de se rendre à l'étranger. Il existe des organisations qui procurent une pilule abortive après une rapide consultation. Selon l'OMS, cette procédure est valable avec une organisation

qui aurait fait ses preuves. Il s'agit notamment de la méthode de l'«avortement sans risque» lorsque vous recevez des pilules en ligne par le biais d'un service tel que Women On Web, qui fournit des informations et un soutien supplémentaires, comme Women On Web [...]. Women On Web est devenu partenaire de Martynka : ensemble, nous disons aux femmes qui écrivent à la ligne d'assistance comment obtenir la bonne pilule gratuitement et en toute sécurité, et s'il existe des contre-indications.

## TOUTES CLANDESTINES

Une vingtaine de femmes russophones et ukrainophones se sont adressées à la branche polonaise de Women On Web au cours du mois dernier [mars]. Le 13 avril, il au moins 54 autres femmes avec une grossesse non désirée et ayant fui la guerre vers la Pologne se sont adressées à une autre grande organisation, Women Help Women.

Nous sommes toutes dans la clandestinité maintenant.

En Pologne, vous pouvez légalement interrompre une grossesse uniquement pour vous-même – par exemple, acheter et prendre une pilule. Aider une personne à avorter – par exemple, donner de l'argent ou partager une pilule – est un crime selon la loi polonaise. Mais, il y a une nuance : «Pour qu'une organisation soit pénalement responsable, il faudrait prouver que l'aide a été fournie en connaissance de cause. La publication d'informations sur Internet ou la consultation d'une ligne téléphonique anonyme ne tombent pas sous le coup de cet article de loi», explique l'avocate Karolina Buchko à Zaborona.

Un bénévole ne peut aller en prison pour «aide à l'avortement» que sur la déposition d'un témoin qui dira de qui et à qui la pilule a été donnée.



[...] Anya, une Polonaise, subissait une relation de force : son partenaire lui interdisait d'avorter et la menaçait. Yustina, une bénévole de l'Équipe de rêve pour l'avortement, a remis à Anya une pilule. Le partenaire d'Anya l'a découvert et est allé à la police. [...] Yustina risque jusqu'à trois ans de prison.

« Quand j'ai vu un autocollant avec un QR code pour ce réseau web dans les toilettes de la gare, pour la première fois de ma vie, j'ai décidé de l'utiliser », m'a écrit récemment une jeune fille ayant survécu à des violences en Pologne. [...]

### « DITES DES CHOSES QUE VOUS N'AVEZ ENCORE DITES À PERSONNE »

La demande la plus fréquente que Martynka reçoit maintenant n'est pas les appels à l'aide pour avorter ou les consultations de sécurité, mais les demandes d'aide psychologique. Elles viennent de ceux et celles qui ont été victimes d'abus ou qui, par exemple, ont peur de descendre dans la rue après les bombardements. Certaines personnes parlent des problèmes de leurs enfants : ils pleurent, ils gémissent ou ils grincent des dents dans leur sommeil. On a besoin de parler pour s'adapter un nouvel endroit. « J'ai supprimé toutes mes émotions en fuyant », écrit une personne qui s'est réfugiée dans un pays d'Europe occidentale.

La langue choisie pour la consultation avec un psychologue dépend des souhaits des personnes qui nous contactent. « Malgré le fait que je passe essentiellement à l'ukrainien, le russe reste plus courant, et c'est important en thérapie », a écrit l'une des femmes qui a demandé une consultation en russe. Nous sommes également capables de parler à une personne anglophone se présenterait au téléphone,

car des réfugié.es de différentes origines fuient l'Ukraine.

Nous essayons d'organiser une assistance psychologique pour les victimes de violences sexuelles en présentiel avec un spécialiste. « Nous devons créer un espace sûr et une atmosphère de confiance dans laquelle les gens puissent dire des choses qu'ils ne diraient peut-être à personne. C'est difficile dans les rencontres personnelles, mais encore plus difficile lorsqu'une personne voit une image plate [à l'écran] devant elle. En outre, certaines techniques de travail avec les victimes de violences font appel à des pratiques physiques qui sont tout simplement impossibles à développer en ligne », explique Olena Platova, une psychologue qui a conseillé Martynka [...]. S'il n'est pas possible de se rendre à des réunions en présentiel, il ne faut pas renoncer aux séances en ligne, insiste Olena Platova : « À distance, une personne pourra quand même travailler sur ses états émotionnels et physiques, et cela lui apportera un certain soulagement. » [...]

Les psychologues de Martynka sont pour la plupart des Ukrainiennes qui ont été contraintes de fuir, à leur tour, la guerre. Cela été mon objectif depuis le début : donner une opportunité de bénévolat à des personnes qui sont parties à l'étranger et qui souhaitent mettre leurs compétences au service de l'Ukraine. Des spécialistes émigré.es ukrainien. nes et biélorusses vivant en Pologne coopèrent aussi avec Martynka. [...]

Pour moi, la catégorie la plus difficile de personnes qui sollicitent Martynka sont celles qui appellent à l'aide et qui ensuite ne répondent plus. Une fois, une fille m'a écrit qu'elle avait été violée en Ukraine et qu'elle cherchait un psychologue en Pologne – cela fait deux semaines que je n'ai plus reçu de ses nouvelles. [...]

## TRAUMATISMES À RETARDEMENT

«La violence est comme une bombe à retardement, explique la psychologue Olena Platova. Une personne peut d'abord faire face au traumatisme si elle bénéficie d'un environnement suffisamment empathique, chaleureux et serein, et si elle prend le temps de se soigner et qu'elle reprend une activité. Cependant, les rechutes sont toujours possibles – par exemple, à partir d'un mot grossier et négligent ou d'une scène vue. C'est pourquoi il est toujours préférable que les personnes se fassent aider par un spécialiste et se soignent. Mais une personne peut se sentir soulagée à partir du moment où elle a écrit à la ligne d'assistance et qu'elle a parlé, et plus tard, elle travaillera avec un spécialiste. Il faut rester en contact avec celle qui a subi des violences et lui dire que vous êtes à ses côtés. Lorsqu'une victime lit de tels messages, elle se rend compte qu'elle est acceptée avec son traumatisme. Cela a déjà un effet thérapeutique. En général, il n'y a pas que le spécialiste qui aide. C'est aussi l'environnement, la possibilité de faire quelque chose, de connaître une nouvelle expérience émotionnelle – tout le monde peut jouer un rôle de psychologue auprès d'une personne ayant subi un traumatisme.»

22 AVRIL 2022

TIRÉ DE ZABORONA

Traduction Mariana Sanchez (les intertitres sont de la rédaction)



À l'écoute de la gauche ukrainienne  
pour organiser la solidarité  
contre l'agression russe

Conférence organisée par l'Union des progressistes juifs de Belgique.

<https://www.youtube.com/watch?v=8tPNDIqhiJI&t=1s>

## FACE À LA GUERRE L'ÉDITION UKRAINIENNE EN DANGER

AVEC ANASTASIYA RYABCHUK DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV)  
VENDREDI 13 MAI 2022 – 18 HEURES 30

Si elle aboutissait, l'invasion russe de l'Ukraine signifierait une mise au pas idéologique et culturelle. Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue fait d'une pensée libre, féministe et critique. Elles sont aujourd'hui en danger.

Nous vous invitons à débattre avec une des animatrices des éditions Medusa sur la situation actuelle de l'édition indépendante et critique en Ukraine.

La situation en Ukraine sera également abordée avec Anastasiya, spécialiste du mouvement ouvrier ukrainien, qui collabore également à plusieurs revues de gauche.

[HTTPS://US02WEB.ZOOM.US/J/88458214195](https://us02web.zoom.us/j/88458214195)

SYL:EPSE MEDUSA

## UNE SÉVÈRE CRITIQUE DE LA POSITION DE CHOMSKY SUR L'UKRAINE

STANLEY HELLER<sup>1</sup>

Le 8 avril, Noam Chomsky dialoguait avec Bill Fletcher, Jr. en direct sur *The Real News*. Fletcher est un chroniqueur qui s'exprime régulièrement sur plusieurs médias et ancien président du Forum TransAfrica. La discussion était intitulée «Une réponse de gauche à l'invasion russe de l'Ukraine». Bien que Chomsky ait dénoncé l'invasion russe de l'Ukraine, la qualifiant d'agression criminelle, il n'est pas faux de dire que Chomsky a rejeté toute la responsabilité de l'attaque russe sur le gouvernement américain. Les États-Unis, dit-il, ont franchi des «lignes rouges» évidentes alors qu'il était évident que la Russie réagirait violemment.

Le titre de cette discussion aurait dû être «Chomsky appelle à la *realpolitik* pour le 21<sup>e</sup> siècle». Toutes les sources qu'il a citées pour étayer ses arguments sont des stratèges, des diplomates et des ambassadeurs, tels que George Kennan, Jack Matlock, Chas Freeman, des directeurs de la CIA, etc.

Ces «réalistes», ces théoriciens politiques s'inscrivent dans une tradition remontant à Machiavel et qui, refusant de parler de la façon dont les États *devraient* agir, qui parlent plutôt de la façon dont ils *agissent* et de la façon dont un «prince» ou un homme d'État doit être réaliste et ne pas essayer d'aller à contre-courant. Les réalistes veulent que les nations respectent les «sphères d'influence» des grandes puissances, les «intérêts nationaux», l'équilibre des

forces, etc. Ils s'opposent aux droits humains, à la démocratie, à l'égalité ou à d'autres considérations morales en tant que préoccupation majeure de la politique étrangère.

Qu'est-ce que tout cela a à voir avec nous, la gauche? Où sont les questions qui nous sont chères, comme la démocratie, l'égalité, l'autodétermination des classes et des nations? En fait, pas une seule personne de gauche n'a été mentionnée par Chomsky au cours de cette heure d'interview.

Fletcher relève que dans son dernier discours avant l'invasion, Poutine n'avait pas insisté sur la menace supposée de l'OTAN mais affirmé que l'Ukraine n'avait aucune raison légitime d'exister. Chomsky reconnaît (à 13:55 de l'entretien: [www.youtube.com/watch?v=68Rh1tKx98k](http://www.youtube.com/watch?v=68Rh1tKx98k)) que Poutine a effectivement dit cela, mais il minimise immédiatement la chose et fait référence à une citation de Poutine où il affirmait que «quiconque veut rétablir l'Union soviétique avec ses anciennes frontières a perdu la raison». Chomsky rappelle que la Russie n'est vraiment pas tellement puissante et que son économie est de la taille de celle de l'Italie. À la suite de quoi, il fait à 15:40 un commentaire stupéfiant: «Elle n'est pas sur le point de conquérir quoi que ce soit, c'est inconcevable.» C'est une déclaration assez bizarre, vu que la Russie envahissait l'Ukraine au moment même où il parlait. A-t-il voulu dire que la Russie n'allait pas conquérir tout l'empire de l'ancienne Union soviétique? En tout cas, il ne l'a pas dit.

Dans la phrase suivante, Chomsky dit: «L'Ukraine est effectivement un cas spécial, c'est d'ailleurs le

1. Stanley Heller est animateur du magazine télévisé *The Struggle*.

cas depuis trente ans.» Il poursuit en déclarant qu'il y a eu d'autres déclarations sur les buts de guerre de la Russie faites par le ministre russe des affaires étrangères qui expliquent que le principal désir de la Russie était la neutralisation et la démilitarisation de l'Ukraine, ainsi que la sécurité du Donbass. Chomsky veut donc nous faire croire que Lavrov et d'autres larbins de Poutine contrôlent ce que la Russie veut vraiment, et non le type qui parle à ses subordonnés du bout de cette très longue table.

Chomsky détaille les assurances qui avaient été données à Gorbatchev que si l'Union soviétique (en 1990) autorisait la réunification de l'Allemagne et son adhésion à l'OTAN, l'alliance n'avancerait pas d'«un pouce» vers l'Est. Ces promesses verbales ont bien été faites, mais aucun traité n'est venu les fixer. D'autre part, Chomsky ne mentionne pas le Mémorandum de Budapest de 1994, *écrit et signé*, qui garantissait que la Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne respecteraient les frontières de l'Ukraine [...]. Lorsque Fletcher aborde cette question (19:21) et celle de la sécurité, Chomsky esquivé la question et parle de la neutralité qui, selon lui, a bien fonctionné pour le Mexique, l'Autriche et la Finlande.

Revenant sur le Mémorandum de Budapest (21:30), Fletcher demande comment les Ukrainiens peuvent attendre de la Russie qu'elle respecte un traité puisqu'elle a violé le Mémorandum en s'emparant de la Crimée et en soutenant les séparatistes du Donbass. Ce à quoi Chomsky répond qu'«il est certain que l'Ukraine ne pouvait pas supposer que la Russie respecterait le traité», puis il développe le fait que les États-Unis ne respectent pas les traités et en donne de nombreux exemples. Il semble ensuite revenir à la question de Fletcher pour dire que «les circonstances sont telles étant ce qu'elles sont, peut-on s'attendre à ce que les grandes puissances

respectent leurs engagements?». Il se lance ensuite dans une tirade sur ce que serait la situation actuelle si les États-Unis avaient écouté les avertissements d'hommes d'État comme Kennan. À part une vague allusion aux «circonstances», il n'explique pas comment l'Ukraine était censée traiter avec un gouvernement russe qui a ignoré sa propre promesse écrite de ne pas l'envahir.

Chomsky précise que cet «homme d'État» avait prévenu que la Russie n'accepterait l'expansion et les humiliations de l'OTAN que jusqu'à un certain point. Les lignes rouges étant la Géorgie et l'Ukraine (25:45) qui sont «profondément ancrées dans le cœur géostratégique de la Russie, comme le reconnaissent toutes les parties.» Quel genre de gauchiste parle de la sorte? Quel gauchiste pense que le Mexique ou Cuba font partie du «cœur» des États-Unis, simplement parce qu'ils ont une frontière avec les États-Unis ou qu'ils en sont proches?

À 27:47 mn de l'entretien, Chomsky revient sur la «situation actuelle». Selon lui, la politique américaine actuelle consiste à se battre jusqu'au «dernier Ukrainien» et à bloquer les perspectives de paix, ne laissant à Poutine aucune alternative autre que le «suicide» ou le chemin de la guerre nucléaire. L'idée que les Ukrainiens veulent se battre pour vivre dans leur propre pays après avoir vu ce que c'était de vivre sous la domination russe n'est pas prise en compte. Non, ce sont les États-Unis qui mènent la danse.

Fletcher demande à Chomsky pourquoi Poutine devrait s'inquiéter de l'expansion de l'OTAN en Ukraine, sachant que l'Allemagne et la France y sont opposées et y mettraient leur veto. Celui-ci répond que les États-Unis ont un pouvoir écrasant et que les pays sont terrifiés par cet «État voyou violent»; il poursuit en évoquant la guerre des États-Unis contre Cuba. Bref, il ne répond pas à Fletcher.





Ce qui me reste en travers de la gorge, c'est quand Chomsky répète plusieurs fois que «la Crimée n'est plus à discuter». Qui est-il pour dire ça? Elle a fait partie de l'Ukraine pendant soixante-dix ans. Il a été convenu par écrit dans le Mémoire de Budapest qu'elle faisait partie de l'Ukraine.

Actuellement, elle est composée d'une écrasante majorité de russophones. L'une des raisons de cette situation est le nettoyage ethnique brutal qui a eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale. Staline a déporté un quart de million de personnes de Crimée, principalement des Tatars. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes. Chomsky insiste beaucoup sur le fait que la Crimée abrite un port de mer chaude. Et alors? La Russie a beaucoup de ports. Et même si elle était enclavée? Il y a 44 pays n'ayant pas d'accès à la mer dans le monde. Ils transportent des marchandises par camion et par train vers les ports d'autres nations. Les gauchistes n'ont pas de problème avec ça, seuls les penseurs «stratégiques» en ont.

La gauche condamne universellement les États-Unis pour avoir obligé Cuba à autoriser le maintien d'une base militaire à Guantánamo. Alors pourquoi la Russie aurait-elle le droit éternel d'en avoir une sur la péninsule de Crimée?

À 40:38, Fletcher aborde la question de la guerre de Poutine en Tchétchénie et en Syrie. Il y voit «une ligne qui va de la Tchétchénie à l'Ukraine» sur laquelle les États-Unis ont eu peu ou pas de rôle. Chomsky déraile vraiment lorsqu'il parle de la Syrie et cela vaut la peine de le citer largement:

[41:39] La Syrie, c'était criminel, meurtrier et destructeur, mais si on veut en connaître les raisons, elles n'étaient pas obscures. Les États-Unis, la France, l'Allemagne soutenaient les forces d'opposition qui en 2013, 2014 étaient, pour la plupart,

des forces djihadistes qui combattaient le gouvernement reconnu de la Syrie, le gouvernement qui a un siège à l'ONU et qui est reconnu internationalement. Ils essayaient de le renverser, alors que c'est un allié de la Russie. La CIA fournissait des armes de pointe aux forces d'opposition, des armes antichar sophistiquées, qui ont arrêté les armées d'Assad. Il était donc assez prévisible – pas besoin d'être un génie pour le prévoir –, je l'avais prédit, d'autres l'ont fait: les Russes ont réagi. La Russie est entrée en guerre, vraiment pour la première fois, pour attaquer les armes antichar de la CIA. Puis elle a continué en soutenant l'effort brutal et vicieux d'Assad pour reconquérir la Syrie en commettant des atrocités horribles, et ainsi de suite. Techniquement, ce n'est pas criminel, certainement pas illégal, mais c'est criminel au sens moral, pas au sens juridique. C'est ce qui s'est passé en Syrie.

Fletcher l'interrompt: «Une des choses que vous écarterez est qu'il y a eu un soulèvement en Syrie...». Chomsky reprend:

Il y a eu un soulèvement, cela faisait partie du printemps arabe, un soulèvement réformiste démocratique. Assad l'a écrasé avec une violence extrême. Cela a débouché sur la guerre civile et, progressivement, les forces djihadistes ont pris le dessus. On peut débattre des détails, mais, en 2013, 2014, il y avait une opposition largement basée sur le jihad, que les États-Unis soutenaient, et qui tentait de renverser le gouvernement brutal et meurtrier responsable de l'écrasante majorité des crimes, mais qui se trouvait être le gouvernement reconnu internationalement, qui était un allié de la Russie. Et quand on en est arrivé au point où la CIA fournissait des armes avancées, sans surprise, les Russes sont intervenus pour les détruire. Puis ils sont passés à la destruction du reste de la Syrie.

C'est joli? Non, c'est très moche. Personne ne croit que les Russes sont des saints, mais c'est une puissance impériale, mineure par rapport aux États-Unis, en tant qu'économie ils sont au même niveau que l'Italie ou l'Espagne. [...] Nous n'avons pas besoin de rappeler que la Russie a été envahie et pratiquement détruite deux fois au cours du 20<sup>e</sup> siècle par la seule Allemagne. Maintenant, l'idée d'une alliance militaire hostile dirigée par l'État le plus puissant et le plus agressif du monde, qui fournit et renforce une coopération stratégique et de défense avec l'Ukraine, avec un programme de mise en œuvre d'accord pour que l'Ukraine soit un partenaire de l'OTAN... une menace sérieuse pour la Russie.

Fletcher: «Est-ce vraiment une menace pour la Russie? Nous ne parlons pas de 1941... La Russie possède le plus d'armes nucléaires de tous les pays de la planète. Qui se préoccupe de la sécurité de l'Ukraine?»

J'arrête la citation à 46:50 pour parler de la Syrie.



### «L'EXPOSÉ FACTUEL DE CHOMSKY EST EN GRANDE PARTIE FAUX»

Les États-Unis ne se battaient pas pour renverser le gouvernement Assad! Ils avaient envoyé des armes légères et quelques armes antichar aux groupes d'opposition syriens, mais rien qui puisse les défendre contre l'armée de l'air d'Assad (comme les missiles sol-air qu'ils demandaient désespérément). Les États-Unis ont également interdit à leurs alliés, comme l'Arabie saoudite ou le Qatar, de les fournir. En 2013, l'État islamique était présent dans de grandes parties de la Syrie et de l'Irak, ce qui est devenu la priorité absolue des États-Unis. À partir de ce moment-là, les États-Unis ont envoyé de l'aide aux unités militaires uniquement si elles promettaient

de les utiliser exclusivement pour combattre l'État islamique. Malgré tous ces handicaps, les groupes armés syriens avaient presque vaincu Assad en 2015. L'armée de l'air russe les a attaqués pour sauver Assad et non pour combattre les États-Unis dont le soutien aux «rebelles» opposés à Assad avait pris fin des années auparavant. En fait, les États-Unis et la Russie *coopéraient* dans la lutte contre l'État islamique.

Passons maintenant aux arguments politiques de Chomsky. Il répète deux fois, et longuement, qu'Assad était le chef d'un gouvernement «internationalement reconnu» et qu'il avait donc le droit d'obtenir une aide militaire de son alliée, la Russie. L'amour de Chomsky pour le caractère sacré hobbesien de la souveraineté est déconcertant. Dès le 17<sup>e</sup> siècle, le juriste néerlandais Hugo Grotius soutenait que les droits du souverain devaient être limités par les principes d'humanité. Le droit international et les pouvoirs conférés aux Nations unies ont de plus en plus limité les pouvoirs de la souveraineté. Le siège de plusieurs villes par Assad ont défié les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, par exemple la n° 2139 qui exigeait la fin de de l'usage des «bombes barils» [engin explosif improvisé qui consiste en un baril rempli d'explosifs, de gaz, de combustible et de ferraille], de l'entrave mise aux convois alimentaires de l'ONU vers les zones assiégées et la libération des femmes et des enfants emprisonnés. De même, l'activité russe en Syrie a été un crime international, un crime de guerre, et non, comme le prétend Chomsky, un fait à prendre dans un simple «sens moral».

Chomsky parle de la «réaction» de la Russie comme s'il s'agissait d'une loi de la nature, comme s'il décrivait ce qui se passe lorsqu'une personne touche un fil électrique. Il n'y avait aucune raison pour que la Russie «réagisse» et participe au meurtre

de masse des Syriens. Poutine aurait pu joyeusement exercer son contrôle tyrannique sur les Russes, quoi qu'il aurait pu arriver en Syrie.

Mettre en avant le fait que la Russie a été envahie deux fois par l'Allemagne est vraiment indigne de Chomsky. Le Kaiser et Hitler ont-ils donné à Poutine le droit de faire tout ce qu'il veut au nom de la sécurité de la Russie? Où avons-nous déjà entendu cet argument? C'est exactement ce que dit Israël. Les Juifs ont été tués dans un Holocauste, donc nous, Israël, pouvons faire tout ce que nous voulons parce que c'est pour notre sécurité.

Quittons la Syrie. À 47:40, Fletcher pose à nouveau la question de la sécurité de l'Ukraine. Chomsky esquive à nouveau en parlant des méfaits et des crimes des États-Unis en Afghanistan. Plus loin, il déclare que si l'Ukraine avait été neutre, comme l'Autriche ou la Finlande, il n'y aurait eu aucun problème de sécurité.

Il poursuit en justifiant ce que la Russie a fait en 2014, en répétant l'accusation, désormais familière selon laquelle il y a eu un coup d'État [en Ukraine] «avec une implication directe des États-Unis.» Voilà un homme de gauche qui affirme que les Ukrainiens n'avaient pas le droit de renverser un gouvernement qui interdisait les manifestations, tirait sur la foule et dont le président était notoirement corrompu. Il donne ensuite une justification à la saisie du territoire ukrainien par la Russie: «La Russie aurait pu rester les bras croisés et applaudir comme nous aurions pu le faire si un gouvernement pro-chinois avait été mis en place avec le Mexique appelant à une alliance militaire avec la Chine.»

Chomsky répète que la Russie y avait son seul port de mer chaude, y compris des bases navales, en Crimée. «Elles étaient immédiatement menacées par le gouvernement pro-américain qui a pris le pouvoir

avec une implication directe des États-Unis.» C'est faux. Quelle «menace directe» pesait sur son port de mer chaude? L'Ukraine avait-elle interdit le commerce russe via Sébastopol? Avait-elle exigé que les troupes russes quittent la péninsule de Crimée? La réponse est non dans les deux cas.

Fletcher pose enfin la question suivante: «De nombreuses personnes au sein de la gauche américaine pensent que nous ne pouvons rien faire contre Poutine. Que devrions-nous faire?» Chomsky répond que nous devrions amener les États-Unis à abandonner leur politique consistant à se battre jusqu'au dernier Ukrainien et à pousser Poutine dans une voie sans issue, à la mettre «le dos au mur». Nous devrions demander que l'Ukraine ait un statut comme le Mexique, l'Autriche et la Finlande. Il répète que la Crimée n'est «plus en discussion» et que ce sont les États-Unis qui ne sont pas raisonnables.

Enfin, il faut souligner ce qui ne figure *pas* dans les remarques de Chomsky. Tout d'abord, les mots «solidarité avec l'Ukraine» sont absents. Il ne suggère jamais que la gauche demande aux Ukrainiens ce qu'ils veulent, s'ils pensent être des pions américains ou s'ils veulent continuer à se battre pour défendre leur pays. Chomsky, qui se considère comme un anarchiste, ne mentionne pas ce que pensent les anarchistes ou les socialistes ukrainiens. Il ne parle jamais des armes, ni du fait que l'Ukraine ait le droit de se procurer des armes pour se défendre.

L'exercice de *realpolitik* de Noam Chomsky est déprimant. Il devrait savoir que la gauche ne devrait pas s'impliquer dans la défense des notions de sphères d'influence ou de géopolitique.

18 AVRIL 2022  
*NEW POLITICS*

## RUSSIE

### QUE FAIRE ?

Même si nous exécutons de toutes nos forces le contenu de ces communications de la FNPR, principale organisation syndicale russe et soutien résolu à la guerre et au régime de Poutine, il nous a semblé utile que ses positions soient connues de tous et toutes. La première est une lettre ouverte à Vladimir Poutine, s'appuyant sur tous les éléments de langage de la propagande russe, et exemple vivant d'un syndicalisme pleinement intégré à un appareil d'Etat en cours de fascisation. Les dirigeants de la FNPR sont d'ailleurs quasiment toutes et tous membres au parti du pouvoir en place, Russie unie. La deuxième est un appel à la journée Internationale des travailleurs, on y trouve une rhétorique syndicale reprenant à son compte l'imaginaire du Z, nouveau symbole de la réaction et du nationalisme en Russie, sous couvert de lutte contre le nazisme.



#### ADRESSE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS INDÉPENDANTS DE RUSSIE AU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Cher Vladimir Vladimirovitch!

La Fédération des syndicats indépendants de Russie, la plus grande organisation de masse du pays réunissant dans ses rangs environ 20 millions de membres, soutient votre ligne ferme visant à défendre la souveraineté politique et économique, l'intégrité territoriale de notre pays, ses intérêts nationaux et la sécurité de ses citoyens.

Aujourd'hui, la Russie est confrontée à une attaque sans précédent de la part de ce que l'on appelle l'«Occident collectif», dirigé par les cercles dirigeants des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Une guerre nous a été déclarée sur les fronts de l'information, de la culture, des finances et de l'économie. La phase chaude de cette guerre se déroule actuellement en Ukraine, où les revenants nazis agissent sur les instructions d'officiers de l'OTAN et se battent avec des armes de l'OTAN.

Dans cette situation, nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire de consolider toutes les forces de notre société, de maintenir la paix sociale et la stabilité. Nous sommes déterminés à l'emporter dans cette confrontation, à protéger les intérêts nationaux de la Russie et à assurer la construction d'un monde libre, démocratique et multipolaire.

Afin de consolider et de renforcer le pays et de protéger les intérêts des travailleurs, nous insistons sur la nationalisation inconditionnelle des actifs des entreprises des pays inamicaux qui, conformément aux exigences de sanctions anti-russes décrétées par leurs gouvernements, abandonnent leur production, laissant les employés sans emploi, les consommateurs sans produits et les partenaires sans commandes.

Nous soutenons votre décision de convertir en roubles les paiements pour le gaz russe et considérons qu'il est nécessaire de convertir progressivement en monnaie nationale les paiements pour tous les biens exportés de Russie. Il faut arrêter immédiatement de fournir du pétrole, du gaz, des engrais, des

métaux et des denrées alimentaires aux pays inamicaux qui ne veulent pas payer. La dédollarisation de l'économie, le rejet du diktat économique d'un seul pays est une condition importante pour construire un monde multipolaire. Pour aller de l'avant, nous proposons, en réponse aux sanctions économiques annoncées contre la Fédération de Russie, de garantir la vente de biens d'importance stratégique de notre pays uniquement en échange de biens, d'équipements et de technologies dont la Russie a besoin, à la manière dont le monde occidental s'est approvisionné en pétrole lors de l'embargo économique des pays arabes au début des années 1970, en mettant en avant la formule «boisseau contre baril», conditionnant ainsi la vente des céréales à la vente du pétrole.

Nous pensons qu'il est nécessaire de prendre des mesures urgentes pour garantir que les citoyens soient employés et que les salaires soient indexés en fonction de l'inflation. À cet égard, nous proposons de faire réviser sur une base trimestrielle le salaire minimum, les minimums sociaux et les prestations sociales de base.

Afin de protéger les intérêts des travailleurs, nous estimons nécessaire d'adopter une modification de la législation permettant l'extension des accords majoritaires de branche ou de territoire à toutes les entreprises en leur conférant la nature d'un règlement.

Compte tenu de la campagne antirusse, déclenchée y compris dans le mouvement syndical international, la Fédération des syndicats indépendants de Russie a suspendu son adhésion à la Confédération syndicale internationale<sup>1</sup>. Néanmoins, en quittant la

Confédération, nous nous sommes adressés à nos collègues en ces termes: «Quoi que vous disiez aujourd'hui sous la dictée des États-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne, demain, vous vous transformerez inévitablement en nos alliés, lorsque vous serez obligés d'amener des millions de vos membres syndicaux à protester contre les sanctions anti-russes qui ruinent l'économie européenne et mondiale, privant les gens de revenus, d'emplois et de confiance en l'avenir.»

Cher Vladimir Vladimirovitch, vous avez été notre candidat à chaque élection présidentielle depuis 2000, et nous avons voté pour vous. Nous vous soutiendrons également lors des prochaines élections!

Vous êtes un véritable leader national, qui défend la vie et les intérêts des citoyens et du pays dans son ensemble!

Vladimir Vladimirovitch, ne reculez pas!

Ensemble, nous allons gagner!

**POUR LA PAIX Z! POUR LE TRAVAIL Z! POUR LE 1<sup>ER</sup> MAI Z!**

Depuis plus de cent ans, les syndicats russes constituent l'épine dorsale de l'unité de notre société. L'unité au profit de l'économie du pays dans son ensemble et de chaque travailleur pris individuellement, pour la création d'emplois décents et de salaires décents. Il en a été ainsi pendant les premiers plans quinquennaux, pendant la Grande Guerre Patriotique et au début des années 1990. Il devrait en être de même aujourd'hui. En cette période si difficile pour notre société, une tâche importante incombe aux syndicats, celle d'unir tous les travailleurs de Russie au nom de la construction d'un monde nouveau. Un

---

1. La FNPR fait allusion à son départ de la Confédération syndicale internationale. Elle oublie de dire que cela fait suite à un processus visant à sa suspension, entamé à la demande de plusieurs organisations (dont, les organisations françaises membres de la CSI, CGT, CFDT, FO, UNSA); cette demande était repoussée notamment par les organisations

---

sud-américaines de la CSI; plutôt que la publicité autour du débat sur ces positions, la FNPR a préféré mettre un terme au processus en annonçant elle-même son départ.

monde d'unité. Un monde de solidarité. Un monde de justice.

Pour un monde sans nazisme!

Aujourd'hui, notre pays, en défendant la liberté et l'indépendance de l'État et le droit à la vie de ses citoyens, affronte dans une guerre hybride totale tout l'Occident uni et dirigé par les États-Unis. Sur le territoire de l'Ukraine nos fils, nos maris et nos frères sont en train d'achever le mal qui n'a pas été tué par nos pères et nos grands-pères en 1945 et qui s'est épanoui à la suite des erreurs des années 1990. Ils le font pour que plus personne n'ose tirer sur des civils, bombarder des écoles, interdire Pouchkine et Tchaïkovski, Gogol et Boulgakov, imposer des sanctions contre notre patrie et son grand peuple. Le devoir civique de chaque Russe aujourd'hui est de soutenir l'armée et notre Président dans la lutte contre le nazisme, le pire fléau du vingtième siècle.

Tous les problèmes sociaux et du travail, anciens et nouveaux, peuvent et doivent être résolus. Et nous sommes convaincus que, tant aujourd'hui que dans le monde de l'après-guerre, un dialogue actif entre les entreprises, les syndicats et le gouvernement produira des résultats nécessaires.

Nous sommes les travailleurs - ceux qui, chaque jour sur leur lieu de travail, contribuent à notre territoire commune.

Nous sommes fiers de notre pays!

Nous travaillerons pour la victoire de notre patrie!

Pour le travail!

Pour la Russie!

Pour un monde sans nazisme!



### LISTE DES SLOGANS POUR LE 1<sup>ER</sup> MAI 2022

Pour la paix Z! Pour le travail Z! Pour le 1<sup>er</sup> Mai Z!

Pour l'armée Z! Pour le Président Z!

Lorsque nous sommes unis, nous sommes invincibles!

Non à la fermeture des entreprises et au chômage technique! Oui à la nationalisation!

Le soutien de l'État doit aller uniquement aux entreprises où il y a des syndicats!

Pour les syndicats Z!

Défendre la production russe!

La force des syndicats réside dans l'unité et la solidarité!

L'union fait la force! La vérité est dans l'unité!

Paix dans le monde!

Nous sommes pour une Russie forte!

Une reconversion et des garanties sociales pour les chômeurs!

Les syndicats c'est la Protection Z! L'emploi Z!  
L'égalité Z!

Le travail stakhanoviste pour combattre les sanctions!

Pour la justice sociale! Pour une vie digne!

Nouveaux défis – nouvelles opportunités!

L'inflation exige l'indexation des salaires!

Le montant du salaire minimum ne doit pas être inférieur au panier de consommation!

Protection contre l'inflation pour les pensions et les avantages sociaux!

RÉSOLUTION DE LA FNPR POUR LE 1<sup>ER</sup> MAI, PUBLIÉE LE  
19 AVRIL 2022

<https://1may.fnpr.ru/>

## LES FÉMINISTES UKRAINIENNES SOUS LES YEUX DE L'OCCIDENT

ELISA MOROS<sup>1</sup>

Je définis la solidarité en termes de réciprocité, de responsabilité et de reconnaissance d'intérêts communs comme fondement des relations entre diverses communautés. Plutôt que d'imposer une supposée communauté d'oppression, la pratique de la solidarité met en avant les communautés de personnes qui ont choisi de travailler et de lutter ensemble. La diversité et la différence sont ici des valeurs centrales – à reconnaître et à respecter, et non à effacer dans la construction d'alliances. Jodi Dean (1996) développe une notion de «solidarité réfléchie» que je trouve particulièrement utile. Elle soutient que la solidarité réfléchie est élaborée par une interaction impliquant trois personnes : «Je te demande de me soutenir contre une troisième personne.» Cela implique de thématiser la troisième voix «pour reconstruire la solidarité comme un idéal inclusif», plutôt que comme une notion de «nous contre eux». La notion de Dean d'une compréhension communicative, toujours en construction, du «nous» est utile, étant donné que la solidarité est toujours un accomplissement, le résultat d'une lutte active pour construire l'universel sur la base des particularités/différences. C'est la lutte politique active, orientée vers la praxis, incarnée par cette notion de solidarité qui est importante pour ma réflexion – et la raison pour laquelle je

---

1. Féministe, militante du NPA (France) et membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre.

préfère concentrer mon attention sur la solidarité plutôt que sur le concept de «sororité»<sup>2</sup>.

Chandra Talpade Mohanty

### QUAND LES FÉMINISTES KURDES DÉFIENT LES FÉMINISTES PACIFISTES OCCIDENTALES

Plusieurs chercheuses féministes (Dirik, Tank, Şimşek et Jongerden, etc.) ont dénoncé la fascination orientaliste des médias occidentaux pour les femmes kurdes combattantes. Ces autrices montrent que l'image des femmes kurdes véhiculée par les médias sert à les instrumentaliser comme symboles de la libération occidentale dans un Orient qui est à son tour dépeint comme barbare. Ce portrait occidentalocentré a pour but et effet de silencier les femmes kurdes dont les discours politiques<sup>3</sup> ne sont jamais relayés, et pour cause, s'ils l'étaient, la narration portée par les médias occidentaux serait contestée et invalidée.

La féministe Kurde Dilar Dirik a également interrogé le rôle du féminisme occidental dans cette

---

2. Chandra Talpade Mohanty, *Feminism without Borders: Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*, Durham/Londres, Duke University Press, 2003.

3. Pour un aperçu des principes politiques et organisationnels du mouvement de femmes kurdes lire : Dilar Dirik, «Self-Defense Means Political Autonomy! The Women's Movement of Kurdistan Envisioning and Pursuing New Paths for Radical Democratic Autonomy», *Development*, n° 60, 74-79, <https://doi.org/10.1057/s41301-017-0136-3> Pour aller plus loin : Stephen Bouquin, Mireille Court, et Chris Den Hond (coord.), *La commune du Rojava : l'alternative kurde à l'État-nation*, Paris/Bruxelles, Syllepse/Critica, 2017, [www.syllepse.net/syllepse\\_images/la-commune-du-rojava.pdf](http://www.syllepse.net/syllepse_images/la-commune-du-rojava.pdf).

construction discursive orientaliste des combattantes kurdes :

Cependant, certaines féministes occidentales ont remis en question sa légitimité [de la lutte des YPJ et YJA Star] et l'ont rejetée comme du militarisme ou une cooptation par des groupes politiques. Les récits des médias occidentaux ont dépeint cette lutte de manière dépolitisée, exotique, ou en faisant des suppositions généralisées sur la désaffection « naturelle » des femmes pour la violence. Si les reportages des médias ont été dominés par un regard masculin, c'est en partie dû au refus des féministes de s'engager sur ce sujet important. On ne peut s'empêcher de penser que l'une des raisons de cette hostilité provient peut-être du fait que les femmes militantes qui prennent leurs affaires en main entravent la capacité des féministes occidentales à parler au nom des femmes du Moyen-Orient, perçues comme des victimes impuissantes.

Dans ce même article, intitulé « Feminist pacifism or passive-ism? »<sup>1</sup>, elle dénonce l'incapacité d'un féminisme naïvement pacifiste à distinguer entre la violence comme oppression et la violence comme acte de résistance ou d'autodéfense :

Contrairement à la violence qui vise à assujettir « l'autre », l'autodéfense est un dévouement et une responsabilité totale envers la vie. Exister signifie résister. Et pour exister de manière significative et libre, il faut être politiquement autonome. En clair, dans un système international de violence sexuelle et raciale, légitimé par les États-nation capitalistes, l'appel à la non-violence est le luxe de ceux et celles qui sont dans des positions privilégiées de sécurité relative, croyant qu'ils ne se retrouveront jamais dans une situation où la violence deviendra

nécessaire pour survivre. Bien que théoriquement convaincant, le pacifisme ne rend pas compte de la réalité de nombreuses femmes et revêt donc un caractère plutôt élitiste du premier monde.

En effet, il me semble que l'expérience des féministes kurdes remet au moins partiellement en cause le féminisme antimilitariste canonique. La théorie féministe antimilitariste a été forgée à partir de l'expérience militante de nombreuses femmes et féministes issues de mouvements pacifistes très divers autour du monde. Néanmoins, elle ne peut faire l'impasse des expériences où les féministes prônent la lutte armée. Si ces expériences percutent le cadre théorique féministe antimilitariste, il faut admettre que celui-ci soit questionné et enrichi. Il ne s'agit pas d'invalider les apports du féminisme antimilitarisme mais bien de les actualiser à l'aide des différentes positionnalités.

Une des principales penseuses du féminisme antimilitariste, Cythia Cockburn, interviewait<sup>2</sup> en 2015 deux féministes antimilitaristes, membres de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) ayant vécu sous le nazisme, à propos de ce qu'elle appelle le « dilemme pacifiste ». Elle leur a demandé si elles inviteraient les femmes combattantes kurdes à abandonner les armes au nom du pacifisme. Les deux interviewées ont répondu :

Je ne le pense pas. Assises ici en sécurité, hors de la zone de guerre, nous devrions les comprendre, pas les condamner. Résister est un droit humain. Toutefois, à long terme, nous ne devrions pas accepter que le militarisme soit la seule réponse. Nous devrions sérieusement commencer à construire des « mécanismes de rétablissement de la paix ».

1. [www.opendemocracy.net/en/5050/feminist-pacifism-or-passive-ism/](http://www.opendemocracy.net/en/5050/feminist-pacifism-or-passive-ism/).

2. [www.opendemocracy.net/en/5050/pacifist-dilemma-women-peace-makers-responses-to-islamic-state/](http://www.opendemocracy.net/en/5050/pacifist-dilemma-women-peace-makers-responses-to-islamic-state/).





En tant que *Wilpfer*, je voudrais parler avec les femmes *peshmerga*<sup>1</sup>, entendre ce qu'elles disent. Le fascisme est si sale. C'est comme une pieuvre, qui introduit ses tentacules dans la société, avec son idée raciste de la supériorité d'un type de personne sur un autre. Je pourrais bien être d'accord, et dire aux femmes kurdes : « Oui, vous devez vous battre. » Mais, peut-être qu'une fois le combat terminé, elles regarderont en arrière et diront : « Ce n'était pas la bonne façon de faire. »

Je partage avec ces femmes les idées suivantes :

- notre rôle depuis l'extérieur de la zone de guerre est de soutenir et non de condamner les femmes et féministes résistantes ;

- nous devons toujours écouter ce que les premières concernées ont à nous dire ;

- soutenir les femmes dans le monde dans leurs combats, y compris militaires, n'est pas incompatible avec le fait de se battre, dans un contexte plus large et à plus long terme, pour la démilitarisation du monde.

### LES FÉMINISTES UKRAINIENNES PEUVENT-ELLES PARLER ?

Je discutais récemment avec une féministe ukrainienne, militante depuis longtemps, aujourd'hui réfugiée dans un pays d'Europe occidentale. Elle me faisait part de sa difficulté à s'exprimer ouvertement sur les problématiques politiques, et particulièrement de genre, existantes en Ukraine, car elle a l'impression

---

1. Le mot *peshmerga* pour parler des femmes kurdes combattantes pose problème. En effet, les *peshmergas* sont les combattants kurdes en Irak. Comme l'expliquent Dilar Dirik et Bahar Munzir les femmes combattantes kurdes en Irak sont très minoritaires et contraintes à une division sexuelle du travail rigide au sein des unités de combat, car les deux partis dirigeant le Kurdistan irakien sont patriarcaux. Or les femmes combattantes des YPJ et YJA-Star sont souvent éronément appelés *peshmergas* par les médias occidentaux. Cynthia Cockburn reproduit cette erreur dans son article, qui est reprise par les interviewées à leur tour.

que la gauche et le féminisme occidentaux exigent la perfection de la société ukrainienne comme condition indispensable à tout soutien. Il faudrait que la société ukrainienne soit libre de toute contradiction pour avoir pleinement le droit de se battre contre l'envahisseur russe. Face à cette injonction du féminisme occidental, elle, comme beaucoup d'autres femmes, se sent obligée de choisir entre exprimer ses questionnements féministes sur ce qui se passe en Ukraine et la recherche de soutiens à la résistance contre l'envahisseur au sein de la gauche occidentale. Les injonctions féministes qui obligent les femmes à choisir entre le féminisme et leurs autres luttes ont pour effet d'éloigner les femmes du féminisme. Il s'agit là d'un problème récurrent du féminisme occidental que les féministes contre-hégémoniques n'arrêtent pas de pointer.

Pourtant, les analyses et le militantisme féministes restent indispensables en Ukraine, comme partout ailleurs. Au sein du Collectif féministe du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, j'ai le plaisir de travailler avec des féministes ukrainiennes qui militent sur place. Elles rapportent que la majorité de la société ukrainienne, y compris de nombreuses femmes ukrainiennes, est soit indifférente soit méfiante à l'égard du féminisme. Cette situation a empiré avec la guerre. Les militantes féministes sont confrontées à des difficultés financières ainsi qu'à l'hostilité des propriétaires lorsqu'elles tentent de trouver des espaces pour mener leur activité. Viktoriia Pigul, une camarade militante féministe anticapitaliste ukrainienne, s'appuyant sur plusieurs témoignages de femmes et de filles ukrainiennes, a rapporté les multiples violences qu'elles subissent<sup>2</sup>.

---

2. <https://rev.org.ua/na-chasi-problema-seksualnogo-ta-psichologichno-go-nasillya-nad-zhinkami>.

Comme tout le monde le sait maintenant, au cours des dernières semaines, de nombreuses femmes et enfants ont été brutalisées et violées par des soldats russes. Beaucoup d'entre elles manquent de ressources pour échapper à ces violences. Beaucoup fuient vers la Pologne, ignorant que l'avortement y est interdit par la loi (car ce n'est pas le cas en Ukraine). À leur arrivée en Pologne, elles sont souvent exposées à des abus de toutes sortes de la part des hommes. Dans ce contexte, le militantisme féministe en Ukraine est plus essentiel que jamais.

Olena Lyubchenko a récemment publié une très riche, et indispensable, analyse<sup>1</sup> où elle montre comment la militarisation de l'Ukraine dans les dernières années s'est accompagnée de mesures d'austérité qui ont déplacé le fardeau de la résistance contre l'agression russe sur les femmes au sein des foyers en même temps qu'elles ont préparé l'État à un processus très inégalitaire d'intégration «euroatlantique» :

La militarisation, l'austérité et l'agression agissent dans ce contexte comme des processus de dépossession et d'accumulation primitive. Ils génèrent des réserves mondiales de main-d'œuvre dont les mouvements transfrontaliers sont au cœur de la production et de la reproduction du capital et du travail à l'échelle mondiale. De cette manière, la citoyenneté racialisée reproduit la précarité et l'exclusion pour certaines, la sécurité et l'inclusion pour d'autres, tout comme la différenciation historique de la classe ouvrière ukrainienne au sein du capitalisme mondial est réécrite et instrumentalisée.

Tout comme Dilar Dirik dénonçait l'instrumentalisation des femmes combattantes kurdes dans les médias occidentaux, Olena Lyubchenko dénonce dans cet article l'instrumentalisation de la

résistance ukrainienne dans les discours médiatiques et institutionnels occidentaux qui dépeignent les Ukrainien·nes comme des héros et héroïnes menant une guerre «pour l'Europe<sup>2</sup>». Dans ce contexte, et toujours dans la continuité de la critique menée par Dilar Dirik, il me paraît indispensable d'interroger le rôle du féminisme occidental (et plus largement de la gauche occidentale) dans cette instrumentalisation.

Un manifeste féministe pacifiste transnational<sup>3</sup> a été signé, il y a quelques semaines, par 150 éminentes féministes d'Europe et des Amériques, sans une seule féministe ukrainienne ou d'Europe post-soviétique. Certaines féministes occidentales, en lien avec les féministes ukrainiennes, ont refusé de le signer<sup>4</sup>. Ce manifeste reproduit la vision dominante de la géopolitique pour laquelle les grandes puissances impérialistes sont les seuls acteurs de l'histoire. Il ignore ainsi la réalité multiscalaire et l'agentivité des différents acteurs mises en lumière par la critique féministe de la géopolitique. Il réduit la guerre menée par Poutine contre l'Ukraine à un simple conflit interimpérialiste, effaçant ainsi l'agentivité de toutes et chacune des Ukrainiennes. Une seule ligne sur plus d'une trentaine est accordée aux Ukrainien·nes : «Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien qui veut la paix dans sa vie et exige un cessez-le-feu.»

Voilà comment réduire en une seule ligne 44 millions de personnes au cliché de victime passive qui a besoin, encore une fois, d'être sauvée par les Occidentaux. Les Ukrainien·nes qui résistent activement, et militairement, à l'agression qui leur a été imposée, n'intéressent pas les féministes pacifistes



1. <https://lefteast.org/frontiers-of-whiteness-expropriation-war-social-reproduction-in-ukraine/>.

2. Où le mot «Europe» est identifié la plupart du temps à l'Union européenne comme marqueur de «civilisation» contre les «barbares» qui n'en font pas partie ou refusent sa discipline.

3. <https://feministsagainstar.org/fr/manifeste/>.

4. [www.contretemps.eu/solidarite-ukraine-manifeste-feministe-guerre/](http://www.contretemps.eu/solidarite-ukraine-manifeste-feministe-guerre/).

occidentales, tout comme iels n'intéressent pas leurs amis hommes de la gauche occidentale. Il semblerait que les Ukrainien·nes ont le droit à notre solidarité en tant que victimes passives, mais pas en tant que résistant·es actives. Cette caricature des Ukrainien·nes comme victimes passives de l'instrumentalisation de l'OTAN ou de l'Europe rejoint celle des médias occidentaux qui les dépeint comme les héros de l'Europe et de l'Occident en ce qu'elle efface tout autant leurs voix et leurs volontés politiques. De très nombreuses Ukrainien·nes sont résolues à se battre, y compris militairement, et cette volonté n'est imposée ni par Zelensky ni par l'OTAN, comme le montre la forte implication dans la résistance ukrainienne de tous les secteurs de la société.

C'est pourquoi, si les positions des féministes et des anticapitalistes sur des sujets tels que la livraison d'armes ne risquent guère d'avoir un impact sur les décisions des responsables politiques occidentaux, elles ont un vrai impact sur les féministes et la gauche ukrainienne. En effet, l'abandon de (quand ce n'est pas l'opposition à) la résistance ukrainienne de la part de la gauche et du féminisme internationaux, fragilise nos camarades ukrainien·nes au sein de résistance, et il met à mal leur capacité à porter à terme un projet politique émancipateur pour toutes les habitantes de l'Ukraine.

### POUR UNE PRATIQUE FÉMINISTE DIALOGIQUE ET INTERNATIONALISTE

La résistance ukrainienne est loin d'être parfaite ou libre de contradictions. Elle est traversée par des conflits de classe, de genre et de race, comme le sont toutes nos sociétés. Les femmes ukrainiennes subissent maintenant la guerre, les agressions, les tortures et les viols en masse des troupes russes sans pour autant arrêter de subir les violences qu'elles

subissaient avant la guerre de la part des hommes ukrainiens et de l'État. En outre, le contexte de guerre renforce l'autoritarisme de l'État ainsi que la division sexuelle du travail (conscription militaire réservée aux hommes, réaffectation des femmes au travail de reproduction sociale, etc.). Le renforcement des rapports de sexe accroît le pouvoir des hommes et de l'État sur les femmes qui deviennent à leur tour plus vulnérables et davantage exposées aux violences. Dans ce contexte, les féministes anticapitalistes prises dans cette réalité complexe et multiscale, se battent avec leurs concitoyens contre l'envahisseur russe tout en continuant à se battre contre une partie de leurs propres concitoyens: contre les politiques néolibérales du gouvernement et les attaques des employeurs, contre les violences sexistes, racistes ou LGBTI+phobes, etc.

Se battre simultanément avec et contre ne peut être incompréhensible que pour la minorité de personnes qui ont le luxe de n'avoir qu'un seul ennemi/front. Quelque chose que nous ont appris les féministes contre-hégémoniques est que la positionnalité est centrale à toute politique féministe. Pour prendre un exemple, le Combahee River Collective<sup>1</sup>, un des plus importants collectifs féministes noirs lesbiens, refusait le séparatisme lesbien considérant qu'il est, en termes d'analyse comme de stratégie, inopérante pour les femmes noires qui ne peuvent pas se permettre le luxe de se désolidariser des hommes noirs dans leur lutte commune contre le racisme. Barbara Smith va jusqu'à dire :

Le séparatisme est rarement impliqué dans un véritable changement politique, qui affecte les institutions de la société de manière directe. [...] Nous avons remarqué que les séparatistes de notre coin,

---

1. <https://journals.openedition.org/cedref/415>.

au lieu de s'organiser politiquement, font souvent des actes de *zapping*. Par exemple, elles peuvent venir à une réunion ou à une série de réunions, puis poursuivre leur chemin. Il n'est pas évident de comprendre ce qu'elles essaient réellement de changer. Nous pensons parfois que le séparatisme est une politique sans pratique<sup>1</sup>.

En effet, dans le contexte actuel il est tout à fait conséquent pour les féministes russes de revendiquer le pacifisme pour se désolidariser catégoriquement de Poutine, de la guerre qu'il mène, et de toute la partie de la société russe qui la soutient. Dans leur manifeste antiguerre<sup>2</sup>, les féministes pacifistes russes caractérisent la guerre comme une guerre d'agression, et Poutine comme le seul et unique responsable. Cette position pacifiste de la part des féministes russes est donc tout à fait compatible avec le soutien à la résistance armée en Ukraine. En revanche, il paraît impossible pour de nombreuses féministes ukrainiennes de se désolidariser de leur communauté (aussi sexiste soit-elle), ne serait-ce que pour une question de survie. Pourtant, elles n'ont d'autre choix que continuer à mener la bataille féministe au sein de leur propre société si elles ne veulent pas voir le sexisme se renforcer davantage. Si le séparatisme lesbien était le luxe de celles qui ne subissaient que l'oppression de genre/sexualité, le pacifisme abstrait est le luxe de celles qui ne vivent pas sous les bombes et n'éprouvent aucun besoin de se défendre militairement. Faire de la politique féministe loin du champ de bataille est aussi facile que stérile.

Une politique féministe internationaliste doit partir du soutien et du dialogue avec les premières

concernées, car toute politique féministe qui se fait sans elles, se fait in fine, contre elles, et donc nuit à la construction d'une solidarité féministe internationale. Comment peut-on qualifier de féministe et internationaliste une position qui tourne le dos aux féministes ukrainiennes et a pour effet de les bâillonner sur les problématiques de genre en Ukraine? Les seules actrices politiques à même de faire triompher le féminisme, le pacifisme et toute politique émancipatrice en Ukraine sont celles qui sont sur place. On ferait mieux de commencer par les écouter et les soutenir, malgré les éventuels désaccords, car ce seront elles, telles qu'elles sont et avec les contradictions qui leur sont propres, qui mèneront la lutte, et personne d'autre.

NB: Pour soutenir financièrement l'activité militante des féministes ukrainiennes, vous pouvez faire vos dons aux collectifs féministes Bilkis (<https://bilkisdonate.tumblr.com/>) et Feminist Workshop (<https://femwork.org/warinukraine/>) ou à l'organisation de gauche anticapitaliste Sotsialnyi Rukh, au sein de laquelle les féministes mènent un travail politique féministe : <https://bit.ly/3y4aCFP>.



1. Barbara et Beverly Smith, «Across the Kitchen Table: A Sister-to-Sister Dialogue», dans Moraga et Anzaldúa (dir.), *This Bridge Called My Back: Writings by Radical Women of Color*, New York, SUNY Press, 2015.

2. [www.europe-solidaire.org/spip.php?article61344](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article61344).

## DÉCOLONISER LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Cet appel a été rédigé par des militants décoloniaux et des représentants des peuples autochtones de la Fédération de Russie qui poursuivent une activité sur la politique coloniale du pays.

Le 24 février 2022, Poutine, avec le soutien de Loukachenko, a lancé une attaque à grande échelle contre l'Ukraine. Cette guerre a commencé en 2014, lorsque la Fédération de Russie a annexé la Crimée et créé des républiques «populaires» [fantoques]. La Russie s'est déjà livrée à des saisies similaires de territoires d'États indépendants, créant et soutenant des mouvements séparatistes dans d'autres États afin de les rendre de facto dépendants d'elle-même, comme cela s'est produit en Transnistrie et en Abkhazie. Dans le même temps, les mouvements d'autodétermination sur leur propre territoire ont été sévèrement réprimés, comme dans le cas de la République tchétchène. Les actions d'aujourd'hui sont présentées par Poutine comme la dénazification et la démilitarisation de l'Ukraine afin de «sauver les Russes». Aujourd'hui, nous assistons à des massacres de civils, à des bombardements de bâtiments civils et à une déformation totale de la réalité par la propagande dans les médias contrôlés par le gouvernement.

La Fédération de Russie se compose de nombreux peuples différents qui y sont inclus pendant la colonisation. Cependant, insister sur leur droit à l'autodétermination pour les Russes peut signifier engager une procédure pénale. L'expression publique d'une position antiguerre a récemment eu les mêmes conséquences. Par conséquent, notre déclaration est anonyme et internationale. Le groupe

de travail compte des participants d'Ukraine, du Bélarus, de Moldavie, d'Arménie, du Kirghizistan, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et des régions de la Fédération de Russie contemporaine, notamment du Tatarstan, du Bachkortostan, de la Bouriatie, de la République de Sakha, de Kalmoukie, d'Oudmourtie et de Mari El. Dans nos revendications, nous nous appuyons sur les appels existants des représentants des peuples indigènes<sup>1</sup> de Russie, qui se sont éloignés des structures étatiques et ont déclaré leur refus de la guerre<sup>2</sup>.

Nous accusons Poutine de soutenir et d'inciter à des conflits et de mener des guerres, d'annexer les territoires d'autres États et de gouverner le pays par la répression. Cependant, nous ne pensons pas que le renversement de son pouvoir entraînera de réels changements en Russie. Le régime totalitaire patriarcal-oligarchique construit par Poutine ne s'effondrera pas avec son départ. Il faut déconstruire et réorganiser tout le système étatique.

---

1. Selon la définition du Groupe de travail international sur les affaires autochtones (IWGIA), les peuples autochtones sont des peuples qui se trouvent à la périphérie de la création des États contemporains et qui s'identifient comme peuples autochtones. Ils sont associés à certains territoires où leur histoire peut être retracée. Ils partagent les caractéristiques suivantes (une ou plusieurs) : ils parlent une langue autre que celle du ou des groupes dominants ; il y a une discrimination à leur encontre dans le système politique ; ils sont discriminés dans le système judiciaire ; leur culture est différente de celle du reste de la société ; ils diffèrent souvent de la société en général dans leurs pratiques d'utilisation des ressources, étant des chasseurs et des cueilleurs, des nomades, des bergers ou des agriculteurs sur brûlis ; ils se voient et sont perçus par les autres comme différents du reste de la population.

2. Déclaration du Comité international des peuples autochtones de Russie ; «Ce n'est pas votre guerre» – l'appel du Mouvement démocratique bouriate ; Bouriates contre la guerre

Nous croyons que tous les peuples ont des droits égaux à l'autodétermination (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art. 1) et à la pleine indépendance. Nous exigeons que les gens retrouvent le droit de disposer de leurs terres, de parler leur propre langue, de créer leur propre histoire et culture. Nous appelons les peuples du monde entier à soutenir les peuples de Russie dans leur quête de désidentification avec le centre. Nous exigeons la destruction pacifique de l'empire.

Nous exigeons l'autonomie régionale dans la prise de décisions et l'autogouvernement local au lieu d'un appareil de pouvoir vertical et centré sur la répression. Dans ces conditions, toute personne devrait avoir le droit de participer à la vie politique de la région dans laquelle elle vit. Les nouvelles autonomies doivent être formées selon des lignes territoriales et non reproduire ou créer des hiérarchies fondées sur la «race», la religion ou l'origine. Nous n'avons pas besoin d'une politique d'exclusion et d'extermination. Nous avons besoin d'inclusion et d'une acceptation radicale de la diversité. Dans les conditions des nouvelles autonomies, la législation moderne sur les migrations, qui est utilisée comme un autre moyen de répression, doit être révisée. Les gens devraient pouvoir changer librement de lieu de résidence.

Nous n'avons pas besoin de production et de surproduction lorsque les besoins fondamentaux de la plupart des gens dans le monde ne sont pas couverts. À l'heure actuelle, la richesse de 1 % de la population est supérieure à la richesse des 99 % restants de la population mondiale. La croissance économique et les opportunités de gagner des millions sont les privilèges de quelques-uns qui ont déjà un pouvoir illimité. Nous avons besoin de paix et de la satisfaction des besoins fondamentaux de chaque personne.



Nous avons besoin de soins de base inconditionnels, et non d'un budget d'application de la loi gonflé utilisé pour des agressions internes et externes.

La guerre en Ukraine a une fois de plus confirmé la dépendance de l'économie et de la politique mondiales vis-à-vis des ressources naturelles non renouvelables, qui sont sous le contrôle de plusieurs États puissants. L'«Occident» ne prend pas suffisamment de mesures pour mettre fin à la guerre en raison de sa dépendance au gaz russe. Cette situation met non seulement le monde en danger, mais peut également conduire à un écocide mondial. Les peuples autochtones sont les premiers à souffrir de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables et de la crise climatique. Les entreprises connaissent les conséquences de leurs activités, mais elles ne prennent pas de mesures pour changer le format de leur travail, guidées par le profit. Nous exigeons une transition vers les énergies renouvelables et le retour aux populations du droit de disposer des ressources sur leur territoire.

À l'heure actuelle, comme auparavant, la Russie utilise des représentants des peuples autochtones pour mener des guerres coloniales. Les ressources nécessaires pour mener ces guerres proviennent également de leurs terres et de leur travail. Nous devons mettre un terme à cela. Nous exhortons tout le monde à ne pas s'arrêter aux appels au départ de Poutine et à la fin de la guerre, mais à exiger une décolonisation radicale de la Fédération de Russie et à accorder aux sujets individuels le droit de créer leur propre avenir.

[www.stop-the-war.world/en/decolonize-russia-en/](http://www.stop-the-war.world/en/decolonize-russia-en/)

## RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

Une délégation de 26 participants<sup>1</sup> de dix pays européens s'est rendue en Ukraine du 3 au 6 mai à la rencontre du mouvement social, féministe et syndical d'Ukraine et en coordination avec le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Deux des participants français, Laurence Boffet<sup>2</sup> et Roland Mérieux, nous en font un compte rendu express.

### PREMIÈRE JOURNÉE

Nous sommes arrivés à Lviv hier après-midi. Laurence Boffet ainsi que les parlementaires présents dans la délégation ont rencontré le parti Razem (gauche radicale polonaise, environ 7 % des voix aux dernières élections législatives, six députés) puis des associations qui tiennent une maison des solidarités à la frontière polonaise. Ensuite, nous avons rencontré des humanitaires polonais (anciens musiciens organisateurs de festivals reconvertis en convoyeurs de tout, médicaments, repas, réfugiés).

### DEUXIÈME JOURNÉE, À LVIV

Ce jeudi 5, en lien avec les camarades de *Sotsialnyi Rukh* qui militent pour une socialisme démocratique, nous rencontrerons, aujourd'hui et demain,

---

1. La délégation du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine comprend des parlementaires polonais (Paulina Matysiak, Razem), suisse (Stéfanie Prezioso, députée du canton de Genève, Ensemble à gauche), danois (Soren Sondegaard, Red Green Alliance), finlandais (Veronika Honkasalo, Left Alliance), ainsi que des représentants de mouvements de solidarité français, britannique, belge et catalan. Du côté français, sont présents dans la délégation des camarades du NPA (Catherine Samary et Olivier Besancenot), de PEPS (Patrick Farbiaz), de la Fondation Frantz Fanon internationale (Mireille Fanon-Mendes France), Laurence Boffet et Roland Mérieux (Ensemble!).

2. Conseillère municipale du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon et vice-présidente à la métropole de Lyon et Roland Mérieux (Ensemble!)

des représentants syndicaux (en particulier du rail, services publics santé, mineurs), des militants écologistes, féministes, LGBTQ+.

La matinée a été consacrée à une rencontre avec les responsables de *Sotsialnyi Rukh*. Ils nous ont présenté leurs activités, en particulier sur les questions sociales et démocratiques que leur mouvement tente de mettre en œuvre et leur vision de la situation politique dans leur pays en état de guerre (soutien au président Zelensky et son gouvernement, bien que très critiques sur les questions sociales et écologiques)<sup>3</sup>.

Une déclaration commune est en cours de rédaction reprenant les larges convergences évoquées toute la matinée, déclaration proche de celle du texte du Réseau européen de solidarité à l'Ukraine avec un point complémentaire majeur pour eux, l'adhésion rapide de l'Ukraine à l'UE.

L'après-midi a été consacré à des échanges avec les syndicats ukrainiens, qui se retrouvent essentiellement dans deux grandes confédérations (la Confédération des syndicats et la Confédération des syndicats libres). Étaient présent·es des représentant·es de différents secteurs d'activité (construction, transports, santé), ainsi qu'un syndicat nouveau et indépendant des deux confédérations qui défend les travailleurs pauvres de la santé, des mines et de l'énergie (nucléaire). Nous avons eu une description détaillée des luttes sociales avant la guerre pour les hausses de salaires, contre les conséquences du néolibéralisme sur les secteurs publics ou la santé, qui nous ont rappelé les nôtres...

---

3. De retour de Kyiv, étaient également présent des membres d'Izquierda Socialista d'Argentine.

Aujourd'hui, les syndicats sont tournés vers l'aide concrète aux travailleurs ukrainiens victimes de la dérégulation en ces temps de guerre (licenciements, non-paiement des salaires, voire travail gratuit, maintien de la sécurité et des infrastructures dans les transports ou le nucléaire). La question écologique a aussi été abordée par certains syndicats.

### TROISIÈME JOUR

Rencontres avec des mouvements féministes, écologiques, de solidarité et libertaires. Dès le matin, une première réunion s'est tenue entre les femmes de la délégation européenne et des représentantes de trois organisations ukrainiennes féministes, intersectionnelles, LGBTQ. Un groupe de travail spécifique sur ces questions démarre dans le Réseau européen en lien avec ces groupes féministes. Ces groupes se focalisent en particulier sur l'aide aux femmes qui ont besoin de soutien immédiat sur le plan financier, psychologique mais aussi politique. Plusieurs contacts très concrets ont été pris lors de cette rencontre pouvant permettre ultérieurement de créer des ponts avec les Ukrainiennes de Lyon mais aussi avec des mouvements féministes (au plan national) qui voudront les aider. La matinée s'est poursuivie avec la présentation des actions de ces mouvements féministes et d'entraide entre femmes.

Plusieurs centaines de milliers de femmes se retrouvent seules avec leurs enfants, avec ou sans travail, exilées en Pologne ou déplacées dans leur propre pays; elles ont besoin d'une prise en charge au niveau de l'éducation des enfants, du travail, un logement, des soins médicaux ainsi que d'accès à l'avortement, que ce soit en Pologne, qui l'interdit, mais aussi en Ukraine, où c'est autorisé mais aujourd'hui de plus en plus difficile à mettre en œuvre.

Au cours de l'après-midi, d'autres présentations ont été faites par des représentants de mouvements écologistes, qui sont favorables aux sanctions et qui se concentrent en particulier sur une demande d'embargo du pétrole et du gaz russes, en exigeant qu'ils ne soient pas remplacés par d'autres énergies fossiles. Un appel en ce sens est en train de circuler auprès des parlementaires du monde entier [...].

Une représentante d'un mouvement LGBTQ a décrit les actions de solidarité qu'ils et elles ont mis en place pour tous et toutes à partir d'une coopération qu'ils et elles géraient déjà avant la guerre. Selon elles et eux, une des justifications de la guerre avancée par les Russes est la défense des valeurs traditionnelles chrétiennes et par conséquent la lutte contre la domination LGBT sur l'Ukraine comme sur l'ensemble de l'Europe; Zelensky étant «accusé» d'être gay! Par ailleurs, la société ukrainienne est assez conservatrice et la guerre renforce les valeurs «viriles». Ce collectif défend la visibilité de la communauté LGBT, y compris dans l'armée, travaille au consensus et prône une démarche non violente.

Un représentant des droits des Rroms est également intervenu. Leur mouvement est très structuré car les Rroms d'Ukraine sont parmi les plus discriminés d'Europe. Leur défense avait démarré bien avant la guerre. Ils profitent du fait que l'Ukraine demande son adhésion rapide à l'UE pour exiger l'accélération de l'agenda 2021-2030 qui prévoit une amélioration du traitement du peuple rom demandée par l'Europe à tous les pays membres.

Les associations roms disposaient déjà avant la guerre de réseaux européens efficaces qu'ils mettent aujourd'hui à disposition de l'ensemble des Ukrainiens. Malgré le racisme, leur représentant reconnaît que l'aide spontanée des Ukrainiens a concerné aussi les Rroms; des cas de maltraitance





policière, comme à Lviv, ont été signalés. Dans cette ville, un cas de violence policière médiatisé a été utilisé par les Russes pour faire croire à des attaques envers les russophones d'Ukraine !

D'autres actions humanitaires ont également été présentées en association avec les mouvements libertaires. Ces réseaux sont a priori efficaces en terme de logistique de l'ouest vers l'est de l'Ukraine, mais aussi dans les zones sous occupation ou les zones de guerre. Partout ailleurs, ils proposent des abris, des hébergements, des lieux de stockage.

Des actions du côté de la défense territoriale ukrainienne sont également prises en charge par ces mouvements. Ils demandent des soutiens financiers, mais

aussi de l'aide pour le soutien psychologique et pour répondre aux revendications des femmes qui peuvent aussi être réalisées depuis l'étranger.

Une représentante de ces mouvements nous a expliqué la question des trafics d'êtres humains, dans le cadre du travail forcé ou de l'exploitation sexuelle. L'Ukraine était déjà une grande pourvoyeuse de travail forcé, cela c'est bien sûr renforcé depuis le début du conflit. [...]

En conclusion de ces deux journées, une déclaration commune a été proposée par Vitalii Dudin au nom de Sotsialnyi Rukh, que nous avons adoptée (ci dessous).

RZESZOW (POLOGNE), 7 MAI 2022

## DÉCLARATION

Le 24 février 2022, l'impérialisme russe a lancé une agression contre l'Ukraine. Depuis plus de deux mois, le peuple d'Ukraine a combattu dans une bataille inégale les forces d'occupation, perdant des centaines de vies et endurant des destructions massives. Alors que nombre de politiciens à l'Ouest comme en Russie pronostiquaient que l'Ukraine tomberait en peu de jours, la grande mobilisation du peuple ukrainien dans toutes les sphères de la vie et le combat héroïque de la résistance ukrainienne montrent à quel point cette prise de position est erronée. De nombreux pays européens continuent de financer la machine de guerre russe en achetant du pétrole et du gaz russes.

Dans le même temps, le peuple ukrainien est lésé par les réformes adoptées dans l'intérêt des plus riches, avant et même pendant la guerre. Ces décisions politiques ont pour effet de déplacer le fardeau de la guerre sur la majorité de la population. Les

exemples sont la réduction des garanties des droits du travail pour les employés et la réduction des impôts pour les propriétaires d'entreprise. Ces changements s'accompagnent d'une réduction croissante de la sphère sociale, qui crée des conditions insupportables pour les Ukrainiens touchés par la guerre. Dans ces circonstances, l'Ukraine continue d'honorer ses obligations envers le FMI et d'autres créanciers. Au lieu d'enrichir les créanciers et les banquiers mondiaux, cet argent devrait aller à la défense du pays et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la population. Par sa politique, le FMI continue de promouvoir des réformes antipopulaires en Ukraine et entraîne de plus en plus l'Ukraine dans l'esclavage, sapant son indépendance et rendant difficile la reconstruction du pays.

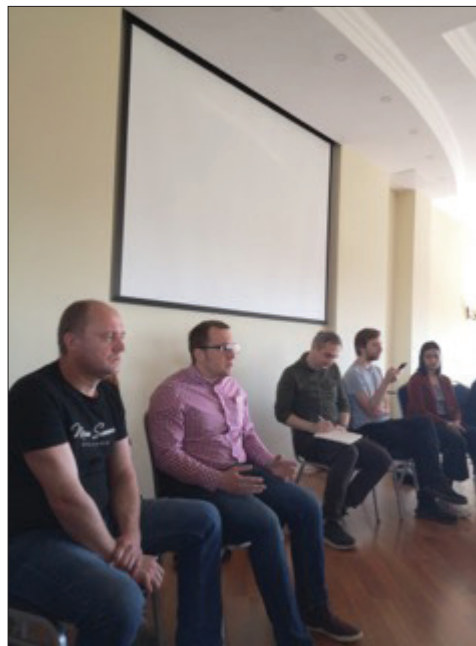
La destruction des infrastructures, de la production et des quartiers résidentiels soulève la question de la reconstruction de l'Ukraine, à quelles conditions et à

quel coût la reconstruction aura lieu après la guerre, c'est une question urgente. Une reconstruction fondée sur la primauté de la politique néolibérale conduira à une pauvreté et à une oligarchie encore plus grandes. La restauration complète de l'Ukraine et de son rôle dans la fourniture de biens de base aux populations les plus défavorisées du monde est impossible sans changer le cours de la politique socio-économique aux niveaux national et mondial. La réponse à l'agression russe doit être la solidarité des peuples du monde. La victoire de l'Ukraine dans la guerre affaiblira les régimes autoritaires en Syrie, au Bélarus et dans d'autres pays, ce qui donnera au monde une réelle occasion d'avancer vers un développement démocratique incluant la justice sociale et environnementale. L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine sera un pas contre la domination du néolibéralisme, fondée sur l'inégalité et l'exploitation. L'exemple d'une telle politique ouvrira la voie à d'autres pays pour avoir des politiques de développement stables qui ne lèseront pas les plus pauvres en faveur des plus riches par des prêts inéquitables.

Notre gauche, les syndicats, les féministes et les défenseurs des droits de la personne luttent pour la victoire de l'Ukraine et promouvoir sa prospérité après la guerre, notamment :

- le retrait des troupes russes du territoire de l'Ukraine, particulièrement des territoires occupés des régions de Donetsk et de Lougansk et de la République autonome de Crimée;
- l'aide militaire et humanitaire à l'Ukraine, ainsi que l'imposition de sanctions sévères à l'encontre de la Russie;
- l'introduction d'un programme social de reconstruction de l'Ukraine, visant à aider la population du pays, plutôt qu'à enrichir les élites commerciales;

- la renonciation à l'achat de combustibles fossiles russes, en entrant dans une véritable transition énergétique pour remplacer les combustibles fossiles par des achats provenant d'autres sources;
- l'abolition de la dette extérieure de l'Ukraine et de l'impossibilité de retirer des fonds à l'étranger;
- le soutien à tous les réfugiés, indépendamment de leur nationalité, origines ethniques, religion, etc. Abolition de toutes les lois et des pratiques discriminatoires;
- De mettre fin aux réformes antisociales en Ukraine et d'abolir les frais administratifs élevés qui entravent la participation de la classe ouvrière à la vie politique.



Les représentants de Sotsialnyi Rukh lors du meeting européen de solidarité qui s'est tenu à l'hôtel Sonata à Lviv

# LA BOTTE POUTINIENNE ET LE LIVRE

## DÉCLARATION DES ÉDITIONS MEDUSA (KYIV) ET SYLLEPSE (PARIS)

L'agression militaire de la Fédération de Russie, le 24 février dernier, contre l'Ukraine constitue une violation délibérée du droit à la nation ukrainienne à exister et à déterminer librement son avenir. Les massacres, les viols, les tortures constituent des moyens de guerre de l'armée russe auxquels le peuple ukrainien oppose une résistance héroïque.

Si elle aboutissait, cette invasion, signifierait également pour les Ukrainien·nes une mise au pas idéologique et culturelle, la disparition de tout espace de réflexion, l'écrasement des libertés démocratiques élémentaires, d'expression et d'association.

Les éditions Medusa, maison d'édition indépendante de Kyiv, ont développé depuis plusieurs années un catalogue constitué de pensée libre, critique, émancipatrice. Un tel catalogue est insupportable aux maîtres du Kremlin. Les éditions Medusa, comme l'ensemble des autres éditeurs ukrainiens, sont actuellement en grave danger.

Les éditions Syllepse se sont engagées dans le soutien au peuple ukrainien en publiant plusieurs ouvrages. Cet engagement va se poursuivre et s'approfondir avec le soutien à l'édition ukrainienne.

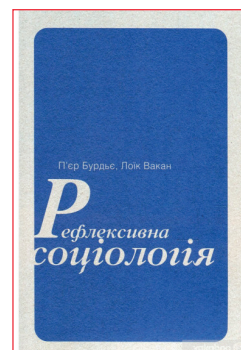
Dans ce cadre, les éditions Medusa (Kyiv) et Syllepse (Paris) ont décidé de nouer un partenariat de solidarité et d'assistance.

Désormais, les ouvrages des éditions Medusa en langue ukrainienne seront disponibles et mis en vente par les éditions Syllepse, notamment sur son site [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net).

Ainsi, nous voulons permettre à tous et toutes d'apporter un soutien aux éditions Medusa en acquérant un ou plusieurs de leurs livres dont le prix unitaire est de 5 euros (format PDF). Le produit de la vente de ces livres sera intégralement versé aux éditions Medusa.



POUR 15 EUROS, SOUTENEZ L'ÉDITION  
UKRAINIENNE LIBRE ET ENGAGÉE  
DÉJÀ 3 TITRES TÉLÉCHARGEABLES  
SUR LE SITE DE SYLLEPSE ET EN LIBRAIRIE



### EFFACER LES RÉFÉRENCES DANGEREUSES

Le site *Actualitté* rapporte que selon un média russe indépendant, les employés de Prosveshchenie sont fortement incités «à effacer l'Ukraine et Kyiv des manuels d'histoire, de géographie et de littérature». Actualitté cite des salariés, qui demandent l'anonymat, affirmant que la direction leur avait demandé, le jour même de l'invasion de l'Ukraine, de «supprimer les références “inappropriées” à l'Ukraine».

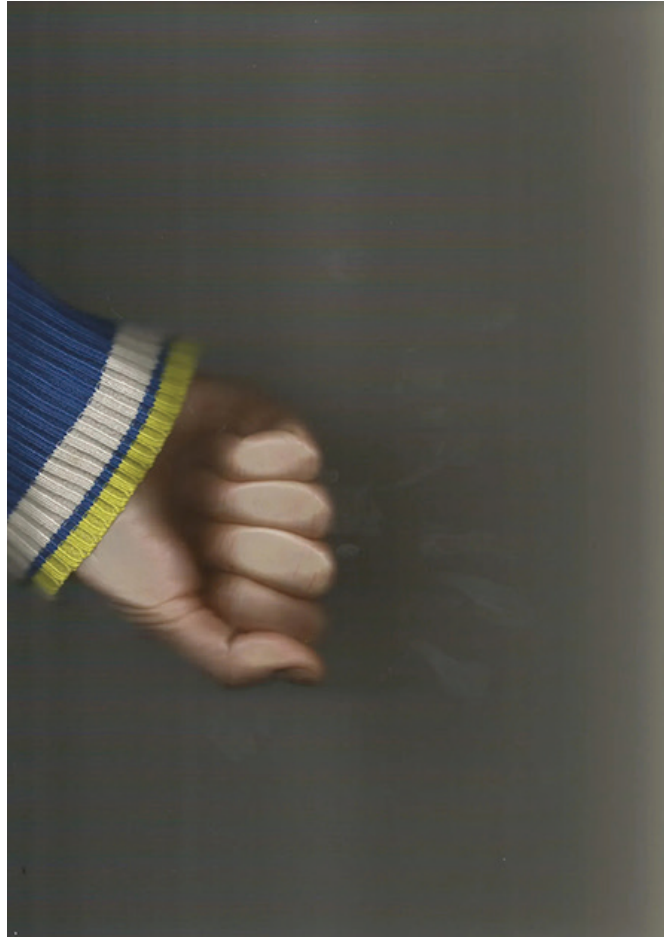
Selon la même source, toute forme d'opposition à la guerre expose les salariés à un licenciement. La menace est ainsi formulée: «Nous sommes une maison d'édition qui imprime des livres influençant les esprits de la jeune génération. Veuillez vous abstenir d'utiliser les réseaux sociaux pour exprimer un point de vue différent du point de vue officiel.» Des licenciements ont d'ailleurs déjà été signalés

«Le pays dont on ne doit pas prononcer le nom» tel est l'intertitre de l'article d'*Actualitté*. En effet, c'est dès l'annexion de la Crimée que les éditeurs ont été incités à «mentionner l'Ukraine avec plus de parcimonie et de prudence». On apprend ainsi qu'il est recommandé «que le drapeau ukrainien soit retiré des chapitres». Ce nettoyage n'ayant pas suffi, «la guerre en Ukraine a forcé la maison à censurer “15 % supplémentaires de tous les textes”, selon les éditeurs qui affirment devoir tout simplement supprimer les mentions de l'Ukraine dans la mesure du possible.»

Source: *Actualitté*, «Purges et censure en bibliothèques: en Ukraine, la guerre culturelle bat son plein»



**BOÎTE ALERTES**



Alisa Berger, *Juste avant le début du cauchemar*, février 2022.  
*The Crow Letter*, <https://crownproject>

DÉCONSTRUCTION (LIOBOV [LIOBOFF] LAKIMTCHOUK)

À l'Est rien de nouveau,  
Rien de nouveau, et ça dure combien?  
La mort est là, le métal est brûlant,  
La mort est là, et les gens sont tout froids.  
Ne me parlez plus de cette ville, Lougansk  
Depuis longtemps il ne reste que «gansk»...  
Et «lou» n'est plus que de l'asphalte vermillon.  
Prisonniers sont mes amis  
Même jusqu'au «do» de Donetsk  
Pas possible d'avancer, pour les libérer.  
Et toi, tu écris des vers, des vers ciselés  
Un vrai travail de broderie.  
Ta poésie roucoule merveilleusement  
Sublime, auréolée d'or.  
Mais sur la guerre on n'écrit pas de poésie  
On déconstruit, rien d'autre que  
Des syllabes qui claquent  
Tac, tac, tac.  
Pervomaïsk est coupée en deux par les bombes,  
Ici «pervo», là «maïsk»,  
Toujours endolorie comme la première fois.  
La guerre y est terminée, dites vous,  
Mais la paix, elle, n'a toujours pas commencé.  
Débaltsévo?  
Ma ville s'est «dé» faite.  
Un Saussura ne pourrait plus y naître.  
Non, personne ne peut plus naître à «baltsévo».  
Je contemple l'horizon  
Avec ses trois dimensions.  
Un champ de tournesols à la tête baissée.  
Ils deviennent tout noirs, tout desséchés,  
Ils sont tout comme moi, vieilliss terriblement.  
Je ne suis plus Liouboff  
Je ne suis plus que «boff!».







## BLAGUE RUSSE

- Vassili, que lis-tu en ce moment ?
- *Guerre et paix...*
- Tu l'avais jamais lu ?
- Si, mais je le relis parce que le gouvernement vient de faire publier une nouvelle édition. Comme le mot « guerre » est interdit, ils ont changé le titre pour *Opération spéciale et haute trahison*.



Une des maisons de la solidarité à la frontière Pologne/Ukraine animée par des proches de Razem.



## À la mémoire d'andriy Sakharov

Un «Appel au maire d'Ivano-Frankivsk» circule en Ukraine. Notamment signé par Semen Gluzman ([https://en.wikipedia.org/wiki/Semen\\_Gluzman](https://en.wikipedia.org/wiki/Semen_Gluzman)), ce psychiatre soviétique qui avait osé déclarer que le général Grigorenko était sain d'esprit, ce qui lui avait coûté dix ans de Goulag. Une motion a en effet été déposée pour débaptiser la rue Andriy-Sakharov, au prétexte qu'il était russe. Les signataires enjoignent le maire et le conseil municipal de repousser cette demande imbécile, réactionnaire et chauvine.

«Aujourd'hui, nous, anciens prisonniers politiques soviétiques, sommes fiers de notre pays. En suivant le chemin douloureux de la libération de l'héritage totalitaire, l'Ukraine montre au monde civilisé des exemples de courage et la capacité de protéger la liberté et la dignité humaine», indique le texte. Les signataires rappellent que, dans leur jeunesse, ils ont payé le prix fort de la lutte pour la démocratie contre l'«État totalitaire» de l'époque et que dans ce combat, Andriy Sakharov était à leurs côtés. «Andriy Sakharov a constamment défendu activement les droits des prisonniers politiques ukrainiens, en particulier Vasyl Stus et bien d'autres. C'est nous, citoyens ukrainiens de différentes origines ethniques, qui sommes le plus souvent mentionnés dans ses discours et documents écrits.»

«Nous en sommes sûrs : si Andriy Dmitrovich était vivant, il serait avec nous, avec l'Ukraine, et non avec le criminel Poutine. [...] Nous exhortons le conseil municipal et le maire à rejeter le projet. Si une telle décision était prise, ce serait un acte issu de l'arsenal de l'État autoritaire de Moscou.»

SOURCE: GIORGOS MITRALIAS (ATHÈNES)



Manuela Morgaine  
*The Crow Letter*, <https://crownproject>

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

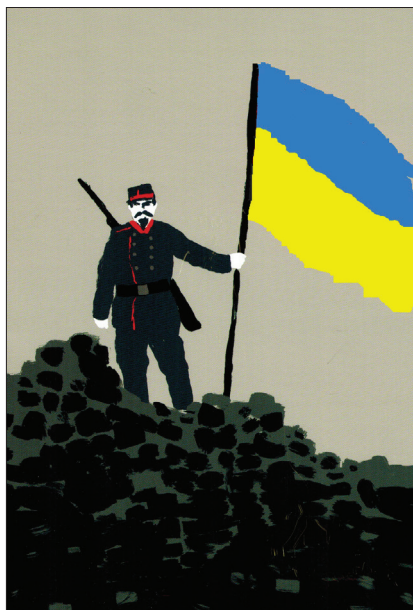
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et de Biélorussie glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne) et M Éditeur (Montréal), les revues *New*



*Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».